

DOSSIER AMERICA FIRST



espritcors@ire
observatoire de la défense et de la sécurité

Réalisé par l'association espritcors@ire
<https://espritcrouf.fr>

SOMMAIRE

TRUMP CONTRE LE MONDE de Richard Labévière	2
DÉFENSE DE L'EUROPE ET OTAN du Général d'Armée (2s) Jean Cot.....	3
LA FRANCE ET L'OTAN du Club des Vingt	6
L'OTAN COMBIEN DE TEMPS ? par Jean-Dominique Giuliani	8
G7, TRUMP ET OCS* par Guillaume Berlat.....	10
IRAN : TRUMP VEUT ÉTRANGLER SES CONCURRENTS par Richard Labévière	13
L'AMI AMÉRICAIN par Patrick Toussaint	17
LE GRAND CHAMBARDEMENT de Guillaume Berlat	19
VERS UN NOUVEAU MULTILATÉRALISME par le Club des Vingt	21
COHABITATION AUX ETATS-UNIS par Guillaume Berlat	24
TRUMP, MAIN MISE SUR L'ITALIE ? par Patrick Toussaint.....	29
JAMES MATTIS SECRÉTAIRE À LA DÉFENSE DES USA UN ADULTE PARMIS LES ENFANTS DU GOUVERNEMENT par Mohamed Gareche	32
L'EUROPE NE DOIT PAS SE SUBSTITUER AUX ETATS-UNIS AU MOYEN ORIENT par Patrick Toussaint.....	36
L'EUROPE, UN SUPPLÉMENT AMÉRICAIN ? par Patrick Toussaint.....	41
MULTI ou BILATÉRALISME par Guillaume Berlat.....	45
LA FRACTURATION PERMANENTE DU MONDE par Guillaume Berlat.....	48
PRÉSENCE DES ETATS-UNIS EN SYRIE... par Richard Labévière.....	52
G-20 DERNIER TANGO À BUENOS AIRES... par Guillaume Berlat	55
COHABITATION AUX ETATS-UNIS par Guillaume Berlat	58
JUSQU'OU IRONT LES NATIONALISMES CHINOIS ET AMÉRICAINS ? par François Danjou	62
CHINE – ETATS-UNIS GUERRE DES TAXES, GUERRE TOTALE OU APAISEMENT ? par Jean-Paul Yacine	64
CHINE – AMERIQUE LES TROIS FRONTS DE LA GUERRE ECONOMIQUE VOULUE PAR TRUMP par Jean-Raphaël Chaponnière	67
CHINE – ETATS-UNIS GUERRE DES TAXES, GUERRE TOTALE OU APAISEMENT ? par Jean-Paul Yacine	70
KIM -TRUMP À SINGAPOUR. ÉMOTION ET GRAND SPECTACLE AU SERVICE DE LA PAIX par François Danjou.....	74

TRUMP CONTRE LE MONDE

de Richard Labévière (*)

Spécialiste en Relations internationales

La diplomatie américaine, après le schisme politico-religieux entre Sunnites et Chi'ites, cherche à creuser une nouvelle ligne de fracture entre les pays sunnites. Cette politique de gribouille – qui ne consiste pas à gagner des guerres conventionnelles en contrôlant durablement des territoires, mais plutôt à gérer de multiples foyers d'« instabilité constructive », notamment pour vendre des armes des infrastructures, du matériel de reconstruction ou sécuritaire – vise tous les pays qui n'acceptent pas l'ordre américain, et même... l'Union européenne.

Non seulement Donald Trump veut faire payer aux Européens les dépenses de l'OTAN, qui ne doit acheter que des matériels américains, mais il cherche surtout à affaiblir encore davantage l'UE politiquement. Trois positions européennes récentes ulcèrent particulièrement le président américain : le communiqué commun des « trois M » (Macron, Merkel, May) qui refusent de quitter l'accord sur le nucléaire iranien, estimant que la proximité continentale de Téhéran avec les pays européens nécessite une appréciation très différente de celle qui est cultivée outre-Atlantique ; la mise en place de procédures commerciales avec l'Iran évitant le dollar et les nouvelles sanctions ; enfin, les velléités européennes de faire avancer une « Europe de la défense » plus indépendante de l'OTAN justement.

« Ces trois orientations qui étaient relativement encouragées par Barack Obama font voir rouge à la Maison blanche actuelle », explique un diplomate européen en poste à Washington, « Donald Trump cherche à tout prix à casser les quelques rares initiatives européennes en matière de politique étrangère, notamment concernant le dossier palestinien qu'il entend se réapproprié personnellement à ses conditions. Avec les Européens, Trump fait comme avec les Chinois sur le plan commercial : il mène une guerre sans concession au nom de son slogan électoral *America first*, qui sera aussi le fil rouge de sa prochaine campagne qui a déjà commencé ».

Les Etats-Unis de Donald Trump veulent faire la guerre à l'Iran, au Venezuela. Ils construisent un mur contre le Mexique, ils continuent à faire le blocus de Cuba, Ils sont en opposition avec la Syrie, la Russie, sans parler des guerres commerciales avec la Chine ou l'Europe, le retrait de l'accord nucléaire bilatéral avec la Russie...En déchirant aussi les accords internationaux destinés à lutter contre le réchauffement climatique, ils ont déclaré la guerre au monde entier ainsi qu'aux générations futures.

La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, écrivait à peu près Carl Von Clausewitz. Mais que faire lorsqu'il n'y a plus de politique...

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSE DE L'EUROPE ET OTAN

du Général d'Armée (2s) Jean Cot

La défense de l'Europe, de son territoire et de ses populations, voilà le bien commun le plus évident pour les citoyens de l'Union européenne (UE). Ce devrait donc être un des thèmes porteurs de la campagne pour les élections européennes de mai 2019.

Problème : ce n'est pas l'UE en tant qu'institution qui a la responsabilité de sa propre défense mais l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans laquelle les Etats-Unis sont prépondérants.

Un peu d'histoire. Sortis exsangues de la Deuxième Guerre mondiale, les pays de l'Europe de l'Ouest ne pouvaient que se placer sous la protection des Etats-Unis, face à la formidable menace soviétique. Ils le firent au travers de l'OTAN créée en 1949. Nous devons être reconnaissants aux Etats-Unis pour avoir très largement contribué à gagner la Guerre froide, sans tirer un coup de canon.

Mais nous sommes en 2019. 70 ans après 1949, les risques et menaces se sont diversifiés, mondialisés. Les Etats-Unis en ont tiré les conséquences en retirant la presque totalité de leurs forces du sol européen, donnant la priorité stratégique à l'Asie, leur nouveau défi.

D'autre part, l'UE s'est relevée de ses ruines. Sa richesse globale — son PIB — est aujourd'hui équivalente à celle des Etats-Unis. Il est donc invraisemblable que 500 millions d'Européens de l'UE — j'inclus encore nos amis britanniques ! — dépendent encore à ce point, pour leur défense, de 325 millions d'Américains.

Mrump dit la même chose, brutalement : les Etats-Unis donnent trop pour la défense des Européens. l'OTAN est une organisation obsolète et, tout autant, l'article 5 de sa charte qui stipule un engagement militaire réciproque en cas d'agression.

Ce serait une grave erreur de penser qu'après Trump, tout rentrera dans l'ordre. Trump ne fait que dire tout haut ce que beaucoup, aux Etats-Unis, pensent tout bas. Je pourrais en donner maints témoignages. J'en retiendrai un, de M.M. Shapiro et Witney, membres éminents d'un important think tank américain, rapporté dans Le Monde du 5 novembre 2009 :

Les Européens entretiennent avec les Etats-Unis une relation infantile et fétichiste, nourrie d'illusions, dont :

– *Celle que les intérêts des Américains et les intérêts des Européens sont fondamentalement les mêmes,*

– *Celle selon laquelle la Sécurité de l'Europe dépend encore de la protection américaine.*

Faut-il que nous, Européens, soyons assez sourds et aveugles pour ne pas admettre cette vérité et en tirer les conséquences ? Il est vrai que, depuis le traité de Maastricht de 1992, s'édifie lentement une Politique de Sécurité et de Défense commune (PSDC) de l'UE dont les résultats ne sont pas négligeables :

- Document de Stratégie européenne de Sécurité et de Défense (SESD),
- Agence européenne de Défense (AED) pour l'armement,
- Embryon d'état-major pour les crises civiles et la génération des forces.
- Coopérations structurées permanentes (CSP).
- Fond européen de Défense (FED)
- Pour me limiter à l'essentiel.

- Le problème – il est capital – est que cette défense européenne en gestation n'a rien à voir avec la défense de l'Europe définie plus haut. Elle se limite en effet aux missions dites de Petersberg, sous l'égide de l'ONU :
- Maintien et imposition de la paix
- Evacuation des ressortissants de l'UE
- Aide humanitaire, désarmement, coopération.

Voici donc, en résumé, l'in vraisemblable paradoxe :

- L'OTAN a l'exclusivité de la Défense de l'Europe alors que la crédibilité des Etats-Unis, qui la domine de la tête et des épaules, est toujours plus incertaine.
- L'UE est confinée aux interventions exotiques de Petersberg sans même s'être donné un état-major opérationnel permanent pour les conduire.

Ce paradoxe ne semble pas troubler les autorités politiques et militaires de l'UE, qui l'ont masqué derrière le concept commode de complémentarité, de partage des tâches entre OTAN et UE. En réalité, personne n'est dupe : l'OTAN est un bon alibi pour limiter leur effort de défense. Pourquoi payer davantage pour notre défense, même si, via l'OTAN, nous sommes dépendants des Etats-Unis ? Cette culture de la soumission aux Etats-Unis est inacceptable.

Je le dis et l'écris depuis vingt-cinq ans, un peu moins seul aujourd'hui : l'OTAN est l'obstacle majeur pour l'édification d'une défense de l'Europe indépendante. C'est pourquoi il faut faire mourir l'OTAN. Le mieux serait que M.Trump en décide lui-même.

L'OTAN morte, les pouvoirs européens seront contraints d'assumer la première de leurs responsabilités régaliennes, la défense du territoire et des populations, et d'y mettre le prix.

La Défense de l'Europe

Dépendance ou Indépendance ?

L'OTAN ou l'armée européenne ?

Ce pourrait-être ma conclusion. J'y ajouterai deux observations :

1 – J'ai lu le livre du général de Villiers « Qu'est-ce qu'un chef ? » De ses propos souverainistes, j'en retiendrai deux :

« L'armée européenne fusionnée est un rêve. Elle pourrait se transformer en cauchemar. Je crois aux souverainetés nationales, pas à la souveraineté européenne »

« Si l'armée européenne consiste à juxtaposer des forces, à les fusionner, à en faire des unités de combat aux ordres d'un hypothétique état-major à Bruxelles, je dis IMPOSSIBLE » Les majuscules sont de lui.

Mais, mon général, qu'est-ce donc que l'OTAN sinon un quartier général – le SHAPE – à Bruxelles, des états-majors de corps d'armée multinationaux dont un corps germano-polonais, un corps germano-hollandais, un corps européen à Strasbourg comptant quatre nationalités, un corps de réaction rapide (CRR) français à Lille qui peut accueillir une demi-douzaine de contingents étrangers ?

Ce qui vous convient dans l'OTAN vous serait insupportable dans un cadre européen ? L'armée européenne, ne serait rien d'autre, pour commencer, que l'OTAN sans les Américains. Non pas que nous ne les aimions plus mais tout simplement parce qu'on ne peut plus, on ne doit plus compter sur eux. Eux-mêmes le disent. Dois-je rappeler que nous aurions une armée européenne depuis 1954 si de Gaulle, dans l'opposition, n'en avait sabordé le projet, porté par la France ? J'étais alors à Saint-Cyr- Coëtquidan. J'en fus très triste, comme beaucoup de mes camarades.

2 – Je vais, pour finir, élargir le débat au-delà de la question de la défense de l'Europe. Le choix, aux prochaines élections européennes, se fera entre deux visions inconciliables de l'Europe au mitan de ce siècle. Soit la vision exclusive, souverainiste, nationaliste, arc-boutée sur l'Etat-nation sacralisé : America first – Deutschland über alles – La France d'abord. Soit une vision inclusive, ouverte, humaniste, qui ne tient pas l'Etat-nation comme le grain ultime de l'organisation politique de l'Europe.

Je crois être un bon patriote mais je suis aussi un Européen ardent, un citoyen d'Europe. Aucune contradiction en cela ! Mon Europe est celle de sa devise : « L'unité dans la diversité ». Les Etats-Unis d'Europe, ce n'est pas un gros mot ! C'est la condition nécessaire pour que l'Europe compte demain dans le tiercé des grandes puissances de la planète.

S'UNIR ou S'EFFACER – Les Etats-Unis d'Europe ou les Balkans du monde. Pas besoin de passion pour souscrire à cela. Un peu de raison devrait y suffire.

[Retour au sommaire](#)

LA FRANCE ET L'OTAN

du Club des Vingt (*)

L'OTAN

– **L'OTAN a été créée en 1949** pour assurer la sécurité et la défense de l'Europe et de l'Amérique du Nord face à la menace soviétique. Un point essentiel du Traité est l'article V qui prévoit qu'un membre de l'Alliance doit venir en aide à tout autre membre qui ferait l'objet d'une attaque militaire. En 1953, l'OTAN a été doublée de l'institution d'une organisation militaire intégrée. Sans remettre aucunement pour autant son adhésion à l'Alliance, la France s'est retirée en 1965 de cette organisation pour ne pas être engagée, au titre de l'article V, dans des conflits dont elle ne voudrait pas.

– **1989-1992, l'URSS s'effondrant**, il n'y a plus de régime des Blocs, l'OTAN semble avoir perdu sa raison d'être. A l'instigation des Etats-Unis, elle va s'arroger un nouveau rôle, celui de bras séculier des Nations-Unies. Mais en fait, elle ne se réfère pas toujours aux Nations-Unies pour légitimer ses actions ou elle y recourt de façon abusive, en Lybie par exemple. L'OTAN devient peu à peu comme une sainte alliance occidentale et libérale face à un monde incertain. Dans le souci général de se rapprocher des Etats-Unis et dans l'espoir illusoire de faciliter ce faisant la construction d'une Europe de défense avec les autres pays européens, la France réintègre l'organisation militaire intégrée de l'OTAN en 2009.

– **Aujourd'hui la situation du monde a profondément changé** depuis l'époque de la création de l'OTAN. Les rapports de puissance ne sont plus les mêmes. La Russie n'est plus la seule menace, elle n'est pas nécessairement la principale. Leur appartenance commune à l'organisation n'empêche pas des pays membres de mener hors zone des politiques différentes, il en est ainsi par exemple avec les Etats-Unis et la Turquie en Syrie. Au reste, l'organisation intervient ici au cas par cas davantage comme une coalition qu'en tant qu'une alliance véritable, pérenne, à la portée générale. Enfin les Etats-Unis, qui étaient à la fois le leader incontesté de l'OTAN et son grand pourvoyeur de moyens, adoptent désormais une attitude ambiguë à son égard.

Dans ce nouveau contexte général, une réflexion d'ensemble serait à engager sur l'OTAN, ses finalités, son utilité et ses formes d'action. Quelles que soient les conclusions d'une telle réflexion, elles ne paraissent pas pouvoir changer fondamentalement le problème de la France et de l'OTAN.

LA FRANCE

– **Le retour de la France** dans l'organisation militaire intégrée a affecté son image d'indépendance, allant même jusqu'à lui faire partager dans une certaine mesure celle d'impérialiste attribuée souvent à l'OTAN.

Naguère le droit à la différence était reconnu à la France. A présent, avec son retour dans l'organisation militaire intégrée, une divergence d'opinion avec les Etats-Unis débouche sur une crise grave. Nous sommes peu à peu entraînés à nous aligner sur les positions américaines. Ainsi en va-t-il de nos relations avec la Russie. Notre ambition tend à devenir celle de second de la classe atlantique à la place de la Grande-Bretagne.

– **Le maintien de la France?** Les considérations qui précèdent peuvent conduire à nous poser le problème de notre maintien dans l'OTAN. Nous ne sommes plus en 1965, les conséquences

d'une sortie seraient autrement plus graves dans nos rapports avec les Etats-Unis et nos partenaires européens.

Mais surtout, les choses étant devenues ce qu'elles sont, nos armées n'ont plus aujourd'hui la capacité d'agir seules. La France serait incapable, en particulier sur le plan financier, d'augmenter son effort de manière suffisante, alors que le développement des techniques rend la défense de plus en plus onéreuse.

– **Le problème se pose donc de savoir** si une autre organisation, en l'occurrence une défense européenne, ne pourrait pas présenter les mêmes avantages que l'OTAN sans en avoir les inconvénients. Or une telle défense ne serait pas opérationnelle au point de remplacer l'OTAN. Elle n'apporterait pas les mêmes contributions en matière de logistique, de renseignement, de structures de commandement, d'interopérabilité des personnels, etc. Sur un tout autre plan, seule l'OTAN, grâce à la pression américaine, garantit que nos partenaires européens ne remettent pas en question la dissuasion nucléaire quelle qu'en pourrait être la volonté de certains pays.

L'Europe de la défense reste cependant souhaitable. Ce qui a, à ce jour, retardé sa création n'est pas tant l'opposition de l'OTAN et des Etats-Unis que l'absence de volonté politique des Européens eux-mêmes. Les objurgations de Monsieur Trump pour de plus grands efforts européens conduiront l'Allemagne à faire un peu plus qu'aujourd'hui, mais les choses n'iront guère plus loin pour la plupart des autres pays membres. Quant au Royaume-Uni, dans sa situation actuelle, il ne pourra plus être sans doute le partenaire qu'il fut.

Il faut garder le cap d'une Europe de la défense, mais en étant conscients qu'elle ne pourra pas être une réalité avant de nombreuses années.

Le rôle de la France : On est donc ramené à l'OTAN et au rôle que nous devrions y jouer. Notre autonomie au sein de l'Alliance sera d'abord à la mesure de notre aptitude à redéfinir une politique qui nous soit propre. Il y a des marges de manœuvre que nous n'utilisons pas, en particulier concernant des sujets « hors zone ». Des efforts de notre part sont indispensables. Mais ils ne sauraient être suffisants. Notre autonomie ne pourra pas aller jusqu'à la constitution d'un ensemble européen doté d'une conception stratégique en propre au sein de l'Alliance. L'OTAN n'est rien en dehors des Etats-Unis.

Mais à l'extérieur, nous restons libres de nos paroles et dans une certaine mesure de nos actes. Notre politique extérieure doit être en quelque sorte « désotanisée » et ne pas être toujours ramenée à l'OTAN et ses positions.

(*)Hervé de CHARETTE, Roland DUMAS (anciens ministres des Affaires Etrangères), Bertrand DUFOURCQ, Francis GUTMANN – **président du Club** -, Gabriel ROBIN (Ambassadeurs de France), Général Henri BENTEGEAT, Bertrand BADIE (Professeur des Universités), Denis BAUCHARD, Claude BLANCHEMAISON, Hervé BOURGES, Rony BRAUMAN, Jean-François COLOSIMO, Jean-Claude COUSSERAN, Dominique DAVID, Régis DEBRAY, Anne GAZEAU-SECRET, Jean-Louis GERGORIN, Renaud GIRARD, Bernard MIYET, François NICOULLAUD, Marc PERRIN de BRICHAMBAUT, Jean-Michel SEVERINO, Pierre-Jean VANDOORNE.

[Retour au sommaire](#)

L'OTAN COMBIEN DE TEMPS ?

par **Jean-Dominique Giuliani**

Président de la Fondation Robert Schuman

Le Président des Etats-Unis d'Amérique critique de plus en plus violemment l'Union européenne. Il l'agresse sur le plan commercial, la menace sur le plan militaire, n'hésite pas à tenter de la déstabiliser. Elle le dérange sur la scène internationale.

Il organise le retrait systématique de son pays de tous les accords et organisations multilatérales qu'il a longtemps inspirés ou soutenus: Accord TransPacifique, Accord Nord-Américain sur le commerce (ALENA), Accord de Paris sur le climat, Accord sur le nucléaire avec l'Iran (JCPOA), UNESCO, Comité des droits de l'Homme de l'ONU, bientôt l'Organisation mondiale du Commerce... alors que l'Union est l'exemple d'une réussite inédite du multilatéralisme.

Il confirme, en des termes peu choisis, une tendance au repli qu'il souhaite pour son pays, que ses proches alliés ont de plus en plus de mal à reconnaître. L'influence jacksonienne qui l'inspire ne saurait expliquer ni la brutalité de ses mouvements ni occulter la gravité de leurs conséquences. Le refus du leadership américain crée partout une instabilité et nourrit les conflits actuels ou potentiels. Au point qu'on doit désormais s'interroger sur l'avenir de l'OTAN, déjà menacée par une Turquie incertaine.

Va-t-elle disparaître du fait du retrait des Etats-Unis ?

Les accusations qu'il porte sur les Européens qui ne dépensent pas assez pour leur défense, prêtent à sourire lorsqu'on sait que la contribution nette et directe des USA au budget de l'OTAN ne représente qu'un millième du farouche budget militaire des Etats-Unis. La vraie raison du maintien de l'OTAN après la fin de l'Union soviétique ne serait-elle donc que le service des intérêts américains? Seraient-ils désormais contrariés par une Europe qui s'est éveillée au point d'afficher des performances économiques comparables à celles des Etats-Unis et d'incarner à sa place une diplomatie mondiale raisonnable ?

Le sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet prochain donnera aux Européens l'occasion d'une franche explication. La saisiront-ils? L'OTAN assure la sécurité du territoire européen. Elle est encore nécessaire. Elle a permis une inter-opérabilité impensable entre toutes les armées d'une Europe qui a les moyens, si elle le décide et en poursuivant de vrais efforts de défense dans la durée, d'un jour assurer seule sa sécurité. L'Alliance est aussi le camp des démocraties libérales dans un monde où son territoire recule. Elle est utile face à un voisinage révisionniste et incertain.

Donald Trump en veut-il encore ?

En choisissant de discuter avec les dictateurs (Kim Jong Un), de rencontrer le président russe quelques jours après un sommet atlantique, de préférer le bilatéralisme, voire un « minilatéralisme » contraire à ce qu'il a apporté au monde depuis 70 ans, de tenter à tout propos de diviser les Européens, ce qui ne peut qu'interroger ses plus proches partenaires, l'allié américain a-t-il choisi d'affaiblir l'Europe, l'autre grand pôle démocratique mondial? Pour rester en tête-à-tête avec l'Asie émergente et les régimes autoritaires? En a-t-il réellement envie

et vraiment les moyens? Et le peuple américain, cousin de l'Europe, est-il d'accord avec cette rupture annoncée, qui porte atteinte à ses propres intérêts ?

Les Européens s'honoreraient de poser franchement la question à ce président si spécial et de ne pas accepter ses critiques inexacts et injustes: veut-il quitter l'OTAN ?

Quelle que soit la réponse, le seul fait de poser la question montre combien l'environnement de l'Europe a changé et à quel point elle doit se presser de se ressaisir pour répondre, par elle-même et de manière crédible, à ses besoins sécuritaires et à l'attente de ses citoyens. Il n'y a donc pas lieu d'accepter un quelconque chantage et surtout de faiblir dans la recherche d'une autonomie, voire d'une indépendance européenne sur la scène internationale, qui passerait alors – ironie suprême – par le maintien de l'OTAN sans les Américains.

[Retour au sommaire](#)

G7, TRUMP ET OCS*

par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

*(*Organisation de Coopération de Shanghai)*

Manifestement, les dirigeants européens, canadien, japonais participants au G7 de Charlevoix/La Malbaie (8-9 juin 2018) n'ont toujours rien compris au film policier de série B dont ils ont été les piètres figurants à l'insu de leur plein gré. Sidérés, ils le sont. Incrédules, ils le sont. Médusés, ils le sont. Ils ignorent qu'un diplomate surpris est un diplomate désarmé. Ils en sont réduits à ressasser les dernières images d'un film au terme duquel ils pensaient candidement que le Bien l'emporterait sur le Mal, que Six étaient plus forts qu'Un. Ils en sont réduits à dissenter sur le choc d'une photo, le poids d'un tweet. Ils n'ont toujours pas saisi que le monde d'hier, c'est fini et que Donald Trump fracture l'Occident¹. Le multilatéralisme doit être repensé au moment où la doctrine Trump se résumerait, selon Jeffrey Golberg, à un principe : « *On est l'Amérique, bordel !* » (« *We're America, Bitch* »)².

LE CHOC D'UNE PHOTO.

Le cliché est rapidement devenu viral. Sur cette photo diffusée au G7, Donald Trump semble tenir tête au reste du monde. Une image qui résume à elle seule les nouvelles fractures occidentales mais donne lieu à des interprétations assez diverses. « L'Occident ébranlé », titre lundi le quotidien allemand Tagesspiegel, à côté de l'image désormais célèbre, prise par un photographe officiel travaillant pour le gouvernement allemand et diffusée sur les réseaux sociaux. Cette photo, dont la composition rappelle celle d'un tableau, paraît résumer, mieux que tous les discours, l'état du monde après le fiasco du G7. Elle paraît répondre à un objectif de communication précis : mettre en lumière la fermeté d'Angela Merkel, qu'on voit entourée d'autres dirigeants du G7. Appuyée en avant, les mains sur une table, elle semble tenir tête à Donald Trump, voire réprimander le chef d'État américain assis en face d'elle. « *En politique, il n'y a pas que les contenus qui sont importants, les images le sont aussi* », souligne le quotidien.

À chacun sa version. Beaucoup voient plutôt Donald Trump sortir vainqueur de ce cliché. Il « *reste assis pendant que les autres personnes présentes sont debout* », souligne une chercheuse américaine, une manière pour lui d'« *affirmer sa propre autorité avec une diffusion mondiale* ». Pour l'entourage du milliardaire américain, l'image de Donald Trump impassible face aux Européens traduit surtout la fermeté du héraut de « *l'Amérique d'abord* ». « *Encore un de ces G7 où les autres pays attendent que les États-Unis soient éternellement leur banquier. Le président leur dit clairement que c'est fini* », a commenté sur twitter John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche. Le sentiment qui prédomine en Allemagne est celui de la fin d'une époque, d'une césure dans la relation transatlantique, paradigme sur lequel le pays s'était largement reconstruit après 1945. Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a estimé que Donald Trump a détruit « *très rapidement une quantité incroyable de confiance* » mutuelle. Traditionnellement très atlantiste, Angela Merkel a parlé d'« *un pas décisif* » franchi par le président américain. Elle se rallierait désormais à la vision macronienne d'une Europe puissance et souveraine, acceptant l'idée d'une force d'intervention commune européenne et appelant l'Europe à mieux défendre ses intérêts « *au risque sinon de se faire écraser dans un monde où dominent des pôles très forts* »³.

LE POIDS DU TWEET.

La conclusion chaotique du sommet du G7, à l'issue duquel Donald Trump s'est désolidarisé du communiqué final (notons qu'il n'a jamais signé le moindre document), marque un moment important sur le plan de la diplomatie internationale, fragilisant le bloc occidental et donnant l'occasion à la Russie et à la Chine de mettre en avant leur unité⁴. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau est responsable de l'échec du sommet du G7 car il « nous a poignardés dans le dos », affirme dimanche Larry Kudlow, le principal conseiller économique de Donald Trump. « Il a tenu une conférence de presse et dit que les États-Unis étaient insultants », estimant que les déclarations de Justin Trudeau constituaient « une trahison ».

Quelques heures après les propos du canadien, Donald Trump a retiré son soutien au communiqué final du G7 malgré le compromis qui avait été trouvé sur les questions commerciales. « *Nous avons donné notre accord, nous avons fait des compromis sur le communiqué, nous nous sommes associés au communiqué, en toute bonne foi* », a expliqué Larry Kudlow. « *C'est une trahison, il nous a doublés, pas seulement le président Trump, mais aussi les autres membres du G7* », a-t-il ajouté. Quant à la réaction de Donald Trump, qui avait également traité Justin Trudeau de personne « *malhonnête et faible* », elle est destinée à ne pas « *montrer de faiblesse* » avant son sommet avec Kim Jong-un sur la dénucléarisation de la Corée du Nord. « *Nous ne pouvons pas mettre M. Trump en position de faiblesse avant les discussions avec les Nord-Coréens* », qui se tenait le mardi suivant à Singapour, a déclaré Larry Kudlow.

L'attitude du président américain n'a pas tardé à provoquer des réactions de la France et de l'Allemagne. La présidence française, le 10 juin 2018, a dénoncé la volte-face de Donald Trump : « *Nous avons passé deux jours à avoir un texte et des engagements. Nous nous y tenons, et quiconque les quitterait le dos tourné montre son incohérence et son inconsistance* », a fait valoir l'Élysée, soulignant que « *la coopération internationale ne peut dépendre de colères ou de petits mots. Soyons sérieux et dignes de nos peuples. Nous nous engageons et nous tenons.* » « *La France et l'Europe maintiennent leur soutien à ce communiqué, tout comme, nous l'espérons, l'ensemble des membres signataires* », a conclu la présidence.

OCS : ORGANISATION de COOPÉRATION de SHANGHAI.

Les présidents russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping, ont affiché le 10 juin 2018 leur unité et loué l'expansion de leur bloc asiatique, l'Organisation de coopération de Shanghai, face à un G7 miné par ses divisions.

Lors du sommet de l'OCS qui s'est tenu pendant deux jours dans la ville portuaire de Qingdao, Xi Jinping a souhaité la « *bienvenue* » à deux nouveaux venus, l'Inde et le Pakistan, au sein du bloc créé en 2001. L'OCS vise à accroître la coopération économique et sécuritaire entre ses membres et comprend également les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan et d'Ouzbékistan. Le président iranien Hassan Rohani, dont le pays est observateur à l'OCS, s'y est rendu pour s'assurer du soutien de Pékin et Moscou à l'accord sur le nucléaire iranien après sa dénonciation par Washington. Avec l'accueil de l'Inde et du Pakistan dans ses rangs, l'OCS « *devient encore plus forte* », a salué le chef du Kremlin. La « *coopération* » est plus que jamais nécessaire alors que « *l'unilatéralisme, le protectionnisme et les réactions opposées à la mondialisation prennent de nouvelles formes* », a pour sa part estimé le président chinois. « *Nous devons rejeter la mentalité de guerre froide et de confrontation entre les blocs, et nous opposer à la recherche effrénée de sécurité pour*

soi-même aux dépens des autres, afin d'obtenir la sécurité pour tous », a affirmé Xi Jinping, sans jamais citer nommément les États-Unis. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce et le système commercial multilatéral doivent être respectés, a encore soutenu Xi Jinping, dont le pays est engagé dans des discussions difficiles avec les États-Unis pour éviter une guerre commerciale. « *Nous devons rejeter les politiques égocentriques, à court terme et d'isolement* », a-t-il ajouté.

La démonstration d'unité de l'OCS se veut le miroir inversé des divisions qui ont miné le sommet du G7, sabordé après sa clôture par le président américain qui a retiré son soutien au communiqué final qu'il avait auparavant avalisé. Vladimir Poutine a ironisé en marge de ce sommet sur le « *babillage inventif* » du G7, qu'il a appelé à engager une « *vraie coopération* »⁵.

Mais, la cellule diplomatique de l'Élysée ou le Quai d'Orsay n'avait envisagé cette hypothèse de l'échec et ne semble se poser la question essentielle de l'utilité du G7, de son adéquation au monde d'aujourd'hui et de demain ?⁶

L'heure de vérité a enfin sonné. Les occidentaux commencent tout juste à comprendre ce qu'est l'Amérique ainsi que son président. C'était un secret de polichinelle pour tout un chacun sauf pour elles. Le monde est malade de l'Amérique, qu'on le veuille ou le non ! Combien de rebuffades, d'humiliations, de retraits d'accords internationaux, d'organisations internationales, de mépris du multilatéralisme devront-ils subir pour qu'ils se décident enfin à penser le monde du XXI^e siècle, à le réinventer sans aller quémander, tels de serviles laquais, un *nihil obstat* de l'Oncle Sam ? En principe, on est censé apprendre de ses erreurs.

À quand les actes forts et indépendants ? Quelle attitude adopteront les Européens lors du prochain sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet prochains à Bruxelles, hormis mettre en avant leur nouveau « *Fonds européen pour la défense* »⁷ ?

¹ Pascal Lamy (propos recueillis par Frédéric Lemaître), « *Trump fracture l'Occident* », Le Monde, 13 juin 2018, p. 25.

² Sylvie Kaufmann, « *On est l'Amérique, bordel !* », Le Monde, 14 juin 2018, p. 21.

³ G7 : *Trump et Merkel : la photo qui fait débat*, www.lepoint.fr , 11 juin 2018.

⁴ Marc Semo, *La volte-face américaine dynamite le G7*, Le Monde, 12 juin 2018, p. 4.

⁵ G7 : *Donald Trump renverse la table de la diplomatie internationale*, www.lepoint.fr , 10 juin 2018.

⁶ Marc Semo, *Quel avenir pour le G7 ?*, Le Monde, 15 juin 2018, p. 20.

⁷ Jean-Pierre Stobbants, *Bruxelles présente son Fonds européen pour la défense*, Le Monde, 14 juin 2018, p. 3.

Article publié avec l'aimable autorisation du site <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

IRAN : TRUMP VEUT ÉTRANGLER SES CONCURRENTS

par **Richard Labévière**

Rédacteur en chef

Le 8 mai 2018, sans surprise, Donald Trump a annoncé que Washington quitterait l'accord sur le nucléaire iranien – signé le 14 juillet 2015 – également par la France, la Grande Bretagne, la Russie, la Chine et l'Allemagne. Cet accord avait permis une levée partielle des sanctions économiques contre l'Iran, en échange du gel et de la supervision internationale du programme nucléaire iranien pour au moins dix ans. Cette décision n'est pas une surprise tant elle est conforme aux obsessions politiques et géopolitiques américaines : satisfaire Tel-Aviv et Riyad, défier Moscou, impressionner Pékin et, ... tuer les entreprises concurrentes des sociétés américaines, même si elles appartiennent à des pays « alliés ».

La « cause efficiente » de cette décision, qui piétine le multilatéralisme et la paix, ramène en droite ligne à l'argent, – l'argent – l'obsession d'un homme d'affaire qui cherche à « faire du fric » par tous les moyens... Dynamitant ainsi l'ordre international et ses différents instruments élaborés au sortir de la Seconde guerre mondiale, le président américain prône le retour à l'état de nature, à la loi du plus fort. Et comme les Américains ont l'art d'habiller leurs coups de force en « norme universelle », le Congrès doit encore avaliser la décision pour rendre conforme ce nouvel embargo avec la législation américaine dans un délai de trois à six mois.

Mais dès à présent, aucun nouveau contrat ne pourra être signé entre des sociétés américaines (et occidentales affiliées) et l'Iran. Pour les contrats existants, les sanctions seront rétablies à l'issue de périodes transitoires de 90 à 180 jours. Autrement dit, toutes les compagnies étrangères ont entre trois et six mois pour « sortir » d'Iran. Quant aux groupes actuellement en négociation pour de futurs contrats, ils doivent y renoncer immédiatement. Ceux qui ne respecteront pas les conditions imposées par Washington s'exposeraient à des mesures de rétorsion et à l'interdiction d'accès au marché américain.

L'EXTRA-TERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Hervé Juvin, spécialiste de l'extra-territorialité du droit américain¹, indique : « l'application extraterritoriale du droit américain a détruit des entreprises françaises (Alcatel et Alstom notamment), elle a permis d'extorquer des milliards d'euros à des entreprises et des banques européennes. Cette même pression vise à attaquer Sanofi, Airbus, Safran et bien d'autres. Elle prend pour prétexte la lutte anti-corruption, le respect des embargos américains et le combat anti-terroriste. Le prétendu objectif est l'efficacité économique, la moralisation des affaires, l'établissement des conditions d'une concurrence libre, ouverte et équitable partout dans le monde. Tout cela, en réalité, à l'appui d'un impérialisme juridique grandissant, tout cela au seul bénéfice de l'intérêt national américain. L'extra-territorialité du droit américain se propage à la faveur de l'abandon du droit international, de la faiblesse du régalién et de la négation de la souveraineté des pays Europe. Elle constitue un élément majeur de la stratégie de « Global Constraint » – « contrainte globale » – qui renouvelle la stratégie de l'empire américain ».

Désormais, nous devons regarder la réalité en face. Au nom de la lutte contre la corruption, au nom du combat légitime contre les pratiques abusives, c'est la lutte contre la diversité humaine et contre la liberté des peuples à décider de leurs lois et de leurs principes qui devrait s'imposer. C'est une colonisation américaine d'un nouveau type – *soft* et *smart* colonisation – qui

s'affirme au fur et à mesure que la croissance signifie pour Donald Trump, moins la volonté de répondre aux besoins que l'obsession de tuer ses concurrents par tous les moyens. Cette nouvelle colonisation s'immisce jusqu'au cœur de notre vie quotidienne en affectant l'emploi des Français, des autres Européens et de tous les pays en développement.

Cette nouvelle manifestation de l'unilatéralisme américain perturbe, d'ores et déjà, nombre d'accords passés en Iran par plusieurs centaines de PME françaises depuis la fin 2015. De surcroît, ce coup de force remet en cause plusieurs projets de grandes d'importance prévus en Iran par des groupes français, à commencer par Total, Airbus, Renault et Peugeot. Les activités mondiales de ces sociétés pourraient être gravement mises en péril si elles continuent d'investir en Iran malgré le nouvel embargo.

TOTAL ET LA CONTRAINTE AMERICAINE

Le groupe pétrolier français a fait son retour en Iran en juillet 2017, par la signature avec la *National Iranian Oil Company* (NIOC) d'un contrat pour développer la production de la « phase 11 » d'un immense champ gazier – *South Pars*. Par ce contrat, Total – opérateur du projet – est engagé sur 20 ans et détient une participation de 50,1% dans *South-Pars-11*, le groupe China National Petroleum Corporation (CNPC) 30 % et l'Iranien Petropars (19,9 %). Mais, Patrick Pouyanné – le PDG du pétrolier français – se méfiait d'un éventuel revirement de la situation politique. Il avait, à côté de l'accord officiel avec l'Iran, un accord de droit privé avec ses partenaires chinois en cas de difficultés pour préserver l'essentiel des intérêts de Total en Iran. Dès novembre 2017, Le PDG affirmait que Total réexaminerait ses options d'investissement en Iran si les Etats-Unis décidaient d'adopter de nouvelles sanctions contre ce pays. Il avait alors insisté sur l'importance du marché américain pour le groupe : « nous travaillons aux Etats-Unis, nous avons des actifs aux Etats-Unis, nous venons d'acheter des actifs supplémentaires aux Etats-Unis... »

Le ministre iranien du pétrole avait répondu par cette mise en garde : « si Total, en dehors d'une décision du Conseil de sécurité, annonce qu'il a l'intention de renoncer au contrat, aucun capital ne sera rendu, ni aucune somme transférée à cette entreprise ».

UNE CENTAINE D'AIRBUS POUR IRAN-AIR

Fin 2016, Airbus a reçu une commande de la compagnie nationale *Iran-Air* portant sur une centaine d'appareils, pour un montant-catalogue de 20,8 milliards de dollars (17,5 milliards d'euros). D'autres commandes iraniennes sont en négociation, notamment pour l'acquisition de plusieurs dizaines d'hélicoptères.

Avec sa prudence habituelle, Airbus a réagi à l'annonce américaine de mardi soir en temporisant : « le groupe va examiner très précisément la décision du président américain avant de bouger », ajoutant que l'exercice prendrait « un certain temps ». Le responsable de la communication d'Airbus – Rainer Ohler – a déclaré : « nous analysons attentivement cette annonce et évaluerons les prochaines étapes en cohérence avec nos politiques internes et dans le respect complet des sanctions et des règles de contrôle des exportations ».

PEUGEOT ET RENAULT AUSSI DANS LA TOURMENTE

Les deux constructeurs automobiles français – Peugeot et Renault – sont aussi dans la tourmente puisque très engagés sur le marché iranien où le taux d'équipement automobile demeure

relativement bas. Actuellement estimé à 1 million de véhicules, le marché iranien pourrait tripler de volume durant les dix prochaines années. Afin de concrétiser ces perspectives prometteuses, Peugeot avait signé début 2016 son grand retour en Iran qu'il avait été contraint de quitter en 2012. Son partenaire de l'époque – l'américain *General Motors* – exigeait déjà que le Français applique l'embargo de Washington imposé à l'Iran !

En janvier 2016, Peugeot créait, à nouveau une joint-venture avec le groupe Iran Khodro avec lequel il travaillait avant son départ forcé d'Iran, L'objectif étant de produire, à terme, quelque 200.000 véhicules par an. La production a démarré en 2017.

Resté engagé dans le marché iranien malgré les sanctions, Renault a signé en 2016 un accord stratégique pour accélérer le développement de ses ventes dans le pays, via une nouvelle société commune avec IDRO (fonds d'investissement et de rénovation de l'industrie en Iran) et Parto Negin. Dans un premier temps, l'objectif était de produire 150.000 véhicules par an, venant s'ajouter aux capacités existantes d'une production annuelle de 200 000 véhicules.+

ALLEMAGNE, CHINE, RUSSIE EGALEMENT TOUCHÈES

Ainsi, l'ambassadeur américain à Berlin a déclaré que les entreprises allemandes devaient cesser leurs activités en Iran « immédiatement ».

Depuis le 2 mai dernier, l'armée américaine a cessé de vendre dans les magasins de ses bases des téléphones portables chinois de marque Huawei et ZTE, invoquant des risques de sécurité. Cette décision s'inscrivait dans le cadre plus vaste de mesures visant à stopper ou limiter la pénétration des constructeurs chinois dans l'économie américaine.

Les sanctions américaines qui ont frappé dernièrement le patron de RUSAL, le « tsar de l'aluminium », et le groupe suisse *Glencore* s'inscrivent dans la même logique, faisant flamber le cours de ce métal de 12% en une semaine, « du jamais vu en une quarantaine d'année », expliquent les spécialistes de la branche.

« Avec l'abrogation de l'accord sur le nucléaire iranien », explique l'économiste Hervé Juvin ¹, « il sera encore plus facile pour les autorités américaines de contrer les concurrences chinoises ou russes sous prétexte que des composants de leurs différents produits sont de conception ou de fabrication américaines ». « Le prolongement du statu quo sur l'acier européen jusqu'en juin, n'empêchera pas l'adoption de mesures protectionnistes américaines très dures à l'encontre de nos industriels », ajoute Hervé Juvin.

« A force de multiplier les sanctions, on va se retrouver tout seul et détesté... » avait mis en garde Barak Obama, craignant que les Etats-Unis se mettent le monde à dos avant de quitter la Maison blanche. Donald Trump, qui prend résolument le contre-pied de son prédécesseur sur la plupart des dossiers, instrumentalise la lutte contre le terrorisme, la corruption et la prolifération des armes de destruction massive pour avantager les sociétés américaines et, ainsi, remettre en cause les principes de la libre concurrence défendus par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions de Bretton-Woods. Dans ce contexte – et plus que jamais depuis la fin de la Seconde guerre mondiale – la dernière décision unilatérale de Donald Trump impose de manière brutale au monde entier les normes américaines du droit des affaires.

REACTIONS DES PAYS EUROPEENS

Pascal Lamy, ancien directeur général de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) compare la stratégie de Trump à « un retour au mercantilisme, le moyen âge de la pensée commerciale ».

« Cette position n'est pas acceptable » pour le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire qui a déploré récemment la position de « gendarme économique de la planète » de Donald Trump. « En deux ans, la France avait multiplié par trois son excédent commercial avec l'Iran », a-t-il expliqué lors d'un entretien à France Culture, jugeant que la décision américaine aurait des « conséquences » dommageables pour plusieurs fleurons français. Depuis il a eu plusieurs contacts avec le FMI, l'OMC, le secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin pour étudier les possibilités d'éviter ces sanctions.

Le jour où l'Union européenne et les pays européens – dont la France – auront le courage politique d'appliquer des mesures de réciprocité, sinon de représailles envers les Etats-Unis, nous en reparlerons !

Dans l'immédiat :

– les Vingt-Huit se sont réunis ce jeudi 17 mai 2018 à Sofia, en Bulgarie, pour un sommet Union européenne-Balkans occidentaux. A cette occasion, la Commission européenne vient de lancer le processus d'adaptation de la loi de blocage, le « blocking status » de 1996.

Ce règlement européen a été créé à l'origine pour contourner l'embargo sur Cuba. Il s'agit désormais de l'adapter pour neutraliser les effets extraterritoriaux des sanctions américaines à l'encontre des entreprises européennes voulant investir en Iran... Cette loi dite “de blocage” permet aux entreprises et tribunaux européens de ne pas se soumettre à des réglementations sur des sanctions prises par des pays tiers et stipule qu'aucun jugement décidé par des tribunaux étrangers sur la base de ces réglementations ne saurait s'appliquer dans l'UE.

Le désaccord avec les Etats-Unis sur l'embargo cubain avait toutefois été résolu au niveau politique, et donc l'efficacité de ce règlement n'a jamais été éprouvée.

– des mesures symboliques pourraient être prises à l'encontre des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), des MacDo et autres Starbucks-cafés qui détruisent nos restaurants, cafés et centre-ville !

Dans la bouche de Donald Trump, « America first » signifie « par ici la monnaie ». Premier ministre de la colonie du Cap en Afrique du sud de 1890 à 1896 et l'un des inspirateurs du système d'apartheid, Cecil Rhodes disait : « l'argent, c'est le sang des autres... ». Nous y sommes jusqu'au cou...

¹ Hervé Juvin : *La guerre du droit pénal américain aura-t-elle lieu ? Cap sur le nouveau système de corruption mondialisé*. Editions de l'Observatoire EUROGROUP-CONSULTING, mai 2016.

[Retour au sommaire](#)

L'AMI AMÉRICAIN
par **Patrick Toussaint**
Avocat spécialisé dans l'international

Un ami ? Certes mais à condition de respecter certaines règles.

L'une des plus importantes est de s'équiper de matériels qui soient compatibles avec les matériels américains et, la meilleure compatibilité consiste à acheter les matériels américains.

On peut même faire encore mieux : faire financer par les pays acheteurs le développement de ces matériels pour que les Etats-Unis puissent s'équiper eux-mêmes aux frais de ses obligés-clients.

Il en est ainsi avec le dernier avion, le F 35.

Les Etats-Unis n'en sont pas à leur coup d'essai.

Déjà, dans les années 1973 – 1980, pour ce que l'on a appelé le « marché du siècle », la même chose est arrivée.

Après la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale, la plupart des pays européens avaient acheté des matériels américains mais certains pays occidentaux, membres de l'OTAN, dont la France, le Royaume-Uni et la Suède, cherchaient à développer des industries d'armement nationales, notamment en matière d'avions.

Cela agaçait les américains et lorsque l'ambassade américaine en Belgique apprit que le gouvernement de ce pays cherchait à acheter des avions de combat, elle prévint immédiatement les autorités américaines.

Celles-ci, qui étaient en train de se faire présenter plusieurs appareils pour les forces armées américaines, le fit savoir aux industriels en compétition qui vinrent présenter leurs prototypes en Europe, Et c'est ainsi que la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège se firent présenter en particulier le F16 et les américains regroupèrent en une seule commande de plusieurs centaines d'avions, quantité suffisante pour développer le F 16 (qui n'était alors qu'en projet) . Ces pays furent donc les artisans du « marché du siècle » et de l'arrivée du F 16 en Europe, qui équipera par la suite d'autres pays européens comme la Pologne, le Portugal, la Grèce, la Roumanie, la Croatie,

Et pourtant, à l'époque, la France, le Royaume-Uni, ou la Suède construisaient des appareils de qualité : le Mirage F1, le Saab Ja-37 Viggen ...

Eh bien, cela recommence mais cette fois-ci, ils sont plus nombreux : Danemark, Italie, Royaume-Uni, Norvège et Pays-Bas qui choisissent l'avion F 35 américain alors qu'il y a trois avions européens qui remportent des marchés à l'exportation ; Typhoon, Gripen, et Rafale.

Cela est d'autant plus étrange car on ne peut pas dire que le développement de cet appareil soit

satisfaisant : l'appareil n'est toujours pas sûr car il y a sans cesse des pannes qui sont si importantes qu'elles clouent au sol tous les appareils vendus ou non vendus car le constructeur vend des avions, très chers, dont le développement n'est pas terminé.

Par ailleurs, cet avion vole mal, n'est pas très manœuvrant de l'avis de pilotes chevronnés, il n'est pas très furtif ce d'autant plus que pour l'être vraiment, ses armes doivent être en soute et dans ce cas, il n'emporte très peu d'armes en sorte qu'il ne peut pas remplir sa mission (il doit tout faire : supériorité aérienne, attaque au sol,).

Ses systèmes électroniques doivent être très puissants pour recevoir tous les messages et alertes de l'environnement, fusionner toutes les données, avoir ainsi une connaissance de son environnement qu'il peut partager avec d'autres aéronefs, troupes au sol et autres navires et c'est là ce qui devrait faire sa supériorité mais c'est justement ce qu'il n'arrive pas à maîtriser.

De surcroît, on ne sait pas le prix d'acquisition compte tenu de l'ensemble de ces problèmes alors que le constructeur les vend.

Le drame dans tout ceci est que cet appareil doit évoluer, que sa mise au point peut encore prendre 5 à 10 ans.

Une chose est certaine : il assèche complètement les possibilités de financement d'un futur avion européen et il faut même ajouter que cela va interdire toute possibilité d'un avion européen futur.

On comprend alors ce que veut dire la compatibilité.

Mais il y a pire encore : la Belgique hésite à changer ses F 16 car elle souhaite garder des appareils performant et elle envisage toutes options possibles et, notamment la prolongation de ses avions et examine toutes les possibilités dont celle de prolonger la vie de ses F 16.

Elle s'adresse au constructeur Lockheed Martin et n'obtient d'abord pas de réponse, alors qu'avant celui-ci n'arrêtait de le relancer pour proposer des améliorations.

Enfin, le constructeur lui dit qu'il ne peut le faire car ces appareils sont trop fatigués. Pour le F 16 et pour le F 35, c'est le même constructeur : Lockheed Martin.

L'ami américain, un ami fidèle ? Oui, si l'on en a les moyens.

Et l'Europe dans cette belle histoire ?

[Retour au sommaire](#)

LE GRAND CHAMBARDEMENT

de *Guillaume Berlat*,

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

« *L'égoïsme régit le monde* » nous rappelle Arthur Schopenhauer. Or, l'égoïsme des nations peut conduire à la catastrophe, au chaos. « *Les mécaniques du chaos* ». Tel était le titre que nous avons donné au bilan de l'année 2017 sur le plan international ! En 2018, les sujets de satisfaction sont rares sur la scène internationale : critique de la mondialisation, retour du protectionnisme¹ ; montée en puissance des GAFAM ; nouvelle guerre froide entre Moscou et Washington ; guerre commerciale entre Pékin et Washington ; poursuite de la course aux armements ; prolongation du conflit syrien en dépit de la défaite de l'EIIL ; prégnance du problème kurde ; enlisement saoudien au Yémen ; instabilité chronique en Afghanistan ; pagaille sans fin en Libye ; persistance du terrorisme islamique en Europe ; insécurité croissante dans le Sahel en dépit des illusions du G5 Sahel ; incapacité de l'Union européenne – divisée entre le nord et le sud et mobilisée par la négociation du « *brexit* » – à répondre aux défis du XXI^e siècle ; inefficacité de l'OTAN à être une structure coopérative ; paralysie de l'ONU, difficulté à relever, lors de la COP24, le défi écologique en dépit du succès de la COP21, reconduite de Vladimir Poutine et Xi Jinping à la tête de la Russie et de la Chine, les nouvelles tensions entre Trump et Kim Jong-un ... Seuls points positifs, l'embellie inattendue sur la péninsule coréenne après les rencontres entre les dirigeants des 2 Corées et la réconciliation entre les frères ennemis éthiopiens et érythréens. Et espoir d'un répit au Yémen dans les derniers jours de 2018.

Si l'on prend un minimum de recul, que nous révèle cette « *annus horribilis* » ? Comment la décrire à gros traits ? Par deux caractéristiques principales, que nous présenterons dans nos deux prochains numéros ::

- la fracturation permanente corollaire d'un monde sans maître et sans cap,
- une facture douloureuse, conséquence d'un monde sans règles et sans gouvernance.

Un monde en recomposition.

Les Blocs du XX^e siècle sont défunts. Le monde nouveau s'organise sous d'autres formes, composé de nouveaux « *assemblages* » : ASEAN, BRICS, OCS, OTAN, APEC...⁵³. Mais, nous ne semblons pas avoir la moindre idée de la manière dont nous voulons organiser le monde du XXI^e siècle. Là est le problème tant le temps médiatique l'emporte sur le temps historique, tant la tactique l'emporte sur la stratégie. Nous en payons les conséquences en termes de stabilité et de prévisibilité des relations internationales. Et cela parce que nous sommes plus spectateurs qu'acteurs, plus démolisseurs qu'architectes, plus pyromanes que pompiers, plus aveugles que clairvoyants. En effet, la prévision a pour horizon le seul buzz médiatique et non la construction d'un avenir à partir du pensable et de l'impensable.

Force est de constater la cécité des élites face à des évolutions inquiétantes, à l'accumulation des signaux alarmants, à la montée des radicalités...⁵⁴. Leur réponse relève le plus souvent du somnambulisme politique, économique, diplomatique. Il y a bien longtemps que gouverner, ce n'est plus prévoir, ce serait plutôt temporiser. Au diable, la stratégie, la réflexion sur le temps long.

Entre défiance et confiance ?

Le travail de l'historien, de l'expert des relations internationales consiste à chercher à comprendre et à rendre lisible le présent au regard du passé, voire d'anticiper l'avenir. Le

parallèle n'est jamais une évidence. Le temps de l'affrontement est une réalité, sorte de retour vers un passé que l'on croyait révolu. Tout donne à penser qu'on assiste à une nouvelle guerre froide, en particulier sur le plan commercial, situation qui redessine aujourd'hui les enjeux globaux. Ce n'est plus le temps de la mondialisation heureuse mais celui de la « *balkanisation furieuse* » (Régis Debray). Ce n'est plus le temps du multilatéralisme mais celui de l'unilatéralisme. Ce n'est plus le temps du village planétaire mais du repli national. Ce n'est plus le temps des espions mais celui des hackers qui font et défont l'ordre mondial⁵⁵. Aujourd'hui, ne sommes-nous pas confrontés au paradoxe d'une diplomatie folle qui crée de l'insécurité ?⁵⁶

Nous assistons à une remise en cause drastique du multilatéralisme par les Américains (retrait de l'accord sur le climat suivi du retrait de l'accord sur le nucléaire iranien) qui en avaient été les initiateurs à la fin de la Seconde Guerre mondiale. N'est-ce pas le signe d'un repli américain mais aussi de désoccidentalisation du monde ? Il ne restera pas sans suite et risque de faire tache d'huile, le mauvais exemple étant suivi par d'autres et ce sera le désordre. Autrement dit, c'est un nouveau monde qu'il reste à construire avant de penser à le réoccidentaliser⁵⁷. D'ici là, comme le chantait si bien Guy Béart : « *La terre perd la boule et fait sauter ses foules, voici finalement, le grand le grand, voici finalement le grand chambardement* ».

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

VERS UN NOUVEAU MULTILATÉRALISME

par le Club des Vingt (*)

Cette semaine nous donnons la parole à l'éminent Club des vingt présidé par L'ambassadeur Francis Gutmann.

1/ Le multilatéralisme présente un double aspect : il est un état d'esprit et il est un régime en vertu duquel plusieurs pays, agissant dans la durée, recherchent collectivement des solutions à des problèmes communs. Depuis 1648 et la conclusion des Traités de Westphalie, il a occupé, sous des formes de plus en plus élaborées, une place privilégiée dans les relations internationales. Or il est à présent menacé.

2/ En 1945, un cadre de coopération politique, économique et technique a été institué à travers les Nations-Unies et un réseau de traités, d'institutions et de pratiques l'entourant. Hors Nations-Unies, d'autres formes de coopération telles l'OTAN ont été mises en place selon des modalités variées.

Le cadre des Nations-Unies est fondé sur un certain nombre de principes définis dans l'article 2 de la Charte : égalité de la souveraineté des Etats, non recours à la menace ou à la force, respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique, non ingérence dans les affaires intérieures des Etats, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dès l'origine, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux ont aspiré à établir en outre un ordre « libéral global » de nature selon eux à garantir la paix et la stabilité internationales, par la démocratie politique et le respect des droits de l'Homme, ainsi que l'économie de marché et de libre échange.

L'ambition occidentale était en contradiction avec les vues de l'Union Soviétique et de la Chine. Cette contradiction a fragilisé le multilatéralisme.

3/ D'autres facteurs ont également contribué à l'affaiblir :

- Sous l'influence des tenants du néolibéralisme et de la dérégulation, le système multilatéral ne s'est pas adapté à l'évolution du monde, en particulier aux aspirations des pays du Tiers Monde, puis à l'émergence de nouvelles puissances. Les organisations internationales, notamment onusiennes, ont progressivement été délaissées ou marginalisées.
- Après le court épisode de l'hyper-puissance américaine, force est de constater qu'aucun pays, aussi dominant soit-il, ne dispose du pouvoir d'imposer ses vues au reste du monde. Les nouvelles puissances ont, elles aussi, le désir de faire prévaloir leurs conceptions sans être en capacité d'en définir qui puissent être valables pour tous et pour toutes les situations.
- À ce jour, le multilatéralisme a pris des formes variées (système onusien, coalitions ad-hoc, création et transformation du G5 au G20, irruption de la société civile et des ONG, montée en ligne des sociétés multinationales, volonté d'exister des collectivités territoriales...) afin de mieux prendre en compte l'hétérogénéité des acteurs ou la nature des enjeux, avec des résultats mitigés et insatisfaisants.
- Alors que les problèmes globaux et nouveaux que le monde affronte de nos jours (changement climatique, pression migratoire, cyber-sécurité) supposeraient une concertation et une mobilisation de tous les gouvernements et institutions, la pression des forces populistes et nationalistes freine toute avancée sur ces dossiers.
- La libéralisation et la dérégulation des principaux marchés financiers sont des causes majeures des crises financières ou monétaires à répétition et notamment de celle de 2008.

Faute d'institution internationale compétente pour réguler la planète financière, ce sont les seuls Gouverneurs d'une poignée de banques centrales au sein du Groupe de Bâle qui règlent le jeu et évitent –ou reportent– la catastrophe à coups de politique de « Quantitative Easing » dont personne ne maîtrise les conséquences à moyen terme. Les gouvernements doivent se limiter à éponger les dettes ou créances douteuses du système bancaire et imposer des politiques de rigueur mal acceptées par leur population.

La position ambiguë des grandes puissances à l'égard du multilatéralisme a joué également en sa défaveur :

- Les Etats-Unis remettent en cause des engagements internationaux auxquels ils avaient souscrit dès qu'ils n'y trouvent plus leur compte. Le Président Trump n'est pas certes à l'origine de cet état de choses mais il l'aggrave de façon redoutable.
 - La Russie proclame son attachement aux Nations-Unies et au droit international, mais elle bloque toute décision au Conseil de Sécurité ou s'assoit sur la Charte ou les traités dès lors qu'elle y trouve son intérêt comme ce fut le cas pour la Crimée.
 - De même la Chine se pose en nouveau héraut du multilatéralisme pour mieux tisser sa toile de soie, renforcer son pouvoir, étendre son influence et sa clientèle, mais sans un seul instant négliger ses intérêts stratégiques quitte à piétiner l'arbitrage de la Cour internationale de justice.
 - Dans ce contexte, l'Union Européenne est toujours incapable de définir une politique étrangère et de sécurité commune ou de bâtir une défense commune, préalables à toute crédibilité réelle sur la scène internationale à l'heure où chacun des États du G20 susmentionné s'emploie à la fracturer et où la montée en puissance de forces nationalistes ne peut que contribuer à fragiliser l'ensemble comme chacun des pays membres de l'Union.
- Les petits pays auront davantage de difficultés à se faire entendre si la tendance est au retour au bilatéralisme, leur seule issue se résumant à la vassalisation ou la dépendance.

4/ Le déclin du multilatéralisme constitue une grave menace pour la paix, dans la confrontation entre des logiques de puissance et celles de résistance également désordonnées. Pour son renouveau, il faut le repenser. Sans négliger les valeurs à vocation universelle, cela se fera d'abord par la reconnaissance et l'affirmation d'intérêts en vue de leur conciliation. En outre :

- La diversité des enjeux s'ajoute à celle des acteurs, lesquels ne sont pas nécessairement les mêmes selon les enjeux.
- Des acteurs de la société civile (ONG, grandes entreprises) sont devenus des partenaires à part entière et le multilatéralisme n'est plus concevable sans leur participation.
- Le multilatéralisme ne peut plus se décliner sur une base uniquement universelle où l'ensemble des pays devraient aboutir à un consensus sur tous les sujets. L'avenir est à la constitution de coalitions ad hoc variant selon les enjeux et non plus au maintien de groupes idéologiques fermés et figés comme le groupe des pays occidentaux ou les 77. Pour contrecarrer les tendances déstabilisatrices et hégémoniques des États-Unis, de la Russie et de la Chine, la France devrait favoriser la création de coalitions avec les pays ou régions attachés au multilatéralisme : Japon, Corée, Inde, Canada, Amérique latine, Afrique.
- Pour rester efficace et crédible, le multilatéralisme doit savoir s'adapter au contexte des crises ou problématiques à régler, le principe de subsidiarité étant de définir le niveau, mondial, régional ou local, auquel le dossier sera le mieux à même d'être traité.

5/ En résumé, il s'agit de régénérer le multilatéralisme de façon systémique et durable en étant conscient qu'il ne peut se baser sur des valeurs et règles d'inspiration uniquement occidentales. La nature des enjeux et la diversité des protagonistes doivent être mieux prises en compte pour pouvoir avancer, sans pour autant abandonner ou négliger les fondements de la Charte des Nations-Unies.

Il serait illusoire d'imaginer que le bilatéralisme puisse aujourd'hui constituer pour elle une alternative crédible pour échapper aux interdépendances qui l'enserrent. Il importe donc qu'elle élabore une doctrine établissant des priorités et déterminant les alliances ou les coalitions selon les enjeux.

Avec l'aimable autorisation, du Club des Vingt ().*

Siège social : 38 rue Clef, 75005 Paris. Adresse e-mail : contact@leclubdes20.fr

LE CLUB DES VINGT*

(*)Hervé de CHARETTE, Roland DUMAS, (anciens ministres des Affaires Etrangères), Bertrand DUFOURCQ, Francis GUTMANN -Président du Club-, Gabriel ROBIN (Ambassadeurs de France), Général Henri BENTEGEAT, Bertrand BADIE (Professeur des Universités), Denis BAUCHARD, Claude BLANCHEMAISON, Hervé BOURGES, Rony BRAUMAN, Jean-François COLOSIMO, Jean-Claude COUSSERAN, Dominique DAVID, Régis DEBRAY, Anne GAZEAU-SECRET, Jean-Louis GERGORIN, Renaud GIRARD, Bernard MIYET, François NICOULLAUD, Marc PERRIN de BRICHAMBAUT, Jean-Michel SEVERINO. Pierre-Jean VANDOORNE (secrétaire général).

[Retour au sommaire](#)

COHABITATION AUX ETATS-UNIS

par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

Qu'en est-il en vérité après les élections ? Même si Donald Trump doit céder la chambre des représentants au parti démocrate – ce qui ne constitue pas une énorme surprise -, il conserve néanmoins le Sénat à l'issue de multiples scrutins ayant enregistré une participation record. En somme, les résultats de cette consultation populaire ne présentent rien de révolutionnaire quoi qu'en pensent certains ¹. Donald Trump se félicite d'un « immense succès » ! Afin de mieux appréhender la signification profonde de ces élections de mi-mandat (« midterms », pour reprendre le vocable consacré Outre-Atlantique), il importe d'en déchiffrer ses trois principales significations : institutionnelle, interne et internationale.

Nous commencerons par ce qui nous, français, nous concerne plus directement, les conséquences internationales :

LA SIGNIFICATION INTERNATIONALE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Si tant est que cela relève du domaine du possible, est-il ou non possible de tirer quelques enseignements de ce scrutin du 6 novembre 2018 sur le plan international dans un pays où les préoccupations « domestiques » l'emportent très largement sur les considérations diplomatiques ?

Nous pouvons essayer de comprendre ce que cette élection pourrait emporter comme conséquences sur la scène internationale. Et cela en nous plaçant dans une double perspective.

Au regard de la montée des populismes dans le monde

La légère remontée des démocrates lors du scrutin du 6 novembre 2018 n'est pas suffisamment significative pour démontrer qu'un coup d'arrêt aurait été donné au phénomène que l'on a coutume de désigner par l'expression de « montée des populismes ». Manifestement, Donald Trump possède encore un socle assez solide d'électeurs qui se reconnaissent dans son slogan America First.

Quand les élites méprisent trop les peuples, il arrive qu'ils se rebellent en rejetant les partis traditionnels. Les citoyens américains ont gardé le plus mauvais souvenir de Bill Clinton comme président et de son épouse Hillary, comme responsable des Affaires étrangères. À ce jour, l'économie américaine est prospère à coups de baisses d'impôt et de déficits. Qu'ajouter de plus ?

Donald Trump conduit ouvertement le combat contre tous les États qui exportent plus qu'ils n'importent des États-Unis : Allemagne mais surtout la Chine à laquelle des sanctions sont imposées. Aucun de ses prédécesseurs n'avait voulu dénoncer ces déficits et mener le combat, y compris avec la plus grande brutalité. Pourquoi les peuples appelés aux urnes, hier et demain considèreraient-ils le « populisme » ou le « nationalisme » comme une « lèpre », pour reprendre une formule d'Emmanuel Macron ? Pourquoi n'y aurait-il pas d'autres Brésil en Amérique

latine (Argentine ?) ou ailleurs ? Pense-t-on sérieusement que c'est par une politique permanente de l'anathème que les partis dits populistes seront écartés lors des prochaines élections. Le populisme a sans doute encore de beaux jours devant lui. Depuis l'élection de Donald Trump et le vote en faveur du « Brexit », les événements confirment cette tendance en dépit des discours de nos élites politiques.

Au regard du rejet du multilatéralisme par les États-Unis

Quoi que prétendent les dirigeants démocrates, il y a fort à parier que les politiques étrangères qu'ils mèneraient auraient peu de différences avec celles de Donald Trump, hormis quelques inflexions dans la forme et dans la sémantique. Les distances structurelles avec le multilatéralisme sont inscrites dans l'A.D.N. du « peuple à la destinée manifeste ».

Imagine-t-on un seul instant une nouvelle administration démocrate prenant aujourd'hui les commandes du paquebot US rejoindre à nouveau l'accord sur le climat, l'accord sur le nucléaire iranien, signer au bas d'un parchemin tous les accords commerciaux de libre-échange conclus par les précédentes administrations... ? Et, l'on pourrait multiplier les exemples à l'infini. L'Amérique n'a toujours pas ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN en français ou CTBT en anglais), refuse toujours de rejoindre un éventuel protocole de vérification à la Convention d'interdiction des armes biologiques de 1972, la convention d'interdiction des mines antipersonnel, dite convention d'Ottawa, n'est pas revenue sur sa décision d'abandonner les traités ABM et START pour s'en tenir à quelques exemples pris dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Veut-elle renoncer à quitter le traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) ? Accepterait-elle la mise en place d'une défense européenne entièrement autonome et indépendante de l'OTAN ? Dans le domaine de la justice pénale internationale, a-t-on entendu une seule fois une haute autorité démocrate faire part de son engagement sérieux à adhérer au statut de la Cour pénale internationale ? Dans le domaine du commerce international, serait-il concevable qu'une administration démocrate abandonne le combat lancé par Donald Trump contre le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) basée à Genève ? Dans le domaine du droit international, envisagerait-elle de renoncer à l'application extraterritoriale du droit américain, arme de guerre particulièrement efficace contre tous ses concurrents, y compris ses alliés ? Serait-il envisageable de revenir sur le rapprochement avec la Corée du nord ? Quid des relations avec l'Union européenne et ses membres ? Quid des relations avec la Russie et la Chine ? Sur le dossier du Proche et du Moyen-Orient (solution du conflit israélo-palestinien, Syrie, Irak, alliance avec l'Arabie saoudite après l'assassinat de Jamal Khashoggi, fin de la guerre au Yémen, remise en ordre de la Libye...), que savons-nous sur les intentions démocrates ? Rien ou pas grand-chose à ce jour qui nous éclaire.

La campagne pour les élections de mi-mandat n'a apporté aucune réponse à toutes ces questions lancinantes qui intéressent les experts des relations internationales. Tout le reste n'est que chimère et rêve de Candide qui ne comprennent rien à l'Amérique éternelle ! La seule chose à laquelle puisse conduire une Chambre des représentants démocrate est un faible contre-pouvoir à quelques initiatives malheureuses de Donald Trump par effet de blocage. En effet, il existe de grandes tendances structurelles dans la politique étrangère américaine qui rendent difficiles des évolutions drastiques. L'énorme paquebot américain ne se manie pas comme un frêle esquif. En un mot, pour conclure sur ce chapitre, le monde devra s'adapter à la diplomatie trumpienne et non le contraire, deux ans après sa prise de fonctions. Les dernières élections n'ont rien changé dans ce domaine de la politique internationale comme dans bien d'autres.

LA SIGNIFICATION INSTITUTIONNELLE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Alors que les médias nous fournissent une information incomplète et biaisée sur ce que sont en réalité ces élections de mi-mandat aux États-Unis, sorte de galop d'essai avant la prochaine élection présidentielle de 2020, tentons d'être le plus clair et le plus précis possible. Retournons-nous vers l'encadré que nous livre le quotidien Le Monde à la veille du scrutin ! Il résume objectivement l'enjeu de cette journée du mardi 6 novembre 2018 :

« Les élections de mi-mandat du mardi 6 novembre aux États-Unis, doivent déterminer la majorité au Congrès pour les deux dernières années du mandat de Donald Trump. C'est la première consultation nationale depuis son élection. Elle concerne les 435 sièges de la Chambre des représentants qui sont renouvelés pour deux ans, et 35 des 100 sièges du Sénat, qui sont remis en jeu pour les six prochaines années.

La Chambre des représentants et le Sénat sont actuellement à majorité républicaine. Les postes de 36 des 50 gouverneurs (chefs exécutifs des États) sont également soumis au vote. Enfin, les électeurs de 38 États sont appelés à s'exprimer sur 160 référendums locaux ».

On comprend ainsi que le scrutin dépasse largement le cadre d'une élection législative à la Française puisqu'elle concerne les exécutifs des États fédérés mais aussi le renouvellement des juges.

On comprend ainsi que tirer les leçons de multiples scrutins complexes aux significations différentes n'est pas chose aisée et nécessite une analyse particulièrement fine.

Que peut-on ou doit-on, à ce stade, penser des significations intérieure et internationale de cette kyrielle de scrutins ?

LA SIGNIFICATION INTERNE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Peut-être est-il plus sage de procéder, par touches successives, à la manière des peintres de l'école impressionniste pour tenter de comprendre ce qui a changé et ce qui n'a pas changé depuis novembre 2016, date de l'élection de Donald Trump ! Une sorte de moment de vérité à travers plusieurs caractéristiques objectives.

Une participation élevée

La participation aux différents scrutins a été particulièrement élevée, contrairement à la tradition. Les deux camps ont œuvré en ce sens. S'impliquant personnellement, Donald Trump effectue un marathon électoral, se démultipliant pour galvaniser ses troupes en faveur de sa politique. Du côté du parti démocrate, l'on a ressorti Barack Obama de sa retraite pour battre les estrades. Cette participation record est à mettre en relation avec les 10 000 comptes appelant à ne pas voter que Twitter a supprimé. Elle conduit aux résultats suivants : Chambre des représentants (219 démocrates, gain de 26 sièges ; 193 républicains), Sénat (45 démocrates, 51 républicains, gain de 2 sièges).

L'émergence d'un nouvel électorat

La campagne a fait émerger une frange de l'électorat moins visible dans les scrutins précédents. Ceux qui n'avaient pas cru bon voter en 2016 et qui ne voulaient pas voir une victoire écrasante

da Donald Trump. Nous avons assisté à une mobilisation importante des femmes comme jamais dans le passé en réaction aux discours machistes de Donald Trump, des LGBT, des représentantes des minorités particulièrement actives dans ce pays (à l'instar des Latinos). Cet électorat semble avoir voté massivement pour le Parti démocrate et fait basculer la Chambre des représentants.

Une Amérique fracturée

Les résultats de ces scrutins font apparaître une fracture géographique et sociale du pays, voire même à l'intérieur des familles. Le pays n'est pas « un » comme certains voudraient le croire. En effet, les États-Unis apparaissent plus divisés que jamais après le mardi 6 novembre 2018. Le thème de l'immigration (comme dans le reste du monde) est en arrière-fond du débat, alimenté par la caravane de migrants venus d'Amérique latine. Caravane que le président de la République, Donald Trump a promis de chasser, y compris par la. Le discours de Donald Trump « flirte avec les zones à risque de l'inconscient américain ».

Il relève de l'évidence que la surenchère a caractérisé cette campagne électorale hors-norme dans un pays fortement divisé sur divers enjeux de politique et de société.

Une politique pérenne

On peut affirmer, sans grand risque d'erreur, que les « midterms » ne vont pas changer grand-chose à la politique de Donald Trump qui dispose toujours de la possibilité de gouverner par « décrets » en cas de blocage de la Chambre des représentants dont la prochaine présidente pourrait être la démocrate Nancy Pelosi, réélue députée de Californie le 6 novembre 2018. Si le 45ème président des États-Unis perd la Chambre des représentants, il renforce ses positions au Sénat, preuve que le désamour avec le peuple américain n'est pas aussi important que nos médias veulent bien nous le laisser entendre, il ne jouait pas sa présidence dans ses élections. Il faut admettre que Donald Trump a réussi le tour de force de faire mieux que ses prédécesseurs en pareille occasion.

L'avenir du trumpisme

Deux ans après l'élection présidentielle, il existe un « véritable ancrage du Trumpisme » en Amérique. Le Washington Post pourra continuer à mettre en exergue au-dessus de son titre « La démocratie meurt dans les ténèbres » depuis l'élection de Donald Trump sans que cela ne change rien à la situation actuelle. Il gagnerait à méditer la célèbre formule du général de Gaulle selon laquelle « il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités ». Mais en Amérique, tout peut arriver.

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres » (Antonio Gramsci). Et, c'est bien ce dont nous sommes les témoins à suivre les résultats relativement convergents des élections au quatre coins de la planète. Quoiqu'en pensent certains, le Trumpisme n'est pas mort et, en toutes hypothèses, il survivra à Donald Trump tant il pose des questions essentielles pour l'avenir de l'Amérique et de la gouvernance mondiale ! Même s'il révèle les fractures de l'Amérique, il paraît en partie conforme aux espérances d'une large frange de l'électorat américain. Qu'on le veuille ou non ! Et c'est avec cette Amérique atomisée qu'il faut travailler pour imaginer le monde de demain et non se lamenter sur celui d'hier. Dans ses extravagances non contestables, Donald Trump

pose de vraies questions que Barack Obama n'avait jamais posées. Le moins que l'on puisse dire est que bon nombre de nos dirigeants n'éprouvent pas la moindre envie de se remettre en question et de remettre en question le paradigme des relations internationales du XXe siècle. Ils nous rappellent ce qu'écrivait Frederik Nietzsche dans son Crépuscule des idoles : « Ramener quelque chose d'inconnu à quelque chose de connu, cela soulage, rassure, satisfait. Avec l'inconnu, c'est le danger, l'inquiétude, le souci qui apparaissent – le premier mouvement instinctif vise à éliminer ces pénibles dispositions ». Et c'est bien cela qui rend notre monde encore plus complexe, imprévisible et lourd de menaces. Telle est l'intolérable vérité. Avec cette seconde partie du mandat de Donald Trump s'ouvre une nouvelle phase que l'on pourrait emprunter, en l'adaptant, à Alexis de Tocqueville : de la cohabitation en Amérique.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[*Retour au sommaire*](#)

TRUMP, MAIN MISE SUR L'ITALIE ?

par **Patrick Toussaint**

Avocat spécialisé dans l'international

Il y a quelque temps, alors que la nouvelle équipe au pouvoir en Italie refusait déjà de respecter les critères financiers européens, laissant ainsi prévoir de sérieuses difficultés avec l'exécutif européen, Monsieur Trump disait qu'il était prêt à racheter la dette de l'Italie.

Son entourage faisait tout de suite savoir que, compte tenu de l'énormité de cette dette – 2.300 Milliards d'euros fin mars 2018 soit 132 % du PIB -, ce n'était qu'une boutade.

Et pourtant !

L'opération ne serait pas si mauvaise selon la vision des objectifs « America first » de la politique étrangère de Monsieur Trump avec, en plus, la réalisation d'un de ses rêves : la perspective de l'éclatement de l'Union européenne.

Peut-on imaginer l'intérêt pour les USA de contrôler toute les institutions européennes de l'intérieur, d'avoir accès à tous les financements, à toutes les politiques, à tous les dirigeants de l'intérieur ?

Il est évident – pour certain grands pays du moins, que l'Union Européenne ne pourrait accepter une telle prise d'otage mais quelles seraient les solutions : exclure l'Italie, une des premières nations fondatrices de l'Europe – Traité de Rome mars 1957- créer un régime spécial qui serait contraire à la doctrine européenne actuelle ?

LA FIN D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SCIENTIFIQUE

Ce qui paraît le plus vraisemblable serait l'éclatement de l'Europe ce qui serait bien évidemment l'intérêt pour l'industrie américaine mais aussi de la Russie, de la Chine et de la Grande-Bretagne aussi –de quelle clairvoyance serait- elle créditée ! – : pouvoir intervenir au niveau de chaque pays et non plus à l'Union européenne, quel délice !

Il y aurait encore pire : cela permettrait aux Etats Unis de mettre la main sur les données scientifiques, l'état de celles-ci, que ce soit en matière aéronautique – Airbus -, en matière spatiale, l'Agence Spatiale Européenne, des programmes de satellites, le système Galileo, recherches en matière aéronautique, en matière électronique où l'Italie est en pointe... ce qui serait un désastre d'autant plus grand que faire sortir une Italie vassalisée des grands programmes européens donneraient lieu à de multiples procès sur le plan international.

Ce serait non seulement le pillage des données techniques et scientifiques des autres pays de l'Union européenne mais aussi la fin des grands programmes de recherche européens qui ne peuvent être réalisés que par des financements de fonds européens sauf à remplacer les fonds italiens par des fonds américains ou par des fonds soi-disant italiens.

Les grandes industries américaines, en s'appropriant l'industrie italienne qu'elle soit civile ou militaire, dans les domaines de l'automobile, de l'électronique, de la mode en particulier pourraient rationaliser les productions à l'échelon mondial, répartir les sites de production et concurrencer les industries européennes de l'intérieur de l'Europe elle-même.

Les moyens de transports internationaux : Alitalia, les trains, les droits de pêche, de cabotages etc...permettrait aux industries américaines concernées de concurrencer leurs homologues de l'intérieur de l'Europe également.

Sur le plan civil ou sur le plan des industries duales, l'Italie est intéressante : il lui manque des financements et des modèles ou des aides à la gestion mais ce sont des spécialités américaines.

Ce serait une catastrophe dont on voit mal comment les autres pays européens pourraient s'en remettre et un cauchemar à l'échelon mondial.

LA FIN DE LA DOMINATION EUROPÉENNE EN MÉDITERRANÉE

Les Etats Unis ont déjà bien compris l'intérêt de la position géographique de l'Italie puisqu'ils ont déjà installé un commandement de forces interalliés de l'OTAN à Naples, qu'ils ont déjà la libre disposition, hors OTAN de deux aérodromes en Italie centrale et se sont fait concéder récemment une base à Signorella et qu'ils ont renforcé les troupes de l'armée de terre US en Italie.

Ils savent, de plus, que non seulement, l'Italie est déjà un bon élève des opérations de l'OTAN mais participe aussi aux opérations extérieures américaines mais qu'elle a aussi des liens très privilégiés avec l'industrie aéronautique des Etats-Unis : l'Italie a commandé des avions F 35 pour lesquels elle a obtenue qu'une usine de fabrication soit installée sur son territoire – il n'y en a, à ce jour, que deux hors USA.

Cette mainmise sur l'Italie ne nécessiterait pas un investissement trop important du point de vue militaire car l'Italie a sa propre base industrielle de défense qui lui a permis de doter son armée de terre des matériels relativement récent et qu'elle met à jour, de chars de bataille, de blindés chenillés d'accompagnement, de blindés à roues canons et transports d'infanterie, d'artillerie, de missiles sol-air, de missiles anti chars ainsi que tous les matériels nécessaires en petit calibres, électronique de défense car l'Italie essaye par tous moyens d'être indépendante ou se fournir aux USA. Cette industrie est exportatrice.

La marine italienne est en plein renouvellement avec un porte avions – d'où l'intérêt des F 35, deux frégates antiaériennes – développées avec la France : programme Horizon français – mais avec des radars semble-t-il plus performant qui ont fait dire aux américains que ce frégates étaient très proches des Arleigh Burke avec système AEGIS – dix frégates anti-sous-marines de type FREMM, toutes commandées, en fabrication, en service, un projet de développement de 10 frégates plus légères, de 3 bâtiments de soutien dont la France a aussi retenu les plans.

Cette flotte moderne pourrait permettre aux Etats Unis de ne pas avoir trop de bateaux à envoyer en Méditerranée pour renforcer la flotte italienne – porte-avions, engins de débarquement, sous-marins nucléaires entre autres – avec de solides bases maritimes et une industrie navale performante en prime.

En qui concerne les avions :

. Pour les avions, l'Italie a une industrie qui lui a permis de fabriquer des avions à réaction d'école, d'attaque légère, de transport léger qui a été acheté par les Etats- Unis, elle a encore des Tornado et des Eurofighter, avions européens mais a pris un grand tournant en s'équipant de F 35 et prévoit de participer au développement d'un nouvel avion avec la Grande-Bretagne – « programme Tempest »

. Pour les hélicoptères, elle a une industrie très en pointe avec des matériels ultramodernes dans à peu près toutes les gammes de l'hélicoptère d'attaque à l'hélicoptère de transport léger et moyen qui s'exporte très bien à l'international.

En ce qui concerne les personnels, l'Italie dispose de militaires de très bon niveau bien formés, bien encadrés, ayant l'habitude d'agir en coalition et de se projeter, ce qui est un atout considérable.

Enfin, il faut aussi mentionner l'intérêt de la position et de l'influence de l'Italie sur le plan international, laissant ainsi plus de souplesse à la politique étrangère américaine.

AU FINAL : LE CINQUANTE ET UNIEME ETAT DES ETATS UNIS ?

On le voit, on a oublié que Monsieur Trump, même s'il n'est pas parti de zéro, est quand même un homme d'affaires avisé et il a flairé là une bonne affaire.

Est-elle chère ? Oui, sans doute, si les Etats Unis avaient à payer « cash » les 2.300 Milliards d'euros mais on peut peut-être raisonner autrement :

Est-ce un réel handicap d'avoir une telle dette publique quand on est garanti par un pays comme les Etats Unis dont on sait qu'ils fonctionnent eux aussi avec une dette publique colossale ?

Les banques américaines, si actives et si imaginatives, ne pourraient-elles pas trouver les formules financières permettant la réalisation d'un tel « hold up » ?

Par ailleurs, la perspective d'une telle éventualité serait sûrement saisie par l'équipe dirigeante italienne actuelle, dont l'attachement à l'Europe ne paraît pas évident sauf pour les financements, ne serait-ce que pour faire monter les enchères sur le plan de l'Union Européenne.

Monsieur Trump pourrait ainsi bien conforter sa réputation d'homme d'affaires avisé sur le plan international.

[*Retour au sommaire*](#)

JAMES MATTIS SECRÉTAIRE À LA DÉFENSE DES USA UN ADULTE PARMIS LES ENFANTS DU GOUVERNEMENT

par **Mohamed Gareche**

« jeune diplômé »

Le 09 août 2018, le vice-président des Etats Unis, Mike Pence, a annoncé la création d'une armée spatiale américaine qui viendra compléter les autres composantes de l'armée américaine. Actuellement, les activités spatiales sont dirigées par l'armée de l'air (US Air Force) avec notamment un complexe situé dans le Colorado que les fans de la série Stargate visualisent très bien. Elle deviendra ainsi une armée à part entière au sein du Pentagone dont le responsable actuel est le secrétaire à la Défense James Mattis.



Entrée du complexe situé dans le Colorado.

(Photo libre de droit)

Un militaire à la tête de l'institution militaire

La désignation du général 4 étoiles James Mattis par Donald Trump fut acceptée par la quasi-unanimité du Sénat américain le 20 janvier 2017 (98 voix pour, 1 contre, 1 abstention)[1].

Le secrétaire à la Défense des États-Unis est membre du Cabinet du président des États-Unis et dirige le département de la Défense des États-Unis (en anglais : United States Department of Defense, abrégé DoD), Il est responsable des affaires militaires et des Forces armées des États-Unis.

Surnommé « Mad Dog » (chien fou) durant la guerre en Afghanistan, James Mattis est l'un des « adultes »[2] entourant le président Trump. Né en 1950, l'actuel Secrétaire d'Etat à la défense des Etats Unis connaît bien cette administration puisqu'il s'est engagé dans les Marines à l'âge de 18 ans jusqu'à sa retraite. Militaire très apprécié dans la troupe, conduit de nombreuses opérations en Afghanistan, et en Irak, dirige l'un des commandements de l'Otan avant de prendre sous l'administration Obama, la tête du Commandement central (US CENTCOM) [3]. Suscitant la méfiance du président Obama pour ses prises de position anti Iran et après quatre décennies passées dans les Marines, il prend sa retraite en 2013.



Les positions politiques de l'« Adulte »

Pour exposer ses idées, nous allons nous servir du résumé du « National Defense Strategy » paru en janvier 2018[4] ainsi que d'une interview de James Mattis à l'Hoover Institution (Think tank proche du parti républicain dont James Mattis fut professeur invité)[5] qui explique ce document fixant le cadre de travail du Pentagone.

Véritable intellectuel, il considère qu'une armée sans stratégie globale à long terme ne peut être efficace. Pour lui, le Pentagone doit offrir des options et solutions au président des Etats-Unis ainsi qu'aux diplomates afin qu'ils puissent négocier avec un rapport de force favorable.

L'analyse qu'il porte est la suivante : la compétition inter-étatique est devenue la priorité des USA faisant passer la lutte contre le terrorisme juste après. Les adversaires des USA sont les suivants : Chine, Russie, Corée du Nord et Iran. La Chine utilise son économie prédatrice pour intimider ses voisins tout en militarisant la mer de Chine ; la Russie viole les frontières de ses voisins ; la Corée du Nord viole toutes les résolutions du Conseil de Sécurité ; l'Iran sème de la violence dans la zone du Moyen-Orient.

Toutefois, il se montre confiant et optimiste sur les relations américaines avec la Chine et la Russie. Le relatif succès du dialogue direct entre les USA et la Corée du Nord a été permis via la Chine. La Russie et les USA avaient participé à des entraînements communs pour la paix et la sécurité internationales. De ce fait, la Russie peut être un véritable partenaire pour les USA sans qu'elle n'ait peur de l'OTAN. Il pense qu'à long terme, un vrai travail peut être fait avec ces deux Etats.

La Corée du nord et l'Iran sont en revanche qualifiés d'Etats véreux et sont les ennemis directs des USA puisqu'ils déstabilisent leurs régions avec l'arme nucléaire et/ou biologique (pour la Corée du Nord) ou en apportant leur aide au terrorisme (pour l'Iran). La République islamique d'Iran est la cible prioritaire de James Mattis. Et pour cause, il fait partie des néo-conservateurs qui ne pardonneront jamais au pouvoir islamique chiite d'Iran d'avoir retenu en otage les fonctionnaires de l'ambassade américaine en 1981 à Téhéran.

Les solutions face à ces défis sont les suivantes : investir dans les nouvelles armes, les nouvelles technologies ainsi que dans les matériels, renforcer les alliances militaires et politiques et dégraisser le Pentagone afin de limiter les dépenses américaines.

Sur ce dernier point, il est intéressant de noter que le budget américain est de 700 milliards de dollars ! A titre de comparaison, la France a un PIB de 2200 milliards d'euros[6] et le budget alloué à sa défense est de 34 milliards d'euros[7] quant au budget russe consacré à la défense, il est de 66 milliards de dollars[8]... Ce budget démentiel, James Mattis entend notamment le réduire en réorganisant la bureaucratie du Pentagone ainsi qu'en baissant les contrats avec les entreprises privées qui font partie du complexe militaro-industriel pourtant en perpétuelle demande d'augmentation du budget.



« L'adulte » est différent de l'enfant ...

Secrétaire à la défense des Etats Unis, il n'en demeure pas moins que ses positions politiques ne sont pas vraiment alignées sur celles de Donald Trump. Il y a au moins trois éléments qui permettent d'affirmer cela : leurs différences sur la notion de pouvoir, le jeu des alliances et leurs positions sur la Chine.

James Mattis ne cesse de rappeler qu'il y a deux types de pouvoirs américains reconnus par les autres Etats : Le pouvoir d'intimidation et le pouvoir d'inspiration. Contrairement à Donald Trump qui joue la force dans les relations internationales en utilisant le pouvoir d'intimidation, James Mattis pense que le pouvoir d'inspiration est beaucoup plus pertinent et efficace car il permet un meilleur contrôle sur le monde. Ce ne sont pas que des mots et idées ; ce sont des cadres de travail vraiment différents.

L'autre point de différence réside dans le jeu des alliances. James Mattis est convaincu qu'une nation qui n'a pas d'alliés est vouée à disparaître. Par conséquent, lorsque Donald Trump considère l'Union européenne comme un ennemi au même titre que la Russie et la Chine[9], lorsqu'il maltraite ses partenaires de l'OTAN mettant en péril une coalition face à la Russie[10], lorsqu'il se met à dos la Turquie, membre de l'OTAN et alliée dans la région, pour des raisons de politique interne[11] ou lorsqu'il privilégie l'axe Arabie Saoudite/ Emirats Arabes Unis contre le Qatar alors que ce dernier accueille la plus grande base de l'OTAN dans la région[12] au profit d'une coalition anti iranienne, il va à l'encontre des positions défendues par James Mattis. Ce dernier considère que si les alliances perdurent, les Etats Unis gagneront la compétition mondiale. En revanche, si les vanités personnelles prennent le dessus, le système chinois peut prendre le leadership. En résumé, contrairement à Donald Trump, James Mattis croit fondamentalement au fonctionnement multilatéral des nations.

Enfin, face à la montée de la Chine comme puissance économique, alors que Donald Trump utilise sans modération le pouvoir d'intimidation, James Mattis pense que les Etats Unis resteront leader dans le monde grâce à leur pouvoir d'inspiration. Autrement dit, en raison de la création d'un système international basé sur le libéralisme américain, les USA ont pu diffuser leur soft power qui plait à toutes les nations du monde. Ce soft power, qui n'est ni plus ni moins que le pouvoir d'influencer en douceur constitue la base du pouvoir d'inspiration. De ce fait, aucun Etat ne voudrait d'un système chinois basé sur l'autoritarisme.

Pour conclure, James Mattis est bien différent de Donald Trump à plusieurs égards. Ainsi, la création de l'Armée spatiale a été décidée contre les recommandations de James Mattis. Autre exemple, il a été le seul à demander publiquement à l'Arabie Saoudite de modérer ses assauts à l'encontre du Yémen contrairement à Trump[13]. Ayant une vision globale des affaires, une culture du terrain et une analyse de la complexité du monde, James Mattis a de vraies divergences avec Donald Trump. Plusieurs fois annoncé sur le départ, il reste toutefois à son

poste. De toute façon, même s'il n'est pas d'accord avec le commandant en chef, n'oublions pas qu'il reste un général. Et un général, ça obéit...

Mohamed Gareche

- [1] https://www.senate.gov/legislative/LIS/roll_call_lists/roll_call_vote_cfm.cfm?congress=115&session=1&vote=00029
- [2] C'est ainsi que les médias américains l'ont qualifié avec l'ex secrétaire d'Etat Rex Tillerson
- [3] US CENTCOM: Commandement qui dirige les opérations militaires au Moyen-Orient, en Asie centrale et Asie du Sud Est
- [4] <https://www.defense.gov/News/Article/Article/1419045/dod-official-national-defense-strategy-will-enhance-deterrence/>
- [5] <https://www.youtube.com/watch?v=A8aOcHgbRZw>
- [6] <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3545412>
- [7] <https://www.gouvernement.fr/le-budget-du-ministere-des-armees-pour-2018>
- [8] https://www.lesechos.fr/02/05/2018/lesechos.fr/0301632594326_les-depenses-militaires-russes-en-baisse-une-premiere-depuis-1998.htm
- [9] <https://www.latribune.fr/economie/international/trump-designe-l-union-europeenne-comme-le-principal-ennemi-des-etats-unis-avec-la-russie-et-la-chine-785187.html>
- [10] <http://www.lefigaro.fr/international/2018/07/11/01003-20180711ARTFIG00297-au-sommet-de-l-otan-trump-tire-a-boulets-rouges-sur-ses-amis-europeens.php>
- [11] <https://www.ouest-france.fr/monde/turquie/turquie-apres-l-annonce-de-trump-erdogan-denonce-une-guerre-economique-5918501>
- [12] https://www.challenges.fr/tribunes/pourquoi-le-qatar-a-resiste-au-blocus-voulu-par-l-arabie-saoudite-et-les-emirats-arabes-unis_592469
- [13] <https://www.reuters.com/article/us-usa-yemen-mattis/mattis-dont-restrict-u-s-support-to-saudi-led-forces-in-yemen-idUSKCN1GS00N>

Mohamed Gareche *

« jeune diplômé »

Master 2 Droit des relations internationales et de l'Union Européenne. Université Paris Ouest Nanterre la Défense.

Master 2 Relations internationales. Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS).

[*Retour au sommaire*](#)

L'EUROPE NE DOIT PAS SE SUBSTITUER AUX ETATS-UNIS AU MOYEN ORIENT

par **Patrick Toussaint**

Avocat spécialisé dans l'international

Le Président des États-Unis vient de procéder à la première étape de la dénonciation du Traité passé avec les membres permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU auquel s'est jointe l'Allemagne et l'Iran de juillet 2015. Il est plus que probable que le Sénat américain entérinera son décret.

Plusieurs raisons expliquent cette décision.

Tout d'abord, il y a la volonté de Monsieur Trump de rejeter tout accord passé par son prédécesseur, Monsieur Obama.

Ensuite, l'idée, appliquée avec constance, est que seuls les traités bilatéraux sont favorables aux États-Unis car ils ont pu bien défendre leurs intérêts.

L'idée, enfin, est que ce traité ne règle pas définitivement la situation puisque

- d'une part, cet accord ne court que jusqu'en 2025, sans visibilité pour l'après
- d'autre part, il ne règle pas le problème des missiles développés par l'Iran,
- et, au surplus, les inspections de l'IAE ne sont pas suffisantes car ne concernant pas les bases militaires,
- enfin que l'Iran cherche à acquérir l'hégémonie du Moyen Orient par différents biais qui vont de l'aide militaire directe –Syrie, Hezbollah du Liban, Hamas de Gaza, houthistes du Yémen, milices chiites en Irak, influence au Qatar, tentative de séduction auprès du Sultanat d'Oman et que Israël devient encerclée,

Toutes ces critiques sont exactes mais Mr Trump est, de surcroît, convaincu que l'Iran continue à développer un programme secret de fabrication de bombes nucléaires et pourra les lancer avec ses missiles balistiques.

La décision de sortir de ce traité a été influencée par une magnifique opération d'« agit-prop » de la part des israéliens.

En effet, Mr Trump, qui avait annoncé la résiliation de ce traité dans son programme électoral, semblait un peu hésiter à la suite des interventions de Mr Macron et de Mme Merkel : il fallait donc le conforter dans son idée initiale.

Le Premier Ministre israélien a donc exécuté un plan qui a été soigneusement préparé en fonction de la connaissance des raisonnements de Mr Trump et qui a consisté à faire une « show » télévisée avec graphiques, Power Point, expliquant que les services secrets israéliens avaient découvert que l'Iran ne respectait pas les accords de 2015 et continuait secrètement les opérations de fabrication de bombes nucléaires.

En fait, cette mise en scène ne comportait aucun élément nouveau et ne concernait que des éléments se rapportant à la période de 1998 à 2003 qui étaient bien connus, les inspecteurs de l'IAE étant formels sur le respect des obligations du traité par l'Iran.

Cela a été la goutte d'eau, le risque couru par Israël, qui a finalement décidé le Président.

Mr Trump a immédiatement précisé que, non seulement les États-Unis dénonçaient le traité mais cette dénonciation serait assortie du plus grand nombre de sanctions économiques possibles appliquées de façon la plus forte possible.

Son entourage a précisé que des sanctions les plus sévères seraient appliquées à tout pays ou sociétés qui auraient ou qui créeraient des relations d'affaires avec l'Iran.

L'idée maîtresse de cette résiliation est que si les États-Unis asphyxient fortement l'Iran, celui-ci sera obligé de négocier, l'exemple de la Corée du Nord démontrant l'efficacité de la méthode, et qu'alors les États-Unis pourront régler tous les problèmes que cause l'Iran dans sa marche vers l'hégémonie au Moyen Orient.

L'action unilatérale des États-Unis aura des conséquences graves pour l'Iran pour la région, pour l'Europe et sur le plan plus international.

Pour l'Iran, cette action va déstabiliser les modérés menés par Mr Rohani et les faucons, notamment les Pasdaran, qui avaient mal accepté la signature du traité, vont reprendre le pouvoir et rétablir une direction anti occidentale, muselant les attentes d'une vie plus ouverte par des iraniens et relançant la guerre contre Israël au risque d'un conflit qu'ils souhaitent. car ils pensent pouvoir le gagner et, pour cela, ils sont prêts à saboter toute tentative de solution pacifique.

Or, cela vient juste d'arriver : Israël a reçu très récemment des missiles tirés par iraniens, des Pasdaran, venus aider le régime syrien, alors que Mr Rohani venait de dire à la France, à l'Allemagne et au Royaume Uni qu'il acceptait de voir avec les européens comment maintenir le traité en vigueur sans les États-Unis.

Cette résiliation unilatérale va faire entrer la région dans une spirale infernale :

- L'Iran va pouvoir reprendre ses opérations visant à se doter de l'arme nucléaire,
- Israël n'acceptera pas la possession de l'arme atomique par l'Iran et déclenchera des actions coercitives qui mèneront, très probablement, à la guerre au Moyen Orient, forçant les États-Unis et l'Europe à intervenir poussant la Russie et la Chine, trop contente d'en être, va en faire autant
- L'Iran actionnera tous les pays sous son contrôle : Syrie, Irak par les milices chiïtes, Liban par le Hezbollah, Yémen par les houthistes, Hamas à Gaza, Qatar sympathisant
- L'Arabie Saoudite se dotera de l'armement nucléaire et l'adaptera sur ses missiles et acceptera un conflit que ses propres éléments les plus dures demandent avec ses alliés les Émirats Unis, le Koweït, sans doute le Maroc, qui intervient déjà au Yémen, Bahreïn et peut-être l'Égypte
- Il n'y aura pas de règlement politique du conflit syrien.
- Le Moyen Orient va s'embraser et il est plus que probable qu'une guerre mondiale peut éclater compte tenu des implications des grandes puissances dans cette région.

L'Europe va elle aussi en subir les conséquences :

- une hausse non maîtrisée du prix du pétrole, du gaz naturel et de tous les produits liés au pétrole ce qui va avoir un impact fortement négatif sur les économies européennes.
- Les balances commerciales des principaux pays de l'Europe seront fortement impactées par la perte de ce marché très porteur,
- Chaque pays va vouloir avoir son mot à dire pour le règlement du conflit en fonction de ses besoins couverts par le Moyen Orient.
- L'Europe apparaîtra en ordre dispersé ce qui démontrera, une fois de plus, sa faiblesse économique et politique.

•

Au plan international, la politique américaine aura des conséquences tout aussi dramatiques :

- cette action va conforter l'idée que les Occidentaux, et surtout les Américains ne tiennent pas parole et que, pour eux, un traité peut être révoqué à tout moment.
- Cela va confirmer que la seule solution pour être respecté par les grandes puissances est d'avoir un armement nucléaire avec les missiles nécessaires pour les utiliser, schéma suivi par la Corée du Nord, ce qui va créer une prolifération nucléaire
- Cela va confirmer une perte de confiance générale dans le Traité d'interdiction de la possession et l'emploi des armes nucléaires de 1968.
- Cela fait paraître la Russie comme un arbitre incontournable sur le plan régional mais aussi au plan international si la situation dérape ce que sa situation économique ne lui permettait plus,
- Enfin, cela va amener la Chine, pour l'instant discrète, à intervenir là aussi comme arbitre bien plutôt qu'elle le pensait sans doute mais arbitre d'un conflit contre les États-Unis dans une position rêvée : les contraindre pour maintenir la paix et gagner de la sorte un prestige international dans une région où elle n'est pas encore bien implantée et ceci sans frais et sans risque.

Qu'elle position peut prendre l'Europe, ou plus tôt, la France, le Royaume Uni et l'Allemagne ? Essayer de sauver le Traité de 2015 : la France et la Grande Bretagne, surtout la France d'ailleurs pour l'instant car l'Allemagne est encore saisie par la crainte d'un engagement, d'un rôle international, veulent l'essayer mais jusqu'où aller ? Quels sont les risques ? Pour quels buts ?

Les buts sont faciles à voir :

- D'abord, sur un plan géostratégique, de sauvegarder la paix, puis ensuite de maintenir la stabilité du Moyen Orient pour des raisons politiques -les États Unis doivent, eux aussi respecter leurs engagements- les relations internationales sont assez compliquées sans qu'un État, certes dominant, ne les respecte pas et ainsi accroître le prestige des puissances européennes et de l'Europe, en même temps,
- Il y va de la crédibilité de tous les engagements des Occidentaux sur le plan mondial, et de la crédibilité de la France et la Grande-Bretagne, en tant que membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU,
- De stabiliser le Moyen Orient ce qui est indispensable pour l'Europe dont les besoins énergétiques et commerciaux sont cruciaux,

- Enfin, une guerre, même simplement limitée au Moyen Orient pourrait créer des afflux massifs de population dans des conditions dramatiques et hors de contrôle et des possibilités des États européens.
- Enfin éviter qu'Israël, n'acceptant pas la possession de l'arme atomique par l'Iran, ne déclenche pas des actions coercitives qui mèneront à la guerre au Moyen Orient, dont personne au surplus ne sortira gagnant.

Toutefois, les risques sont trop grands pour l'Europe :

- Sauver le traité exige que l'Europe ou, bien plutôt les trois pays occidentaux soient à même de pouvoir continuer les contrôles sur le respect par l'Iran des conditions du traité. Cela peut être fait par l'IAE mais il faudra financer son intervention, les États Unis étant mauvais joueurs,
- Cela implique également que l'Europe ou les pays occidentaux soient à même de pouvoir fournir à l'Iran le volume commercial et financier que ce pays escompte avec la levée des sanctions,
- Cela implique aussi que les produits vendus à l'Iran puissent lui être transférés, dans des conditions normales même si des produits manufacturés comportent des technologies américaines, ce qui, même dans des conditions commerciales normales entre des pays occidentaux, posent parfois des problèmes difficiles à résoudre,

Ce point est important car il est en contradiction avec les termes d'un embargo américain.

Il existe surtout deux points essentiels qui ne pourront pas être résolus :

- d'une part, les sanctions économiques décidées par le Président Trump pour asphyxier l'Iran ne sont pas compatibles avec un commerce de l'Europe qui les vide d'une bonne partie de leur substance,
- d'autre part, il n'est pas pensable, lorsqu'on connaît les méthodes commerciales des industriels et des financiers américains, qu'ils laissent l'Europe avoir accès à un marché énorme dans ses besoins et en plein développement sans y participer.

Il suffit simplement d'évoquer les plaintes de Boeing contre Airbus pour subventions réputées cachées et indues des états européens alors que la firme américaine est soutenue par le Pentagone.

Il est cependant curieux d'apprendre que la Maison Blanche demande que l'AIE continue ses contrôles. Sur quelles bases ?

Décidément, la politique étrangère du Président Trump est pour le moins surprenante ce qui ne change malheureusement pas les fondamentaux que l'on vient de rappeler.

Il est donc difficile de s'y fier.

Et il ne faudrait pas que la France et l'Allemagne se voient reprocher par les autres membres de l'Union Européenne de les avoir engagés dans une impasse programmée et douloureuse !

La seule possibilité d'action envisageable reste l'idée du Président de la République qui est délaissé l'ancien accord que tout le monde est d'accord pour le trouver imparfait, mais pour lequel il a fallu 12 ans pour le négocier et de reprendre les négociations sur un domaine élargi :

- le prévoir sur une durée plus longue pour le nucléaire,

- ya inclure le programme balistique,
- essayer d'inclure une garantie pour Israël ce qui parait bien fumeux.

Par contre, ce traité ne pourra, s'il existe un jour, jamais inclure une limitation de la volonté de l'Iran de dominer le Moyen Orient. Qui conduit à une confrontation entre les pays chiites pays sunnites.

Espérons aussi que l'action brutale de Mr Trump ne bloquera pas toute possibilités de négociation en ayant pris à faux tous les modérés qui avaient pu arriver au pouvoir grâce à ce traité.

C'est une guerre de religions, la pire de toutes les guerres et il peut être mauvais d'y être impliqué.

C'est là, les limites de l'exercice pour Mr Macron.

Espérons que nous n'aurons pas à dire : « Mais que diable allait faire dans cette galère » !

[*Retour au sommaire*](#)

L'EUROPE, UN SUPPLÉTIF AMÉRICAIN ?

par **Patrick Toussaint**

Avocat spécialisé dans l'international

Le Président Macron nous a expliqué dans sa campagne et après, qu'il voulait plus d'Europe, notamment d'Europe militaire, et qu'il voulait faire des forces armées françaises la première armée de l'Europe ce qui n'est pas forcément incompatible (il faudra y revenir).

Il en a pris les moyens dans la loi de programmation militaire qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Sera- ce suffisant ? Malheureusement non car, d'une part, il y a eu trop de retards pris les 30 dernières années et, d'autre part, la France n'a plus les moyens de financer les recherches nécessaires à la réalisation des armes nouvelles indispensables et dont la production exige de longues séries pour que les coûts en soient supportables.

On parle là des armes majeures : chars et engins blindés d'accompagnement, avions (chasse, appui-feu, transport, ravitaillement, engins d'observation), hélicoptères (assaut, transport), artillerie (sol-sol et sol-air), navires de surface (porte-avion, lutte anti-aérienne, anti-sous-marine, ravitailleurs, projection de forces, sauvegardes des atterrages et de la zone économique, guerre des mines), navires sous-marins (dissuasion nucléaire, chasse, action de forces spéciales) et satellites (observation, relais de données en tout genre, positionnement, fabrication de fusées et aire de lancements) tous matériels qui sont nécessaires à l'existence, la défense et l'indépendance d'une nation sans oublier toutes les armes nouvelles (maîtrise de son cyber-espace, armes sophistiquées telles que armes laser, rail-gun, satellites tueurs, défense contre missiles exo-atmosphériques...).

Par ailleurs, la France a des responsabilités au plan mondial, d'une part, parce qu'elle est membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU avec droit de veto, par son statut de pays disposant de l'arme thermonucléaire avec les moyens aériens et sous-marins d'emploi, d'autre part, par ses possessions outre-mer, par ses anciennes colonies, par l'extension de son commerce extérieur, enfin parce qu'elle est un pays essentiel de l'Union européenne mais aussi parce qu'elle est membres de l'Otan.

Ce n'est pas sans raison que cette organisation, jugée essentielle en Europe, est citée en dernier, on va y venir.

Cette palette d'armements ne pourra plus être supportée par un seul pays et quelques spécialisations sont déjà intervenues : dans le domaine des satellites d'observation (image pour la France, radar pour l'Allemagne et l'Italie, système Galileo européen), défense sol air contre avion puis contre missiles de théâtres avec l'Italie, conception de frégates avec l'Italie (Horizon anti aérienne et FREMM puis maintenant navires de soutien et ravitaillement) , Europe avec Airbus (avions civile et militaires, hélicoptères, satellites), armement d'infanterie avec l'Allemagne entre autres, entre autres.

Les différents théâtres où la France est engagée montrent à l'évidence que cela ne suffit pas.

A l'heure actuelle, en Europe, la tendance la plus prégnante, est de se réfugier dans l'OTAN. Ce choix est fait par les pays qui ont fait partie de l'ex-URSS et qui ont une petite industrie : Hongrie, Bulgarie, Slovaquie, République tchèque, Roumanie, les trois pays baltes et de l'ex-Yougoslavie : Croatie, Monténégro.

Pour eux, le seul salut est dans l'OTAN et, s'ils le pouvaient, le dialogue et les achats directs avec les américains (en fait, ils ne se privent pas de le faire mais leurs moyens financiers sans l'Europe ne le leur permettent pas).

Leurs armements sont des matériels de seconde main, soit encore russes améliorés, soit d'autres pays européens qui se modernisent et transfèrent des matériels essentiellement américains de seconde main pour l'aviation.

Ces pays sont prêts à aller très loin dans la coopération : exemple la Roumanie qui accepte un radar anti-missile stratégique américain malgré la fureur russe.

La deuxième catégorie concerne les pays qui ont une industrie propre pour certains matériels et/ou par l'engagement dans l'industrie européenne (le plus souvent Airbus) ou des matériels surtout suédois, allemands ou anglais pour la marine : Belgique, Norvège, Pays-Bas, Grèce, Espagne et Portugal.

Reste enfin la dernière catégorie qui est celle des pays européens ayant à la fois un tissu industriel important mais qui restent figés dans la couverture par l'OTAN : Allemagne, Italie et, à part, la Pologne qui développe une industrie d'armement terrestre importante, mais reste dans la mouvance américaine pour l'aviation, les hélicoptères et armes anti-aériennes et anti-missiles, et plutôt des matériels allemands et suédois pour la marine (Il faut souligner que la Pologne achète américain à l'aide des fonds européens destinés à son développement économique voire l'affaire des hélicoptères Airbus).

Le paradoxe est que la France est plus proche de la Grande-Bretagne sur le plan des responsabilités mondiales, comme membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU avec droit de veto, comme puissance nucléaire par ses sous-marins lanceurs d'engins thermonucléaires quoique dépendante des Etats-Unis pour leur emploi, par ses intérêts mondiaux, par sa doctrine d'intervention avec les moyens idoines (quoique se réduisant), avec une marine qui se dote de porte-avions et, elle aussi, membre de l'OTAN.

Le malheur est que la Grande-Bretagne a quitté l'Union européenne et qu'elle entend se prévaloir de ses liens spéciaux avec les Etats-Unis et avec ses anciennes colonies essentiellement Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Afrique du Sud (moins avec ce pays actuellement) voir les « Five Eyes ».

De ce panorama succinct, que peut-on conclure ?

D'une part, que les Etats-Unis entendent que la contre-partie de leur protectorat dans l'OTAN est l'achat prioritaire auprès de l'industrie militaire américaine, notamment en matériels de pointe, l'aviation et les hélicoptères (exemple polonais), la défense antiaérienne, les radars, l'informatique, mais aussi l'industrie en général, civile, informatique, satellitaire ou de pointe.

D'autre part, que les intérêts américains prédominent sur le plan stratégique par exemple pour les bases de la défense anti-missiles qui doivent être situées en Europe : radars en Roumanie, missiles en Pologne quels que soient l'environnement international et les réactions d'autres pays importants comme la Russie (qui fournit du pétrole et du gaz dont sont dépendants les pays européens notamment de l'Est) ou l'Iran, créant ainsi des tensions sur les frontières de l'Union européenne ou dans une zone importante (Moyen-Orient) quant au pétrole dont une partie de l'Europe est ou devient dépendante (par exemple les gisements en mer du nord s'épuisent).

Enfin que ces pays soient à l'écoute des intérêts américains dans tous les domaines économiques, scientifiques et militaires.

Or, les Etats-Unis, comme ils l'avaient déjà fait avec l'avion F16 en son temps, viennent de ruiner le secteur de l'aéronautique militaire européenne, pour au moins quarante ans, avec leur avion F35 dont on dit qu'il n'est que marginalement supérieur au Rafale et même au Typhoon quand toutes leurs fonctionnalités seront développées (standard F4 qui sera développé à partir de 2019, pour le Rafale et intégration plus poussée en matière de combat air-sol pour le Typhoon).

Ils ruinent aussi la défense balistique européenne que seules défendent la France et, dans un moindre mesure, l'Italie (programme SAMP).

De même, l'élection d'un Président des Etats-Unis comme Monsieur Trump, outre son instabilité dans ses décisions, montre surtout qu'une partie importante, voire majoritaire, de l'électorat américain ne se sent concernée que par la posture « America first » dans tous les domaines y compris et surtout commercial, que l'Europe est un simple marché, important certes mais pour lequel il n'est pas évident d'envoyer les « boys » se faire tuer et que les intérêts essentiels sont maintenant marginalement encore au Moyen Orient mais surtout et principalement, en Extrême Orient.

Il faut souligner que depuis la création de l'OTAN, la seule fois où le fameux article 5 qui permet à un membre attaqué de requérir l'aide militaire de tous les autres membres n'a été invoqué que par les seuls Etats-Unis en 2001 après l'attaque des Twin Towers : n'y a-t-il pas là une réflexion à mener ? L'Amérique « mourir pur Danzig » eut-on dit il n'y a guère.

Dans le même sens, ne doit-on pas réfléchir au développement des industries informatiques nées des besoins de la défense américaine (l'Arpanet) qui se sont développées au point d'interdire tout développement concurrent et que seules les autorités judiciaires américaines font plier, et encore avec difficulté, qui se nomment Google, Amazon, Facebook, Microsoft, Apple, YouTube, Twitter entre autres ? Et que l'Europe cherche à discipliner ou à encadrer alors que leur avance scientifique et technique jointe à un marché financier aguerri écrase la concurrence ?

N'est-il pas significatif que leurs concurrents les plus dangereux soient chinois : Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi (surnommés les BATX) dont la capitalisation boursière (Bloomberg) était de 523 milliards de dollars en 2016, puissants sur le marché intérieur chinois et réduisant la part des sociétés américaines mais qui ne cachent pas qu'ils ont les moyens

techniques, financiers et humains d'aller sur le marché international et de leur tailler des croupières.

Les Américains sont très conscients que leur principal ennemi est la Chine qui possède la deuxième position quant à la détention de leur dette extérieure et qui est actuellement la deuxième puissance militaire mondiale et qui vise à être la première puissance économique et militaire du monde en 2049.

On le voit, l'Europe n'intéresse les dirigeants américains actuels que comme marché économique, militaire, civil, technique et scientifique sans doute encore important par le nombre de sa population et de son pouvoir d'achat, d'une part, et que, d'autre part, cette Europe reste le moyen militaire le plus adéquat pour faire face à la Russie avec un soutien limité en forces américaines sur ce théâtre voire sur celui du Moyen Orient.

Reste quand même le problème du terrorisme mondial, notamment en Afrique : là, l'expertise européenne est recherchée mais l'appoint américain reste indispensable sur le plan technique (utilisation de drones armés dans la zone moyen orientale par exemple, moyens informatiques de pointe quant à la surveillance des moyens de communication et à la surveillance satellitaire, apport de gros avions de transport et de ravitaillement)

Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis sont décidés à prendre pied en Afrique et qu'ils restent, pour l'instant, relativement discrets, profitant de l'expertise européenne, essentiellement française d'ailleurs, mais intervenant sur le plan du financement et de la formation des troupes africaines.

Il en est de même au Moyen Orient où les moyens français, notamment spéciaux, sont appréciés mais dont l'intervention est restée dépendante des moyens américains en partie pour la France et totalement pour les autres pays européens.

Il est plus que temps que l'Europe réagisse sinon elle va rester un simple marché économique, scientifique et militaire pour les Etats-Unis, couvrant, à peu de frais pour eux, ce théâtre d'opérations face à la menace russe et ouvrant le marché africain.

Autrement dit, l'Europe restera un supplétif américain.

[*Retour au sommaire*](#)

MULTI ou BILATÉRALISME

par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

Les années se suivent et se ressemblent dans un monde sans règles et sans gouvernance. L'ancien monde s'efface. Le nouveau monde peine à voir le jour. Dans ce clair-obscur, la communauté des nations peine à définir une nouvelle gouvernance des relations internationales. Elle est écartelée entre l'épuisement du multilatéralisme qu'elle ne peut empêcher et la quête d'un bilatéralisme et de coalitions ad hoc qu'elle ne parvient pas à définir.

ÉPUISEMENT DU MULTILATÉRALISME UNIVERSEL : UN ORDRE INTERNATIONAL FRACTURE.

LA LOURDE RESPONSABILITÉ AMÉRICAINE.

Ne nous leurrions pas ! Les coups de boutoir des États-Unis au multilatéralisme ne sont pas du seul fait du 45^{ème} président des États-Unis. Ils ont débuté bien avant. Les administrations démocrates ont, en son temps, pris leur part de responsabilité en la matière. L'explication la plus pertinente du désintérêt américain pour le multilatéralisme vient d'Outre-Atlantique. « *Le président des États-Unis rejette toute sorte de multilatéralisme. Il préfère conclure des accords unilatéraux, pays par pays, et n'a en effet que peu de considération pour l'Union européenne, les Nations unies et même l'OTAN...* »⁴⁴. Mais l'affaire est plus ancienne. À la lecture de l'ouvrage de l'ancien proche conseiller de Barack Obama, Ben Rhodes⁴⁵, nous lisons que « *l'unilatéralisme de Donald Trump n'est pas arrivé comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu : il était annoncé par la lassitude de l'opinion publique face aux charges de la superpuissance américaine* »⁴⁶. Le seul document que Donald Trump respecte est la Constitution américaine, texte intouchable. Les traités internationaux sont pour lui des chiffons de papier, à peine dignes de désigner une tendance. Le multilatéralisme est malmené par ceux qui l'avaient porté sur les fonts baptismaux en 1945⁴⁷. Rejet des institutions internationales politiques (ONU), économiques (OCDE qui a succédé en 1961 à l'OECE chargé de mettre en place le plan Marshall), commerciales (OMC⁴⁸), culturelles (UNESCO), judiciaires (CPI) et des accords signés (climat, nucléaire iranien, traité transpacifique, traité sur les forces nucléaires intermédiaires ou FNI⁴⁹), extraterritorialité de la loi américaine... Washington se retire du conseil des droits de l'homme de l'ONU, du traité ciel ouvert, critique ouvertement « *l'OMC qui a très mal traitée les États-Unis* », cesse de financer l'UNRWA. Cet exceptionnalisme américain met en danger tout l'équilibre de la structure imaginé en 1945. Prenons garde, le trumpisme continuera après Trump⁵⁰. Surtout après le discours de Mike Pompeo devant le German Marshal Fund à Bruxelles le 6 décembre 2018 au cours duquel il s'est livré à une violente charge contre le multilatéralisme : Union européenne, ONU, FMI, OMC, Banque mondiale, CPI. Seule l'OTAN a encore les faveurs de l'administration américaine. Seules les États nations peuvent garantir les libertés démocratiques⁵¹.

LA RESPONSABILITÉ ANNEXE DE LA FRANCE.

Rien ne sert de vanter *urbi et orbi* les immenses mérites du multilatéralisme dans des discours lyriques pour piétiner le principe exposé dans les faits. Tel est l'exploit auquel parvient le président de la République, Emmanuel Macron avec sa diplomatie du « en même temps ».

- Il organise des réunions à Paris sur la Lybie qui sont la négation du multilatéralisme universel qui se déroule au sein de l'ONU.
- Il organise des réunions à Paris sur le financement du terrorisme qui sont également la négation du multilatéralisme universel qui a pour centre l'Organisation des Nations unies.
- Il organise un Forum pour la paix en marge des cérémonies du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale consacrée au renforcement de la sécurité qui ne regroupe que 70 États.

Comment être sérieux en parlant de multilatéralisme et en pratiquant la diplomatie de l'exclusion (Bertrand Badie) ? Et, l'on pourrait multiplier à l'envi les exemples de cette contradiction ontologique qui décrédibilise la diplomatie multilatérale d'Emmanuel Macron. Il devrait se souvenir que l'action diplomatique est rarement cohérente. Mais la cohérence est souvent gage de son succès. Rien n'est pire que la diplomatie gesticulatoire. Car, la diplomatie s'inscrit dans l'art du possible, du réaliste, et non du fantasmagorique et de l'outrance.

LA RESPONSABILITÉ INDÉNIABLE DE L'ALLEMAGNE.

Si l'on ne peut reprocher aux Allemands leur discrétion, on ne peut en dire autant de leur opportunisme. Confrontés à un problème international, ils privilégient le plus souvent la voie unilatérale (accueil de migrants sans la moindre concertation avec ses partenaires européens) ou bilatérale (question des taxations américaines des automobiles allemandes ou de diverses problématiques l'opposant à la Chine). Le cadre régional ou universel est délibérément négligé, profitant de la mise en exergue des turpitudes américaines. Toutes choses qui affaiblissent un multilatéralisme moribond qui n'en avait pas besoin.

Dans ces conditions que faire dans l'attente d'une relance de la gouvernance mise en place en 1945 ? Imaginer des solutions transitoires permettant de créer un minimum de confiance nécessaire à un minimum de prévisibilité et de stabilité dans les relations internationales.

LA QUÊTE D'UN BILATÉRALISME EFFICACE ET DE COALITIONS AD HOC : UNE DIPLOMATIE DE LA GODILLE.

Les formats envisageables.

Alors que la grammaire actuelle des relations internationale se décline en trois dimensions : défiance, division, démagogie, n'est-il pas indispensable d'explorer quelques voies prometteuses permettant de prévenir le chaos et l'anarchie ? Relisons ce que déclare le président de la République, Emmanuel Macron à l'occasion de son intervention devant la 73^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU (New York, 25 septembre 2018) : « *Le nouvel équilibre que nous devons créer doit reposer sur de nouvelles formes de coopérations régionales et internationales et se structurera selon moi autour de trois principes : le premier, c'est le respect des souverainetés au fondement même de notre charte ; le second, c'est le renforcement de nos coopérations régionales ; et le troisième, c'est l'apport de garanties internationales plus robustes* »⁵². Encore, faut-il que les peuples s'y retrouvent. À l'origine de la crise des « *gilets jaunes* », il y a le passage d'un monde à un autre. Une transformation du capitalisme qui angoisse la classe moyenne et les défavorisés et les poussent à se révolter.

La vitalité du bilatéralisme.

À prendre connaissance du calendrier du président de la République, on constate la vigueur du bilatéralisme français, démontrant ainsi que la nature a horreur du vide. Il ne se passe pas une

journée sans que nous ne découvriions qu'Emmanuel Macron ne reçoive l'un de ses homologues étrangers ou sillonne le monde pour se faire l'ambassadeur du « *made in France* ».

Nos partenaires allemands en font autant, oubliant comme nous qu'il existe à Bruxelles une ministre européen des Affaires étrangères, Federica Mogherini chargé par les textes de porter une politique étrangère européenne commune.

Si nous comprenons bien, nous vantons à longueur de temps les vertus du multilatéralisme universel et européen tout en nous vautrant dans les vices du bilatéralisme désuet.

Ce défaut criant d'articulation, de cohérence entre les divers niveaux de la diplomatie contribue au chaos ambiant, au déficit de grammaire lisible des relations internationales.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[*Retour au sommaire*](#)

LA FRACTURATION PERMANENTE DU MONDE

par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

Un monde sans maîtres et sans cap. L'année 2018 voit la poursuite, si ce n'est l'aggravation de phénomènes déjà constatés l'année précédente. De manière réductrice, on peut les résumer autour de deux axiomes de la grammaire des relations internationales : le déplacement continu des plaques tectoniques et la gradation des défis transversaux.

LE DÉPLACEMENT CONTINU DES PLAQUES TECTONIQUES

L'AFRIQUE EST MAL PARTIE ET ÇA CONTINUE.

En Afrique du sud, le népotisme, la corruption et le clientélisme auront finalement eu raison du président Jacob Zuma, indigne successeur de Nelson Mandela. Le Sahel est miné par le terrorisme. En Éthiopie, le nouveau premier ministre, Abiy Ahmed opère un rapprochement historique avec l'Érythrée. La Chine (« *Chine-Afrique* »), et dans une moindre mesure la Russie (en RCA), pose des jalons sur le continent. Plus de 55% des pauvres vivent en Afrique. Libye, Mali, Nigéria, RCA... peinent à recouvrer la stabilité en dépit des efforts de la communauté internationale. Le virus Ebola revient en RDC.

LE DÉSORDRE GAGNE L'AMÉRIQUE LATINE ET CENTRALE.

Le Venezuela ne s'arrête pas de plonger dans la crise économique, financière et sociale, ce qui n'empêche pas la réélection de Nicolas Maduro. Mais ceci se traduit par une crise migratoire sans précédent avec les États voisins. À Cuba, après 60 ans de règne ininterrompu, le clan castriste passe le relais à Miguel Diaz-Canel, un apparatchik bon teint. Bon an mal an, la Colombie en finit avec plusieurs de décennies de guerre civile avec les FARC. Le nouveau président de la République, Ivan Duque adversaire déclaré de l'accord de paix entend « *corriger* » le texte. Au Nicaragua, la rue a raison d'un plan d'austérité. Victoire historique de la Gauche au Mexique aux élections du 1^{er} juillet 2018 : Andres Manuel Lopez Obrador, AMLO triomphe sur un programme anti-corruption et anti-système. Au Brésil, l'extrême droite fait un score de 46% au premier tour de l'élection présidentielle et l'emporte largement au second tour avec la victoire de Jair Bolsonaro.

EN ASIE, LA SITUATION EST CONTRASTÉE.

20 ans (18 ans en réalité) après le lancement de la guerre en Afghanistan, le bilan pour l'Amérique est désastreux : depuis 2002, les États-Unis ont dépensé en moyenne 45 milliards de dollars par an ; hausse du contingent porté de 6 000 à 16 000 hommes ; les talibans contrôleraient au moins 50% du territoire [(« *on ne détruit pas une idéologie avec des bombes* » (Pierre de Villiers)], sans parler des contingents de l'EIL récemment arrivés d'Irak, des pertes humaines... Washington donne son feu vert à des pourparlers avec la Talibans et change son commandant militaire à Kaboul qui vit au rythme des attentats de les mener. De son côté, la Russie poursuit sa médiation avec les différentes factions. Le Pakistan reste toujours aussi fragile. Mais, le monde se raccroche à l'espoir d'un règlement de la crise nord-coréenne après la rencontre entre Donald Trump et Kim Jong-un. L'Asie du Sud-Est veut profiter des tensions entre les États-Unis et la Chine pour tirer son épingle du jeu sur le plan commercial.

LE PROCHE ET MOYEN-ORIENT EN PLEINE RECOMPOSITION.

Les Occidentaux sont de plus en plus absents. Le territoire syrien est devenu le grand champ de bataille des idéologies, des religions et des États puissants du Moyen-Orient. Le 14 avril 2018 voit des attaques ciblées (FR+UK+US) contre des cibles chimiques syriennes pour violation de la ligne rouge dans l'illégalité internationale la plus patente. Ceci n'empêche pas Bachar Al-Assad de recouvrer la majeure partie du territoire perdu avec le soutien de la Russie et de l'Iran. Donald Trump annonce le retrait de ses troupes. L'Irak évolue de crise en crise. En mettant à mal l'autorité du prince MBS, la triste affaire Jamal Khashoggi pourrait déboucher, à terme, sur la fin du conflit ravageur au Yémen, voire un affaiblissement de l'axe sunnite conduit par l'Arabie saoudite. L'Iran tente de survivre aux sanctions américaines et à leurs répercussions sur les entreprises occidentales. Les tensions entre Israéliens et Palestiniens sont permanentes.

L'UNION EUROPÉENNE ÉVOLUE DE CRISE EN CRISE.

Elle donne l'impression d'être de plus en plus spectatrice et de moins en moins actrice d'un monde qui lui est étranger. Secouée par dix années de crise, l'Union monétaire doit affronter la montée croissante de l'euro-scepticisme comme le démontrent amplement les résultats des élections législatives en Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie, Espagne (émergence du parti VOX) ... Comme le souligne Emmanuel Macron devant le Bundestag (18 novembre 2018, elle n'est pas outillée pour répondre aux différents défis elle est confrontée, défi migratoire au premier chef. Elle ne parvient, pas plus que ses États membres, à repenser l'aide au développement pour l'Afrique. Elle semble complètement accaparée par les suites du divorce avec le Royaume-Uni qui passe de l'accord au non-accord.

LA GRADATION DES DÉFIS TRANSVERSAUX

LA PROLIFÉRATION DES DÉFIS.

Défi sécuritaire (au sens de la guerre et de la paix mais aussi au sens de la montée du terrorisme), défi environnemental (concentration record de CO² dans l'atmosphère en 2017), défi numérique, défi migratoire, défi commercial, défi démocratique, défi religieux... « *Tant de tournants ou de ruptures se bousculent : crépuscule de l'ordre géopolitiques occidental ; déplacement de l'axe du monde de l'Atlantique vers le Pacifique ; contestations et rejets du modèle libéral et multilatéral ; épanouissement de révolutions technologiques faisant à nouveau croire à l'homme à sa toute-puissance ; brutal rappel à l'ordre de la contrainte écologique. Il faut surtout appréhender le moteur fondamental...* ». La liste est longue des défis auxquels les États sont confrontés sans y apporter, à ce jour, les réponses idoines. Reprenons-en quelques-uns pour illustrer notre propos !

LA COURSE AUX ARMEMENTS SE POURSUIT À UN RYTHME SOUTENU.

Les exportations d'armements progressent de 10% entre 2013 et 2017, traduisant ainsi un retour de la force dans les relations internationales. Les Américains se taillent la part du lion (34%) devant la Russie (22%) et la France (6,7%). Les États-Unis annoncent le lancement d'une « *police de l'espace* » (guerre des étoiles, saison 2). Une course à l'armement naval oppose Pékin et Washington. Petit à petit, nous retrouvons des tonalités Guerre froide qui expliquent que le processus de maîtrise des armements, de désarmement et de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs est au point mort.

LA CHINE AFFICHE DE PLUS EN PLUS OSTENSIBLEMENT SES AMBITIONS ECONOMIQUES ET STRATÉGIQUES.

Dans le domaine économique elle tisse son réseau d'influence en développant son projet « *la route de la soie* », sur la plan stratégique en particulier dans le domaine naval avec un grand exercice en mer de Chine méridionale en avril 2018. Elle déploie avec méthode une stratégie de politique étrangère de long terme qui commence à agacer certains. Le budget de sa diplomatie a doublé en 5 ans. « *La Chine souhaite restructurer la gouvernance régionale et mondiale dans une direction post-occidentale, et considère la Russie comme un partenaire utile pour y parvenir. Il y a certes des problèmes entre eux... mais il faut bien admettre que ces deux pays s'entendent plutôt bien. Ce constat conforte la Chine dans son analyse que la période lui est favorable et, que à terme, les rapports de force internationaux évolueront en sa faveur* ». Toutefois, la guerre commerciale avec les États-Unis la met sur la défensive. On note le « pragmatisme » nouvellement affiché par le premier ministre japonais, Shinzo Abe qui commence à se distancier son pays de la politique étrangère américaine de Donald Trump et à s'engager plus activement avec la Chine.

L'ÉCONOMIE MONDIALE EST FRAGILISÉE.

Le FMI s'inquiète du niveau de la dette publique dans le monde (164 000 milliards de dollars fin 2016). Il revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 tout en s'inquiétant de la montée des risques, dix après la crise de 2008. Le prix du pétrole atteint (avril 2018) un niveau de 75 dollars, au plus haut depuis 2014 à la faveur de la crise iranienne mais la tendance s'inverse (novembre 2018). Il semblait être en route pour atteindre un prix du baril à 100 dollars. La crise des émergents (hausse du dollar, tensions commerciales et diplomatiques) fait craindre une contagion mondiale. Après avoir revu ses prévisions à la baisse pour 2018, l'OCDE pense que la croissance mondiale va ralentir en 2019.

Le monde connaît la pire crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. La faim augmente de nouveau dans le monde, alerte le directeur du Programme alimentaire mondial, David Beasley. Il déclare que « quand on assure une meilleure sécurité alimentaire, le recrutement par les extrémistes diminue et les migrations aussi ». Le réchauffement climatique aggrave la faim dans le monde. L'Océan doit être protégée d'une catastrophe humanitaire mondiale alors que la moitié des terres dans le monde sont dégradées. Le dernier rapport du GIEC sur le réchauffement de la planète est inquiétant tant les objectifs de 2° C semblent hors de portée au rythme où vont les choses. La COP24 de Katowice se perd dans des procédures inutiles. Les catastrophes naturelles (séismes, tsunamis, typhons, cyclones...) se succèdent à un rythme soutenu aux quatre coins de la planète.

LA JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE EST À LA PEINE.

À travers les procès emblématiques de Laurent Gbagbo et de Jean-Pierre Bemba, la CPI, qui fête en 2018 ses vingt ans, traverse aujourd'hui une crise si grave que la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) parle « *d'auto-sabordement* ». On a l'impression qu'elle ne s'adresse jamais aux gros poissons mais uniquement au menu fretin. La réconciliation des peuples par la vérité semble plus prometteuse que par le droit et la justice internationale. Dans le même temps, la notion de droits humains fait l'objet d'une sérieuse remise en cause aux quatre coins de la planète au moment où l'on célèbre le 70^{ème} anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris en 1948.

L'OCCIDENT PERD SES REPÈRES.

Prévaut l'impression que les dirigeants occidentaux s'accrochent à un monde disparu, au monde d'hier plutôt que de se projeter sur l'avenir. La transgressivité dont se flatte le président de la République, Emmanuel Macron masque son enracinement dans le conformisme. Rien n'est plus convenu, par exemple, de diaboliser Vladimir Poutine. Il ne s'en prive pas quitte à jouer les pyromanes en soufflant sur les braises. Force est de constater que les Occidentaux ne savent plus faire, la greffe de la démocratie à l'occidentale ne prend jamais : Afghanistan et Irak. Plus que jamais, les Occidentaux s'entêtent à utiliser la puissance comme instrument de domination. Le temps est aujourd'hui à la guerre : guerre commerciale (sanctions imposées par Washington aux Européens sur leurs exportations d'acier et d'aluminium et aux Chinois), guerre écologique, guerre avec les GAFAs après les révélations sur les abus dans le pompage des données par Facebook (scandale Cambridge Analytica), guerre fiscale (avec les paradis fiscaux), guerre contre les mots (dictature du politiquement correct et diplomatie de l'invective) ... Le mea culpa de Mark Zuckerberg tant devant le Congrès américain que devant le parlement européen est peu convaincant.

LA DIPLOMATIE DE LA CAROTTE OU DE LA COOPÉRATION CÈDE LA PLACE À LA DIPLOMATIE DU BATON OU DE LA COERCITION.

À Washington le secrétaire d'état, jugé trop modéré sur les dossiers nucléaires nord-coréen et iranien est congédié, apprenant la nouvelle par un tweet de Donald Trump. Il est remplacé par un faucon, Mike Pompeo, directeur de la CIA. Ce dernier prononce le 21 mai 2018 un discours devant la « *Heritage Foundation* » un discours formulant douze exigences que devrait satisfaire l'Iran pour échapper à de nouvelles sanctions mais, surtout, qui tourne le dos aux principes posés dans la Charte de l'ONU. Le secrétaire d'État à la défense, James Mattis prend la porte à l'annonce du retrait des troupes en Syrie. À Washington, un mot revient constamment dans la bouche des dirigeants, celui de sanctions. Sanctions contre la Russie, l'Iran, le Venezuela, Cuba, la Corée du nord, la Syrie, la Chine... mais paradoxalement pas contre l'Arabie saoudite alors que les raisons ne manqueraient pas pour sanctionner ses agissements coupables au Yémen ou à Istanbul. Donald Trump fait le vide autour de lui.

Le constat des maux est accablant « *Nous entrons dans l'ère du cauchemar* », Nicolas Tenzer. Qu'en est-il des remèdes imaginés ou mis en place pour tenter de soigner le patient monde ? Le moins que l'on puisse dire est que nous sommes encore loin du compte dans la mise au point d'un système de substitution ou de transition au système multilatéral.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

PRÉSENCE DES ETATS-UNIS EN SYRIE...

par **Richard Labévière (*)**,

Journaliste, spécialiste en Relations internationales

Pour mieux comprendre la décision récente du Président Trump de se retirer de Syrie, il est utile de rappeler l'historique d'une ingérence américaine en Syrie qui a commencé bien avant le lancement officiel de la Coalition anti-terroriste d'août 2014...

L'INGÉRENCE AMÉRICAINE DATE DE 2011

L'engagement militaire américain en Syrie n'a pas attendu la proclamation du Califat par l'organisation « Etat islamique »/Dae'ch le 29 juin 2014. En fait, Washington préparait depuis longtemps des alternatives aux dictatures militaires arabes de moins en moins fréquentables. Dans le contexte des mal nommées « révolutions arabes », en Tunisie, en Egypte, en Libye, comme en Syrie la solution était déjà sur la table de la Maison blanche : favoriser l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en les aidant à constituer des pouvoirs exécutifs alternatifs. Ainsi, avant les troubles de Deraa en mars 2011, les services spéciaux américains sont déjà à pied d'œuvre au Liban, en Jordanie et en Turquie pour appuyer des ONGs et les startups d'une contestation qui va s'organiser à partir des « réseaux numériques » dits « sociaux ».

Dès les premières manifestations populaires de Deraa, des officines américaines et britanniques vont introduire quantités de fusils M-16 dans le pays, avec l'aide des Frères musulmans jordaniens et des tribus sunnites dont les nombreux trafics se jouent des postes frontières de la région. Durant les premières protestations – qui dès le début n'ont pas été pacifiques comme continuent à le prétendre les médias occidentaux absents du terrain –, des snipers cagoulés ont systématiquement pris pour cible les forces de l'ordre depuis les toits en terrasse des quartiers jouxtant les bâtiments officiels du gouvernorat de Deraa. Selon un rapport confidentiel du BND allemand, dès les premiers jours du « printemps syrien », plusieurs dizaines de « contractors » américains et britanniques sont à l'œuvre non seulement à Deraa, mais aussi dans la banlieue de Damas, ainsi que dans plusieurs localités côtières entre Tartous et Lattaquié.

A proximité des frontières syriennes, l'installation de deux M.O.C – *Military Operation Center* – a commencé dès janvier 2011 : le premier se situe dans une caserne de la banlieue nord de Amman, la capitale jordanienne. Le deuxième s'est installé dans la vieille Antioche, jouxtant la ville turque d'Antakya, le départ de la Route de la soie. Les activités de ces deux structures d'états-majors illustrent la première séquence de l'engagement militaire américain en Syrie du printemps 2011 à l'été 2014, avant l'apparition de Dae'ch.

A partir de ces deux plateformes interarmées se déploient trois programmes. Sous la responsabilité du *Pentagone*, le premier consiste à fournir différents points d'approvisionnements en armes afin d'équiper et de former des combattants susceptibles de rejoindre l'Armée syrienne libre (ASL), dont les premières unités ont vu le jour fin juillet 2011. Aux mains de la CIA, le deuxième programme consiste à recruter le plus grand nombre possible d'activistes afin de démultiplier les groupes armés locaux chargés de rejoindre l'ASL. Enfin, directement supervisé par le Secrétariat d'Etat, le troisième programme cherche à créer – avec l'aide des services spéciaux britanniques – des ONGs présentables à l'opinion publique internationale. Les fameux « Casques blancs » qui défraieront la chronique durant la bataille d'Alep en décembre 2016, sont l'une des créations du *Progam-3* !

Du printemps 2011 à l'été 2014, ces trois programmes vont engloutir plusieurs milliards de dollars sans beaucoup de résultats. Dans le sillage de l'ASL, les groupes armés dits « modérés »,

« laïcs » ou même « démocratiques » ont le plus grand mal à s'imposer. Ces groupes, qui parfois ne survivent que quelques jours, sont vite supplantés et absorbés par les katiba (unités) de *Jabhat al-Nosra*, c'est-à-dire Al-Qaïda en Syrie. Entre l'hiver 2011/2012 et l'été 2014, les analystes d'un service européen de renseignement n'en dénombrent pas moins de 400 qui se forment, se décomposent et se reconfigurent au gré d'alliances familiales, claniques, tribales et d'enjeux financiers plus ou moins clivants.

Toujours est-il que plusieurs de ces groupes, hâtivement montés sur le modèle de la sinistre UCK du Kosovo vont, la plupart du temps, tourner au fiasco comme le mort-né Front de libération de la Syrie (FLS) qui sera absorbé par *Nosra* quelques jours seulement après sa création. La dissidence armée en Syrie ne réussira jamais à se fédérer. Aucun de ces groupes ne va parvenir à s'implanter durablement à l'Est de l'Euphrate jusqu'à ce que la CIA conseille au Pentagone de jouer la carte... kurde.

L'ALIBI DE LA LUTTE ANTI-TERRORISTE

La prise de Mossoul – deuxième ville d'Irak – et la proclamation du Califat par *Dae'ch* fin juin 2014 ouvre la deuxième séquence de l'engagement militaire américain en Syrie. L'alibi de la lutte anti-terroriste va permettre à Washington de poursuivre son objectif initial : le renversement du gouvernement de Damas et le démantèlement de la Syrie.

Tétanisé par l'émergence d'un « arc chi'ite », le petit roi Abdallah de Jordanie va vendre aux Américains la formation d'une « Fédération des tribus arabes ». Cette nouvelle initiative qui aura coûté plusieurs centaines de millions de dollars va, elle-aussi, très vite se transformer en échec cuisant, les supplétifs de cette fédération fantôme rejoignant avec armes et bagages leurs tribus d'origine.

Dès 2011, l'objectif était non seulement de renverser le « régime de Damas » et son « sanglant dictateur » Bachar al-Assad – pour reprendre la rhétorique de la presse occidentale – mais aussi d'endiguer le déploiement de l'Iran en Syrie et celui de son allié historique le Hezbollah libanais. Ce dernier, qui s'est officiellement engagé en Syrie à partir de juillet 2013, a empêché les jihadistes de *Nosra* de s'emparer du port de Tripoli (nord du Liban), de s'implanter durablement dans la Bekaa, notamment dans la localité d'Ersal, ainsi que dans le sud du pays. Peu de temps après la proclamation du Califat, *Dae'ch* attaque une école militaire en Jordanie : plusieurs conseillers américains sont tués. Pour s'assurer le contrôle du triangle syro-jordano-irakien, les forces spéciales américaines installent une base interarmées à Tanaf. Il s'agit principalement de couper la route aux Iraniens dans le désert d'Al-Ambar qui surplombe la frontière syro-jordanienne. A partir des infrastructures de Tanaf est créée la « Nouvelle armée syrienne » sous les ordres de Mohammad Talaa. Nouveau fiasco, cette force est décimée par *Dae'ch* aux abords de l'aéroport d'Al Hamadan durant l'été 2015.

A partir de Tanaf, la CIA et ses groupes supplétifs vont faire mouvement pour empêcher la libération de Boukmal par l'armée syrienne après celle de Palmyre. Les forces américaines permettent alors à *Dae'ch* de s'installer près de Tanaf et bombardent une colonne irakienne qui cherche à opérer sa jonction avec l'armée gouvernementale syrienne. Après plusieurs années d'âpres combats, les forces loyales de Damas font finalement la jonction tant attendue avec leurs homologues irakiennes et investissent Tanaf en décembre 2017, ouvrant ainsi la route Bagdad-Damas.

Au sud de l'Euphrate, les Américains ont empêché les Russes de traverser le fleuve, permettant ainsi à *Dae'ch* de développer un sanctuaire dans la poche d'Hajin depuis décembre 2017. « L'ordre de protéger cette poche a été prise au plus haut niveau du Pentagone », explique un officier européen de renseignement en poste à Amman. Finalement, ce n'est qu'un an plus tard – le 17 décembre 2018 – que les combattant kurdes investissent Hajin mettant en fuite plusieurs milliers de jihadistes de *Dae'ch*.

La deuxième séquence de l'engagement américain en Syrie est dominée par un choix stratégique clair : appuyer les groupes kurdes engagés dans la lutte contre *Daec'h* et contre l'armée gouvernementale syrienne. Il s'agissait aussi d'occuper durablement les régions pétrolières et gazières du Nord-Est de la Syrie et d'empêcher la formation du fameux couloir chi'ite Bagdad-Damas-Téhéran tant redouté par le roi de Jordanie.

La majorité des Arabes chassés par les Kurdes vont se réfugier en Turquie au nord de Raqqa. La ville de Tal-Abyad (la colline blanche) a été « purifiée » ethniquement – dékurdiflée – ouvrant ainsi un couloir destiné à séparer les deux grandes agglomérations kurdes de Kobané et Hassaké. Depuis un an et demi, les services spéciaux turcs organisent une force de 4000 hommes – *Le Bouclier de Raqqa* – chargée de la reconquête. C'est principalement pour contrer cette initiative que les forces spéciales américaines vont équiper plusieurs points d'appuis aériens afin d'épauler le dispositif kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement composées de combattants kurdes.

Vous pouvez lire des articles plus complets sur le site <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

G-20 DERNIER TANGO À BUENOS AIRES...

par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

« *S'il fallait dire la messe que pour des anges, le prêtre la dirait devant des bancs vides* » (Julien Green). Ce qui vaut pour la religion vaut également pour la diplomatie. Les grands-messes internationales traditionnelles de cette fin d'année 2018 n'échappent pas à la règle. Les 30 novembre et 1^{er} décembre 2018, vingt grands de la planète se retrouvent pendant deux jours à l'occasion d'un G20 dans la capitale argentine pour tenter de résoudre quelques-uns des grands problèmes de la planète (...) dans un contexte particulièrement tendu (guerre froide commerciale sino-américaine, tensions russo-ukrainiennes, rôle de l'Arabie saoudite dans la guerre au Yémen¹ et dans l'assassinat de Jamal Khashoggi...). Sans parler du désintérêt croissant du 45^{ème} président des États-Unis, Donald Trump pour tout ce qui respire de près ou de loin le multilatéralisme et la diplomatie. Enceinte de concertation économique et financière créée à la faveur des crises des années 1990, le G20 (à l'instar du G7) se transforme petit à petit en enceinte de confrontation, parfois de pugilat.

Le temps n'est plus à la coopération et au compromis, il est à la coercition et à la sanction. Le temps n'est plus au multilatéralisme, il est au bilatéralisme.

UNE ATMOSPHÈRE PARTICULIÈREMENT LOURDE

Une Argentine fortement secouée par une crise intérieure

À Buenos Aires, l'atmosphère n'est pas à la fête bien que ce soit la première fois que l'Amérique du sud accueille un G20. La tension est palpable : des organisations sociales manifestent dans les rues, brandissant des pancartes sur lesquelles on peut lire : « *Dehors le G20 ! Dehors le FMI !* ». Les manifestants dénoncent le chômage, la pauvreté, les conséquences des plans du FMI... À tel point que le président Mauricio Macri, qui espère redorer son blason grâce à ce grand raout, en appelle à la médiation du prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel pour instaurer un dialogue avec les opposants². Le Président français, lui-même confronté à un fort mouvement social, – qui dit ne jamais commenter l'actualité intérieure française à l'étranger – encense dans le quotidien *La Nación* le président argentin qui « *a décidé de ne pas céder à la facilité, et veut transformer en profondeur l'économie argentine... Mais de telles transformations sont impopulaires, en particulier au début, lorsque les coûts sont visibles sans que les résultats soient encore tangibles. Il faut savoir maintenir le cap* »³.

Une gouvernance internationale chahutée par les États-Unis.

Alors que le monde a besoin de coopération pour essayer de surmonter les dissensus et les crises auxquels il est confronté, c'est la confrontation qui tient aujourd'hui le haut du pavé dans le concert des nations. Donald Trump met en pratique son slogan de campagne « *America First* » en déchirant systématiquement les accords internationaux conclus par ses prédécesseurs pour marquer sa volonté de rupture avec le monde d'hier dont il n'a cure : accord de Paris sur le climat, accord de Vienne sur le nucléaire iranien, traité FNI, ALENA (renégocié et signé), et les institutions internationales telles l'ONU, l'OTAN, l'OMC et même l'Union européenne⁴ qu'il voudrait voir disparaître, ne trouvent pas grâce à ses yeux .

Donald Trump estime qu'il perd inutilement son temps avec de telles pantalonades. Il participe épisodiquement aux séances de ce G20 et, en dépit de leurs généreuses pétitions de principe,

force est de constater que nombre de partenaires (Allemagne, Russie, voire France jupitérienne) se prêtent volontiers au jeu du bilatéralisme et de l'égoïsme national.

C'est dans cet environnement dégradé que se déroule l'action. Il fallait, de plus, compter sur un individualisme tout Américain, paralysant le concept même de ces grandes réunions internationales. Les tensions actuelles (enjeux commerciaux et énergétiques principalement) ont vidé de leur sens et de leur efficacité les assemblées plénières à la faveur de rencontres bilatérales, rendant la réunion chaotique. Dans ces conditions que pouvait-on raisonnablement attendre de tangible, de concret de ce G20 de Buenos Aires ?

UNE RÉUNION PARTICULIÈREMENT IMPRODUCTIVE

Un consensus a minima pour sauver la face

La dentelle diplomatique traduit souvent l'impossibilité de faire émerger un accord sur la substance. Finalement, une « *déclaration des dirigeants du G20* » sur un « *consensus pour un développement équitable et durable* » a été adoptée le 1^{er} décembre 2018 à Buenos Aires. Sur le commerce – pomme de discorde entre les États-Unis et l'Union européenne qui négocie au nom des Vingt-Sept États membres – les Européens ont fait une concession aux Américains en acceptant de rayer du texte le mot « *protectionnisme* ». L'Union européenne, comme les autres participants acceptent « *la réforme nécessaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)* ». Même s'ils n'ont pas forcément les mêmes objectifs en tête, l'Union européenne, les États-Unis et la Chine sont en effet d'accord pour adapter l'OMC à l'économie du XXI^e siècle. Pour leur part, les Américains acceptent de faire figurer « *la reconnaissance de la contribution du système de commerce international* » à la croissance et la création d'emplois.

Sur le climat, le constat de la division est marqué noir sur blanc. D'un côté, « *les signataires de l'accord de Paris* » (à la COP21 en 2015) « *s'engagent à sa pleine mise en œuvre* ». Le communiqué appelle au succès de la nouvelle conférence de l'ONU sur le climat (COP24) qui débute le 3 décembre 2018 à Katowice en Pologne et fait référence au dernier rapport alarmiste du GIEC sur les impacts du réchauffement. De l'autre, les États-Unis « *réitèrent leur décision de s'être retiré de l'accord de Paris* ». Au passage, les ONG écologiques soulignent que les rejets de gaz à effet de serre de 15 pays du G20 – dont la France – augmentent.

Un dissensus a maxima pour masquer la déroute.

En quittant le sol argentin, Donald Trump ne s'est engagé à rien. Interrogé sur l'utilité de ces grandes messes que sont les sommets du G20. Le président français, qui ne perd pas dans sa ligne de mire les élections européennes, estime que « *le grand message de ce sommet c'est que l'Europe se fait entendre quand elle est ferme et unie* ». Or, la réalité est tout autre. Si les diplomates sont parvenus à échafauder un texte de consensus, Donald Trump a continué à mépriser le travail collectif en « *séchant* » la séance de l'après-midi consacré au commerce et à la fiscalité. Il a par ailleurs annulé sa conférence de presse, officiellement pour ne pas offenser la famille Bush après le décès de l'ex-président George Bush. Donald Trump se préparait à son dîner « *très important* » avec Xi Jinping. Nous sommes au cœur du problème de l'avenir de la gouvernance mondiale.

Le bilatéralisme sort lui conforté de ce grand spectacle diplomatique. Dans quel cadre se règle, du moins en partie et provisoirement pour ce que nous en savons, le sérieux différend entre Pékin et Washington sur les questions commerciales ? Dans les cadres des travaux du G20 ? Certainement pas. Il se négocie lors d'un dîner de travail entre les deux délégations conduites par leur chef d'État⁵. Néanmoins, sur le front russe, Donald Trump n'a pas souhaité rencontrer son homologue, Vladimir Poutine pour marquer son désaccord après la montée des tensions en

Crimée, et il persiste à valoriser le bilatéralisme en indiquant qu'il espérait rencontrer son homologue nord-coréen en janvier ou en février 2018. En marge du sommet, Donald Trump s'est entretenu avec le président sud-coréen Moon Jae-in. Les deux hommes ont « réaffirmé leur engagement de parvenir à une dénucléarisation finale et totalement vérifiée » de la Corée du Nord. Mohamed Ben Salman, de son côté, est ignoré par le président turc Erdogan, mais prend sa revanche lorsque Vladimir Poutine lui tend la main en l'air comme pour mieux la claquer. Ce sont deux grands producteurs de pétrole, deux guerriers dont les opposants se font tuer sans scrupule par des commandos aux méthodes effroyables.

Une fois de plus, ce sommet démontre que l'on ne donne pas à boire à un âne qui n'a pas soif ! Ceux qui sont théoriquement chargés de réformer la gouvernance mondiale en sont les meilleurs fossoyeurs⁶.

Le monde est aujourd'hui confronté à la fin des certitudes, à son incapacité à dégager du sens, une direction, une tendance dans l'épais brouillard de signaux contradictoires auxquels il est confronté⁷.

Même si l'imprévisibilité du monde est dans l'ordre des choses, il importe de tenter de l'anticiper pour mieux en atténuer les conséquences négatives. Voici ce que l'on pouvait dire de ce G20 frappé du risque d'obsolescence qui avait toutes les allures d'un dernier tango à Buenos Aires.

¹ Georges Malbrunot, *Les victimes oubliées de la guerre du Yémen. Dans le Yémen en guerre, l'interminable calvaire de la population civile*, Le Figaro, 30 novembre 2018, pp. 1-2-3.

² Louise Michel, *L'Argentine en crise accueille le G20*, Le Figaro, Économie, 30 novembre 2018, p. 25.

³ Christine Legrand/Marie de Vergès, *Macron loue les réformes « impopulaires » de Macri en Argentine*, Le Monde, 1^{er} décembre 2018, p. 3.

⁴ Isabelle Lasserre, *La diplomatie d'Emmanuel Macron peine à s'imposer en Europe*, Le Figaro, 30 novembre 2018, p. 8.⁶

⁵ Gilles Paris/Marie de Vergès, *Fragile trêve entre les États-Unis et la Chine*, Le Monde, 4 décembre 2018, p. 2.

⁶ Éditorial, *Il faut sauver la gouvernance mondiale*, Le Monde, 10 novembre 2018, p. 25.

⁷ Hubert Védrine, *La tragédie d'Alep symbolise l'effondrement des politiques occidentales guidées par la morale et l'éthique*, Le Monde, 15-16 janvier 2017, pp. 14-15.

Vous pouvez consulter l'article complet sur le site <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

COHABITATION AUX ETATS-UNIS

par **Guillaume Berlat**,

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

Qu'en est-il en vérité après les élections ? Même si Donald Trump doit céder la chambre des représentants au parti démocrate – ce qui ne constitue pas une énorme surprise -, il conserve néanmoins le Sénat à l'issue de multiples scrutins ayant enregistré une participation record.

En somme, les résultats de cette consultation populaire ne présentent rien de révolutionnaire quoi qu'en pensent certains ¹. Donald Trump se félicite d'un « immense succès » ! Afin de mieux appréhender la signification profonde de ces élections de mi-mandat (« midterms », pour reprendre le vocable consacré Outre-Atlantique), il importe d'en déchiffrer ses trois principales significations : institutionnelle, interne et internationale.

Nous commencerons par ce qui nous, français, nous concerne plus directement, les conséquences internationales :

• LA SIGNIFICATION INTERNATIONALE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Si tant est que cela relève du domaine du possible, est-il ou non possible de tirer quelques enseignements de ce scrutin du 6 novembre 2018 sur le plan international dans un pays où les préoccupations « domestiques » l'emportent très largement sur les considérations diplomatiques ?

Nous pouvons essayer de comprendre ce que cette élection pourrait emporter comme conséquences sur la scène internationale. Et cela en nous plaçant dans une double perspective.

Au regard de la montée des populismes dans le monde

La légère remontée des démocrates lors du scrutin du 6 novembre 2018 n'est pas suffisamment significative pour démontrer qu'un coup d'arrêt aurait été donné au phénomène que l'on a coutume de désigner par l'expression de « montée des populismes ». Manifestement, Donald Trump possède encore un socle assez solide d'électeurs qui se reconnaissent dans son slogan America First.

Quand les élites méprisent trop les peuples, il arrive qu'ils se rebellent en rejetant les partis traditionnels. Les citoyens américains ont gardé le plus mauvais souvenir de Bill Clinton comme président et de son épouse Hillary, comme responsable des Affaires étrangères. À ce jour, l'économie américaine est prospère à coups de baisses d'impôt et de déficits. Qu'ajouter de plus ?

Donald Trump conduit ouvertement le combat contre tous les États qui exportent plus qu'ils n'importent des États-Unis : Allemagne mais surtout la Chine à laquelle des sanctions sont imposées. Aucun de ses prédécesseurs n'avait voulu dénoncer ces déficits et mener le combat, y compris avec la plus grande brutalité. Pourquoi les peuples appelés aux urnes, hier et demain considèreraient-ils le « populisme » ou le « nationalisme » comme une « lèpre », pour reprendre une formule d'Emmanuel Macron ? Pourquoi n'y aurait-il pas d'autres Brésil en Amérique latine (Argentine ?) ou ailleurs ? Pense-t-on sérieusement que c'est par une politique permanente de l'anathème que les partis dits populistes seront écartés lors des prochaines élections. Le populisme a sans doute encore de beaux jours devant lui. Depuis l'élection de Donald Trump et le vote en faveur du « Brexit », les événements confirment cette tendance en dépit des discours de nos élites politiques.

Au regard du rejet du multilatéralisme par les États-Unis.

Quoi que prétendent les dirigeants démocrates, il y a fort à parier que les politiques étrangères qu'ils mèneraient auraient peu différences avec celles de Donald Trump, hormis quelques inflexions dans la forme et dans la sémantique. Les distances structurelles avec le multilatéralisme sont inscrites dans l'A.D.N. du « peuple à la destinée manifeste ».

Imagine-t-on un seul instant une nouvelle administration démocrate prenant aujourd'hui les commandes du paquebot US rejoindre à nouveau l'accord sur le climat, l'accord sur le nucléaire iranien, signer au bas d'un parchemin tous les accords commerciaux de libre-échange conclus par les précédentes administrations... ? Et, l'on pourrait multiplier les exemples à l'infini. L'Amérique n'a toujours pas ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN en français ou CTBT en anglais), refuse toujours de rejoindre un éventuel protocole de vérification à la Convention d'interdiction des armes biologiques de 1972, la convention d'interdiction des mines antipersonnel, dite convention d'Ottawa, n'est pas revenue sur sa décision d'abandonner les traités ABM et START pour s'en tenir à quelques exemples pris dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Veut-elle renoncer à quitter le traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) ? Accepterait-elle la mise en place d'une défense européenne entièrement autonome et indépendante de l'OTAN ? Dans le domaine de la justice pénale internationale, a-t-on entendu une seule fois une haute autorité démocrate faire part de son engagement sérieux à adhérer au statut de la Cour pénale internationale ? Dans le domaine du commerce international, serait-il concevable qu'une administration démocrate abandonne le combat lancé par Donald Trump contre le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) basée à Genève ? Dans le domaine du droit international, envisagerait-elle de renoncer à l'application extraterritoriale du droit américain, arme de guerre particulièrement efficace contre tous ses concurrents, y compris ses alliés ? Serait-il envisageable de revenir sur le rapprochement avec la Corée du nord ? Quid des relations avec l'Union européenne et ses membres ? Quid des relations avec la Russie et la Chine ? Sur le dossier du Proche et du Moyen-Orient (solution du conflit israélo-palestinien, Syrie, Irak, alliance avec l'Arabie saoudite après l'assassinat de Jamal Khashoggi, fin de la guerre au Yémen, remise en ordre de la Libye...), que savons-nous sur les intentions démocrates ? Rien ou pas grand-chose à ce jour qui nous éclaire.

La campagne pour les élections de mi-mandat n'a apporté aucune réponse à toutes ces questions lancinantes qui intéressent les experts des relations internationales. Tout le reste n'est que chimère et rêve de Candide qui ne comprennent rien à l'Amérique éternelle ! La seule chose à laquelle puisse conduire une Chambre des représentants démocrate est un faible contre-pouvoir à quelques initiatives malheureuses de Donald Trump par effet de blocage. En effet, il existe de grandes tendances structurelles dans la politique étrangère américaine qui rendent difficiles des évolutions drastiques. L'énorme paquebot américain ne se manie pas comme un frêle esquif. En un mot, pour conclure sur ce chapitre, le monde devra s'adapter à la diplomatie trumpienne et non le contraire, deux ans après sa prise de fonctions. Les dernières élections n'ont rien changé dans ce domaine de la politique internationale comme dans bien d'autres.

• LA SIGNIFICATION INSTITUTIONNELLE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Alors que les médias nous fournissent une information incomplète et biaisée sur ce que sont en réalité ces élections de mi-mandat aux États-Unis, sorte de galop d'essai avant la prochaine élection présidentielle de 2020, tentons d'être le plus clair et le plus précis possible. Retournons-nous vers l'encadré que nous livre le quotidien Le Monde à la veille du scrutin ! Il résume objectivement l'enjeu de cette journée du mardi 6 novembre 2018 :

« Les élections de mi-mandat du mardi 6 novembre aux États-Unis, doivent déterminer la majorité au Congrès pour les deux dernières années du mandat de Donald Trump. C'est la première consultation nationale depuis son élection. Elle concerne les 435 sièges de la Chambre

des représentants qui sont renouvelés pour deux ans, et 35 des 100 sièges du Sénat, qui sont remis en jeu pour les six prochaines années.

La Chambre des représentants et le Sénat sont actuellement à majorité républicaine. Les postes de 36 des 50 gouverneurs (chefs exécutifs des États) sont également soumis au vote. Enfin, les électeurs de 38 États sont appelés à s'exprimer sur 160 référendums locaux ».

On comprend ainsi que le scrutin dépasse largement le cadre d'une élection législative à la Française puisqu'elle concerne les exécutifs des États fédérés mais aussi le renouvellement des juges

On comprend ainsi que tirer les leçons de multiples scrutins complexes aux significations différentes n'est pas chose aisée et nécessite une analyse particulièrement fine.

Que peut-on ou doit-on, à ce stade, penser des significations intérieure et internationale de cette kyrielle de scrutins ?

• LA SIGNIFICATION INTERNE DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

Peut-être est-il plus sage de procéder, par touches successives, à la manière des peintres de l'école impressionniste pour tenter de comprendre ce qui a changé et ce qui n'a pas changé depuis novembre 2016, date de l'élection de Donald Trump ! Une sorte de moment de vérité à travers plusieurs caractéristiques objectives.

Une participation élevée

La participation aux différents scrutins a été particulièrement élevée, contrairement à la tradition. Les deux camps ont œuvré en ce sens. S'impliquant personnellement, Donald Trump effectue un marathon électoral, se démultipliant pour galvaniser ses troupes en faveur de sa politique. Du côté du parti démocrate, l'on a ressorti Barack Obama de sa retraite pour battre les estrades. Cette participation record est à mettre en relation avec les 10 000 comptes appelant à ne pas voter que Twitter a supprimé. Elle conduit aux résultats suivants : Chambre des représentants (219 démocrates, gain de 26 sièges ; 193 républicains), Sénat (45 démocrates, 51 républicains, gain de 2 sièges).

L'émergence d'un nouvel électorat

La campagne a fait émerger une frange de l'électorat moins visible dans les scrutins précédents. Ceux qui n'avaient pas cru bon voter en 2016 et qui ne voulaient pas voir une victoire écrasante de Donald Trump. Nous avons assisté à une mobilisation importante des femmes comme jamais dans le passé en réaction aux discours machistes de Donald Trump, des LGBT, des représentantes des minorités particulièrement actives dans ce pays (à l'instar des Latinos). Cet électorat semble avoir voté massivement pour le Parti démocrate et fait basculer la Chambre des représentants.

Une Amérique fracturée

Les résultats de ces scrutins font apparaître une fracture géographique et sociale du pays, voire même à l'intérieur des familles. Le pays n'est pas « un » comme certains voudraient le croire. En effet, les États-Unis apparaissent plus divisés que jamais après le mardi 6 novembre 2018. Le thème de l'immigration (comme dans le reste du monde) est en arrière-fond du débat, alimenté par la caravane de migrants venus d'Amérique latine. Caravane que le président de la République, Donald Trump a promis de chasser, y compris par là. Le discours de Donald Trump « flirte avec les zones à risque de l'inconscient américain ».

Il relève de l'évidence que la surenchère a caractérisé cette campagne électorale hors-norme dans un pays fortement divisé sur divers enjeux de politique et de société.

Une politique pérenne

On peut affirmer, sans grand risque d'erreur, que les « midterms » ne vont pas changer grand-chose à la politique de Donald Trump qui dispose toujours de la possibilité de gouverner par « décrets » en cas de blocage de la Chambre des représentants dont la prochaine présidente pourrait être la démocrate Nancy Pelosi, réélue députée de Californie le 6 novembre 2018. Si le 45ème président des États-Unis perd la Chambre des représentants, il renforce ses positions au Sénat, preuve que le désamour avec le peuple américain n'est pas aussi important que nos médias veulent bien nous le laisser entendre, il ne jouait pas sa présidence dans ses élections. Il faut admettre que Donald Trump a réussi le tour de force de faire mieux que ses prédécesseurs en pareille occasion.

L'avenir du trumpisme

Deux ans après l'élection présidentielle, il existe un « véritable ancrage du Trumpisme » en Amérique. Le Washington Post pourra continuer à mettre en exergue au-dessus de son titre « La démocratie meurt dans les ténèbres » depuis l'élection de Donald Trump sans que cela ne change rien à la situation actuelle. Il gagnerait à méditer la célèbre formule du général de Gaulle selon laquelle « il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités ». Mais en Amérique, tout peut arriver.

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres » (Antonio Gramsci). Et, c'est bien ce dont nous sommes les témoins à suivre les résultats relativement convergents des élections au quatre coins de la planète. Quoi qu'en pensent certains, le Trumpisme n'est pas mort et, en toutes hypothèses, il survivra à Donald Trump tant il pose des questions essentielles pour l'avenir de l'Amérique et de la gouvernance mondiale ! Même s'il révèle les fractures de l'Amérique, il paraît en partie conforme aux espérances d'une large frange de l'électorat américain. Qu'on le veuille ou non ! Et c'est avec cette Amérique atomisée qu'il faut travailler pour imaginer le monde de demain et non se lamenter sur celui d'hier. Dans ses extravagances non contestables, Donald Trump pose de vraies questions que Barack Obama n'avait jamais posées. Le moins que l'on puisse dire est que bon nombre de nos dirigeants n'éprouvent pas la moindre envie de se remettre en question et de remettre en question le paradigme des relations internationales du XXe siècle. Ils nous rappellent ce qu'écrivait Frederik Nietzsche dans son Crépuscule des idoles : « Ramener quelque chose d'inconnu à quelque chose de connu, cela soulage, rassure, satisfait. Avec l'inconnu, c'est le danger, l'inquiétude, le souci qui apparaissent – le premier mouvement instinctif vise à éliminer ces pénibles dispositions ». Et c'est bien cela qui rend notre monde encore plus complexe, imprévisible et lourd de menaces. Telle est l'intolérable vérité. Avec cette seconde partie du mandat de Donald Trump s'ouvre une nouvelle phase que l'on pourrait emprunter, en l'adaptant, à Alexis de Tocqueville : de la cohabitation en Amérique.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[Retour au sommaire](#)

JUSQU'OU IRONT LES NATIONALISMES CHINOIS ET AMÉRICAINS ?

par **François Danjou**

Expert sur l'Asie

A son dernier passage à Pékin, Mike Pompeo, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères de Donald Trump, que Xi Jinping, choqué par les attaques du vice-président américain Mike Pence a refusé de recevoir, a essuyé les plâtres de ce nouveau mode de relations sino-américaines, articulé à des ressentiments qui ne sont pas nouveaux, mais dont l'aigreur était jusqu'à présent noyée dans la ouate feutrée des précautions diplomatiques.

A Diaoyutai, résidence des visiteurs étrangers de marque au nord-ouest de la capitale chinoise et ancien domicile de Mao et de ses proches durant la révolution culturelle, Mike Pompeo a, dès les toasts d'accueil, essuyé une charge brutale de Wang Yi, ministre des affaires chinoises.

Répondant au déferlement d'accusations du vice-président Mike Pence, le 4 octobre, Wang Yi a, devant la presse – chose inhabituelle en Chine –, accusé Washington de ne cesser d'attiser les tensions et de dégrader à dessein la confiance réciproque.

Au-delà de la guerre commerciale dont les coups sont de plus en plus brutaux, touchant désormais plus de 50% des exportations chinoises vers l'Amérique, assortie d'une chute régulière des bourses chinoises (+ de 20% depuis janvier), l'angoisse de Pékin s'alimente de la crainte que l'administration Trump pourrait remettre en cause la reconnaissance par Washington de la « politique d'une seule Chine », fondement même de la relation depuis le rapprochement opéré par Nixon dans les années 70.

La question de Taïwan au cœur des craintes chinoises.

Au cours d'une autre réunion, Wang Yi a exhorté Pompeo à respecter les « Trois communiqués » (1972, 1979, 1982), déclarations d'intention de la Maison Blanche acceptant le principe de l'unité de la Chine qui accompagna l'établissement des relations officielles entre Pékin et Washington (1979).

Tout comme la sècheresse de l'accueil à Diaoyutai répondait à l'agression tous azimuts de Mike Pence, la fébrilité chinoise à propos de Taïwan exprimée par Wang Yi ripostait aux raidissements de l'Amérique décidée à protéger Tsai Ing-wen des harcèlements diplomatiques dont elle est l'objet depuis son accession à la présidence.

Pékin, dit Wang Yi, attend de la Maison Blanche, qu'elle cesse d'interférer dans la politique chinoise de séductions financières destinée à détacher l'Île de ses appuis diplomatiques et qu'elle « prenne des mesures concrètes » pour freiner les dérives indépendantistes de Tsai Ing-wen, conditions de la stabilité des relations sino-américaines.

Réponses acerbes au discours de Mike Pence.

Le Quotidien du Peuple, adoptant un ton ulcéré et nationaliste, affirmant que la Chine ne céderait jamais aux pressions, publiait une synthèse des réactions de la jeunesse chinoise aux attaques de Mike Pence, jugées arrogantes et biaisées.

Les jeunes chinois s'alignent sans nuance sur le discours officiel, en soutenant contre le droit international que les îlots bétonnés et militarisés de la mer de Chine du sud génèrent des eaux territoriales, parties d'un espace maritime grand comme la Méditerranée dont ils ne doutent pas qu'il est « entièrement chinois. »

Retour à la grande image du long terme.

Après ces réfutations pied à pied des controverses de l'instant dont certaines sont exactes tandis que d'autres sont mal argumentées ou de mauvaise foi, resurgissent les arrière-pensées du long terme. Capables de concessions tactiques immédiates pour un bénéfice stratégique ultérieur, elles se projettent à l'horizon 2049, centième anniversaire de l'investiture du Parti à la tête de la Chine.

Reprise le même jour par le *Global Times* (1), l'idée s'impose d'un apaisement ultérieur inéluctable, fond de tableau de la pensée complexe chinoise. Au passage, les auteurs placent la Chine dans la position moralement vertueuse de l'offensé refrénant ses pulsions de riposte.

« Nous sommes heureux que l'Amérique redeviennent puissante, mais la grandeur ne peut se fonder sur les pressions exercées contre les autres visant à les éclipser. Si au lieu de réagir avec grandeur et dignité la Chine ripostait aux provocations de Washington, les relations sino-américaines seraient déjà effondrées au détriment du reste du monde ».

A l'espoir d'un apaisement raisonnable formulé par le *Quotidien du Peuple*, le *Global Times* ajoute le réalisme. S'il est vrai que la Chine est aujourd'hui loin d'avoir les moyens de subjuguier la puissance de l'Amérique dont les atouts technologiques et la capacité à mobiliser des alliances dépassent largement celles de Pékin, l'histoire a montré qu'elle recèle une plus forte capacité de résilience confortée par sa dissuasion nucléaire.

En attendant, à court et très court terme, la Direction chinoise doit résoudre le défi très concret posé par la Maison Blanche qui, en lui imposant de revoir sa manière biaisée de commercer, menace l'ampleur de ses réserves de change, dont la masse est aujourd'hui de 3000 M^{ds} de \$ – en baisse de 2,5% depuis janvier 2018 -. Construites sur ses surplus d'exportation, elles constituent l'assurance du régime contre une brutale crise financière dont les implications socio-politiques seraient catastrophiques.

Pour bien mesurer l'ampleur des malentendus et la difficulté d'une conciliation, on gardera à l'esprit que, pour beaucoup d'élites chinoises, le déséquilibre commercial – une des racines de la croissance -, est un juste retour des choses après les humiliations subies au cours du XIX^e siècle. Elles justifient les captations illégales de technologies et les libertés que prend la Chine avec les dogmes du marché dont l'application stricte constitue, de son point de vue comme une menace pour sa stabilité interne et la pérennité du Parti.

En Chine, le sentiment du temps long projetant les échéances du rêve chinois jusqu'en 2049 produit un recul et une intuition d'avenir qui submergent les péripéties du présent et favorisent les accommodements tactiques à des fins ultérieures plus vastes.

Le *Global Times* est un tabloïd paraissant quotidiennement en République populaire de Chine. Il est publié en chinois et en anglais. Le journal suit la ligne éditoriale du Quotidien du Peuple, le journal officiel du Parti communiste chinois, et de l'agence Chine nouvelle, tout en se spécialisant dans l'actualité internationale.

NDLR : Les extraits, la mise en page et les notes sont de la Rédaction d'ESPRITSURCOUF

L'article complet est paru dans Question Chine: <https://www.questionchine.net/>

[*Retour au sommaire*](#)

CHINE – ETATS-UNIS

GUERRE DES TAXES, GUERRE TOTALE OU APAISEMENT ?

par **Jean-Paul Yacine**,
expert sur l'Asie

La guerre des taxes a été lancée par D. Trump le vendredi 6 juillet. Ses secousses s'étendent à l'Europe unanimement inquiète – à l'exception notable de Londres – d'une rupture du lien transatlantique dont chacun sait pourtant qu'il exprime depuis des lustres non pas une relation équilibrée mais à la fois une prévalence de l'Amérique et une catalepsie stratégique de l'UE que la Maison Blanche accuse de négliger ses budgets militaires.

Au même moment, soulignant encore la faiblesse européenne aux prises avec la crise des migrants, le très iconoclaste et très imprévisible président américain se préparait à rencontrer le 15 juillet prochain à Helsinki, Vladimir Poutine qui participe pourtant avec son allié chinois à la riposte contre les taxes américaines. Dans l'édition du 7 juillet de « La Lettre de Léosthène » Hélène Nouaille rappelait justement, au-delà du commerce, l'origine politique de la crise, Trump prenant à contrepied l'Europe et la Chine, fustigeant la partialité des accords multilatéraux et replaçant l'Amérique au centre.

« L'Union européenne nous fait probablement autant de mal que la Chine, sauf qu'elle est plus petite. Elle a fait l'an dernier un excédent de 151 milliards de dollars. Et par-dessus le marché, nous dépensons une fortune dans l'OTAN pour la protéger. Elle nous traite très injustement ».

Au-delà de la guerre des taxes, une crise politique.

Outre-Atlantique et en Europe les plus inquiets sont les adeptes d'une relation transatlantique et de l'OTAN directement issue de la guerre froide, extraordinaire et très coûteuse machine de guerre dont l'objet s'est évaporé avec l'effondrement de l'URSS, tandis qu'au sein même de ce qui reste en théorie le plus puissant « bloc militaire » de tous les temps, la Turquie, auto-proclamée nouveau « défenseur des croyants » manipule les angoisses migratoires européennes que le traité de l'Atlantique Nord est à mille lieues de pouvoir apaiser.

Logiquement, les nostalgiques d'une conception du monde disparue sont rejoints par les investisseurs, tenants de l'ordre financier tel qu'il est et, à l'image de Christine Lagarde, Directrice Générale du FMI redoutent que la guerre des taxes dégénère en un chaos commercial et financier généralisé. Certains, adeptes de l'hyperbole, prenant conscience de l'arrière-plan stratégique de la manœuvre de la Maison Blanche, vont même jusqu'à craindre un dérapage vers un conflit armé.

Craignant que la guerre commerciale ne tarisse la manne financière chinoise reposant comme au Japon sur une très forte épargne intérieure et une faible consommation, quelques-uns comme Raymond Dalio, célèbre gestionnaire de fonds spéculatifs (Hedge Fund) cherchant une rentabilité élevée et rapide par des « produits dérivés », ont relevé que le « tweet » de Donald du 6 juillet, premier jour d'entrée en vigueur des taxes contre les exportations chinoises, évoquait non pas une « querelle de taxes » mais une « guerre contre la Chine », tout court.

Vulnérabilités chinoises.

Les premières taxes sur des exportations chinoises aux Etats-Unis d'une valeur totale de 34 M^{ds} de \$ (1) , entraînant une réaction immédiate de la Chine, ont, dans la presse officielle chinoise, d'abord donné lieu aux analyses spéculant à l'image des Occidentaux sur les risques

partagés aux Etats-Unis et en Chine d'une guerre commerciale, soulignant la possible riposte de Pékin contre les entreprises américaines installées en Chine et les effets pervers du renchérissement des produits chinois sur les consommateurs américains.

La Chine a elle aussi commencé à ressentir les effets des stratégies américaines. Elle doit d'abord éponger l'augmentation de sa facture pétrolière, le prix du baril ayant en 30 mois, bondi de moins de 30 \$ à près de 80 \$, tirant aussi vers le haut les prix du gaz, effets combinés des quotas de production imposés par l'OPEC, notamment la Russie et de la sortie de Washington de l'accord avec Téhéran.

Le 2 juillet, après l'avoir laissé filée, la Banque de Chine a dû intervenir pour freiner la chute de la monnaie sur les marchés internationaux où elle a perdu 4% en deux semaines. Le 5 juillet un article de CNBC signalait la volatilité des bourses chinoises de Shanghai et Shenzhen ayant respectivement perdu 23 et 22% depuis janvier 2018. Pour la plupart des analystes la persistance de la guerre commerciale avec Washington continuera à tirer les marchés boursiers chinois vers le bas et à ralentir la croissance, bête noire du Bureau Politique.

Le risque existe aussi qu'un nombre significatif d'investisseurs décident de transférer leurs capitaux hors de Chine, créant de sérieuses pressions sur le Yuan et sur les réserves de change. Enfin, la nouvelle menace de la Maison Blanche d'élargir l'éventail des droits de douane à une liste de produits équivalant à 500 M^{ds} de \$ – frappant du coup la totalité des exportations aux Etats-Unis -, à quoi s'ajoutent les restrictions imposées aux investissements chinois dans les entreprises de haute technologies au cœur du projet « Made in China 2025 », modifie le ton des commentaires officiels de Pékin qui, regrettant comme Yuan Xue tong, « l'imprévisibilité de D. Trump », commencent à s'interroger sur l'ampleur et la portée de la campagne antichinoise de Washington.

Note.

1.- Les secteurs américains les plus touchés par une riposte chinoise sont, le soja, l'aéronautique, les véhicules automobiles, l'électronique grand public et les services (voyages, éducation, finances, administration des affaires).

D'un montant de 127 M^{ds} de \$ en 2017, en hausse rapide de 14 M^{ds} de \$ – 3^e marché d'export américain après le Canada et le Mexique -, ces ventes ont été à l'origine d' 1 million d'emplois aux Etats-Unis. Avant la guerre commerciale, la Chine imposait déjà des barrières douanières ou administratives aux exportations américaines, notamment dans l'agriculture et les services.

Prémises d'une guerre totale ?

Alors que même le consensus sino-américain sur la question coréenne semble se fissurer (2), que Pékin garde en mémoire l'exclusion de sa marine de l'exercice Rimpac et fustige les « intrusions » des navires de guerre américains dans les eaux adjacentes de ses îlots élargis et militarisés en mer de Chine du sud, le 8 juillet l'éditorial du Global Times, s'interrogeait sur le sens du passage de deux destroyers américains le 7 juillet dans le Détroit de Taïwan.

Tout en reconnaissant que les deux unités naviguaient dans des eaux internationales, l'auteur mettait en garde contre toute extension des querelles commerciales à la dimension stratégique de la relation où, dit l'éditorial, Washington doit garder en mémoire que la souveraineté de Pékin sur Taïwan fait partie « des intérêts vitaux chinois ».

Egalement destiné à Taïpei, le message évoquait de possibles ripostes militaires chinoises, comme le survol de l'île par des avions de combat de l'APL et leur franchissement de la « ligne médiane » du Détroit.

Le parti-pris chinois de l'apaisement.

Au milieu de cette atmosphère dont nombre de commentateurs considèrent qu'elle peut conduire à une sérieuse aggravation des tensions, tandis qu'à Washington, après les réticences chinoises (ou les difficultés) à réduire leurs exports et le déficit, les responsables commerciaux américains les plus agressifs comme Navarro et Lightizer ont pris le pas sur Mnuchin le plus accommodant secrétaire au Trésor, une occurrence mérite attention.

Le 8 juillet, le Global Times publiait une analyse de Clifford A. Kirakofe, ancien attaché parlementaire à la Commission des affaires étrangères du sénat des Etats-Unis, proche de la Chine, où il a donné des conférences à l'Université des Affaires étrangères de Pékin.

L'analyse focalisée sur la prochaine rencontre entre Poutine et Trump, prenait le contrepied des critiques de l'establishment contre le président américain, critiques que l'auteur accusait de nourrir une vision du monde « néo-conservative, d'intervention et de confrontation », opposée à l'approche pragmatique de D. Trump qui rejetait explicitement la mentalité de guerre froide. Dans cette perspective bloquée, ajoute Kirakofe, où l'oligarchie anti-Trump utilise les atouts les plus confidentiels de l'Etat tels que le FBI pour attaquer le Président, la rencontre avec Putin est l'opportunité pour Moscou et Washington de refonder la relation et coopérer sur des questions majeures au Moyen Orient et en Asie du nord-est, où l'appui de Moscou sur la question coréenne serait utile et où la coopération, de Moscou, Washington et Pékin avec les deux Corée serait de nature à construire une paix durable sur la péninsule.

En Syrie, les deux ont le même intérêt à éradiquer le terrorisme islamique dans un contexte où Trump avait souvent répété que la coopération Moscou – Washington dans la région serait le principal moteur de la paix.

Note.

2.- Le 8 juillet, un article du Global Times, soulignait la différence de ton entre Washington et Pyongyang dans les comptes rendus de la mission de Mike Pompeo en Corée du nord, où, contrairement à son premier voyage, le secrétaire d'Etat n'a pas été reçu par Kim Jong-un.

Tandis que Washington faisait état de « gros progrès », l'agence officielle nord-coréenne expliquait que la rencontre avait conduit à une « situation dangereuse, pouvant remettre en cause la volonté de Pyongyang de dénucléariser ». En cause et prudemment critiquée par la Chine, l'absence de proposition concrète américaine pour définir un chemin vers un traité de paix, Washington restant accroché sans esprit de recul, au préalable d'une « dénucléarisation complète et vérifiable ».

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation : <https://www.questionchine.net/>

[Retour au sommaire](#)

CHINE – AMERIQUE

LES TROIS FRONTS DE LA GUERRE ECONOMIQUE VOULUE PAR TRUMP

par **Jean-Raphaël Chaponnière**
Chercheur associé à Asie21 (Futuribles)
et membre d'Asia Centre

La guerre économique qui vient de commencer entre les États-Unis et la Chine sur le front commercial, est déjà en cours sur le front industriel où elle pourrait s'aggraver. Il est peu probable qu'elle déborde au front financier. Mais Si la situation s'envenime, cette guerre économique pourrait avoir un impact analogue à celui de la crise de 2008. Il pourrait coûter 4 points de PIB aux deux principaux protagonistes, un peu plus pour l'Union européenne et sans doute pour le reste de l'Asie où ce conflit saperait le fonctionnement des chaînes globales de valeur.

Dans un rapport paru en décembre 2017, la National Security Strategy définissait la Chine comme un « rival stratégique » des États-Unis au même titre que la Russie. C'était le début du début de l'offensive américaine. Six mois plus tard, la mise en ligne sur le site de la Maison Blanche d'un document dénonçant les pratiques chinoises pour obtenir les technologies marquait la victoire des Faucons, dont Peter Navarro, ex-professeur de l'université de Californie et auteur de *Death by China* et d'un film éponyme.

FRONT COMMERCIAL

Les échanges sino-américains de marchandises ont atteint 620 milliards de dollars en 2017. Quant au déficit des États-Unis (384 milliards), il est loin d'être compensé par leur excédent dans les échanges de services (38 milliards), qui serait plus élevé si les pratiques d'optimisation fiscale des entreprises américaines ne privaient l'Amérique d'une partie des revenus de propriété intellectuelle.

Les relations commerciales ne se réduisent plus aux flux qui traversent les frontières mais incluent l'activité des filiales. Les ventes des succursales américaines en Chine (272 milliards de dollars) sont près de deux fois supérieures au montant des exportations de l'Amérique vers l'Empire du milieu. Inversement, celles des filiales chinoises aux États-Unis sont faibles (10 milliards). Prenant en compte ces ventes, la Deutsche Bank montre que le déficit « des échanges agrégés » sino-américains a diminué de 111 milliards en 2008 à 30 milliards de dollars en 2016, alors que selon les douanes, le déficit commercial s'est creusé de 271 milliards de dollars en 2008 à 384 milliards de dollars en 2017.

Le rééquilibrage est en cours mais cette évolution, de même que les promesses faites par la Chine après l'imbroglio ZTE, n'a pas calmé l'ardeur du président et de ses conseillers. C'est que la Maison Blanche poursuit d'autres objectifs.

Premier objectif : à quelques mois des élections de mi-mandat, Donald Trump montre qu'il tient ses promesses électorales. Renouant avec la tradition, de Reagan à Obama en passant par Georges W. Bush, il a élevé les droits de douane sur les importations d'acier. La différence est que la Chine est un fournisseur marginal des États-Unis et que Trump a invoqué la sécurité nationale pour éviter un vote du Congrès. Cette hausse, comme les précédentes, a été critiquée

par l'industrie automobile et le milliardaire a réagi en prenant, également au nom de la sécurité nationale, des mesures contre les importations de voitures allemandes dont il dénonçait déjà la présence dans les années 1980.

Second objectif : ses conseillers qui veulent enrayer la montée en puissance de l'industrie chinoise ont élaboré des frappes « chirurgicales » avec des hausses tarifaires sur des produits ciblés par le plan « Manufacturing China 2025 ». Une première liste de 818 produits, 34 milliards de dollars d'importations, est frappée d'un tarif additionnel de 25 % depuis ce vendredi 6 juillet et une seconde liste élaborée après l'enquête menée dans le cadre de l'article 301 comprend 284 produits pour lesquels le niveau des hausses n'a pas encore été décidé. Aucun bien de consommation n'est concerné.

Aller plus loin, comme le souhaite Donald Trump dans ses tweets, n'est pas sans risque. Du fait de l'imbrication des économies, une hausse des droits de douane sur des produits *made in China* rendra plus onéreux des produits fabriqués aux États-Unis avec des conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages américains et la compétitivité des exportations américaines.

FRONT INDUSTRIEL

Sur le front industriel l'objectif des faucons de la Maison Blanche va beaucoup plus loin qu'une mesure punitive. Il s'agit de freiner les avancées chinoises en faisant obstacle aux transferts de technologie qui s'opèrent via les investissements directs étrangers (IDE), vers la Chine ou de la Chine vers les États-Unis. Ce choix conduit à un changement radical vis-à-vis de la mondialisation.

Rappelons que la Chine est l'un des premiers pays hôtes des IDE et que ces derniers représentent un apport considérable de technologies pour son industrie. Le marché chinois a toujours fait rêver et Pékin monnaie son accès contre l'acquisition de technologies. Les investissements étrangers en Chine ont longtemps dégagé suffisamment de bénéfices pour que les entreprises acceptent de céder leurs technologies. C'est moins le cas depuis quelques années et les entreprises étrangères hésitent davantage à s'implanter. L'un des objectifs de la baisse des impôts sur les sociétés est de freiner les investissements américains en Chine où selon les résultats de l'enquête de la Chambre de commerce américaine (décembre 2016), six entreprises sur dix envisageraient de se retirer.

Quant aux entreprises chinoises, si elles investissent à l'étranger, c'est pour acquérir des ressources et des technologies. Entre 2014 et 2016, elles ont plus investi aux États-Unis que les entreprises américaines n'ont investi en Chine. Après une embellie en 2016, les investissements en Amérique ont chuté en 2017 du fait des restrictions imposées par le gouvernement de Pékin, inquiets des sorties de capitaux. Ils se sont effondrés au premier semestre 2018, avec une baisse de 92 % en valeur et une division par deux en nombre, selon Rhodium. La détérioration des relations bilatérales et le renforcement du Committee on Foreign Investment in the United States expliquent cette dégringolade. Parmi les décisions marquantes, Washington a posé son veto au rachat de Qualcomm par une entreprise sino-malaisienne en mars ainsi qu'à un projet d'implantation de China Mobile en juillet.

En 2017, General Motors a vendu plus de voitures en Chine qu'aux États-Unis, respectivement 4 et 3 millions. Pour plusieurs grandes entreprises américaines, l'évolution du marché chinois est un enjeu plus important que celle du marché américain. Les sept cents filiales américaines peuvent devenir des otages d'une guerre économique si Pékin leur rend la vie plus difficile.

Plusieurs anecdotes signalent qu'elles rencontrent davantage de difficultés. Ouvrir ce front, qui affecterait plus l'économie américaine que les hausses tarifaires, serait une arme à double tranchant. Il provoquerait une baisse plus forte des entrées d'IDE, tout en affectant l'économie chinoise qui connaît une phase de ralentissement.

FRONT FINANCIER

Dans un conflit avec les États-Unis, la Chine a deux autres armes à sa disposition : la parité du yuan et ses créances sur le Trésor américain. À partir de 2005, le gouvernement chinois a engagé une appréciation de sa monnaie pour inciter les entreprises à monter en gamme. Interrompu par la crise mondiale, ce mouvement a repris jusqu'en 2013 et après plusieurs mois de baisse, il s'est à nouveau apprécié. Au cours des deux derniers mois, le rythme de la baisse du yuan a été le plus fort. La Chine va-t-elle le déprécier pour compenser une hausse des tarifs douaniers sur ces exportations ? Elle s'en défend, et la Banque Centrale a pris des mesures pour freiner cette baisse qui pourrait être la conséquence d'une fuite de capitaux. Utiliser l'arme du change serait une option dangereuse du fait de ses répercussions sur l'inflation en Chine, un *casus belli* aux États-Unis.

La Chine reste le premier créancier étranger de l'État américain, avec un peu plus de 1 000 milliards de dollars en mai 2018. Peut-elle utiliser cette arme contre Washington ? Dans ses souvenirs de sa visite à Pékin comme Secrétaire d'État, Hilary Clinton confie qu'il lui était difficile de se montrer ferme avec son banquier. Ses propos ne doivent pas faire illusion. L'accumulation par la Chine de bons du Trésor ne lui donne pas d'influence sur la gestion économique américaine. En effet, Pékin ne détient que 5 % de la dette publique américaine (21 000 milliards de dollars), qui est portée à plus de 70 % par les institutions fédérales des États-Unis, dont la Sécurité sociale, mais aussi par ses banques, ses entreprises et ses ménages.

Faute d'alternative, le marché des bons du Trésor américain est le plus liquide au monde. En vendant leur portefeuille, les autorités chinoises provoqueraient une baisse de valeur qui ne les épargnerait pas, sans que ce geste ne mette vraiment en difficulté l'économie américaine.

LES CONSÉQUENCES D'UNE STRATÉGIE PERDANT-PERDANT

La guerre économique qui démarre poursuit plusieurs objectifs aux échéances variées : le mois de novembre pour les élections, début 2019 pour le déficit bilatéral. Si ce dernier est surtout le fruit de l'organisation des chaînes de valeur entre les deux superpuissances, il est aussi sensible aux arbitrages de la Chine pour ses achats de matières premières. Quant au déficit courant américain que le président Trump veut résorber, il n'est pas une conséquence des politiques commerciales chinoises ou allemandes, mais il sanctionne le fait que les Américains vivent au-dessus de leurs moyens.

Les « bruits de botte » de ces derniers mois ont créé un climat d'incertitude. Avant même que la première salve n'ait été tirée, les conséquences étaient d'ores et déjà perceptibles sur l'évolution du Dow Jones et du Hang Seng, comme sur l'économie réelle. La baisse d'un quart des cours du soja depuis avril affecte 300 000 producteurs américains et des lettres de commande aux exportateurs chinois. Elle porte sur 10 % des importations américaines de Chine et provoquerait, selon le Cepii, une baisse d'environ 25 milliards de dollars des exportations chinoises. L'impact sera modeste et affectera plus l'économie chinoise qui ralentit que l'économie américaine dopée par les réductions budgétaires.

« *Aucun pays ne répondra aux mesures américaines* », n'a pas hésité à fanfaronner Peter Navarro. Las ! En dépit de ces affirmations, la Chine – qui a par ailleurs déclaré qu'elle ne respecterait pas l'embargo sur l'Iran – répond par des hausses tarifaires sur 50 milliards de dollars d'importations venant de circonscriptions américaines ayant voté pour Donald Trump. Cette réponse amènera-t-elle le président à déclencher la seconde phase de son offensive en demandant au département du Commerce d'imposer une hausse de 10 % ? Ira-t-il jusqu'à 500 milliards, comme il l'a annoncé ? Le conflit porterait sur l'équivalent de 4 points de PIB américain auxquels s'ajouterait l'impact des mesures prises par le Canada et éventuellement par l'UE. Selon une estimation du Conseil d'Analyse économique, l'impact global (cumulé) d'une guerre économique approcherait celui de la crise de 2008 et serait de 4 points de PIB pour les deux principaux protagonistes, un peu plus pour l'UE et sans doute pour le reste de l'Asie car ce conflit saperait le fonctionnement des chaînes globales de valeur.

Cette offensive américaine devrait accélérer plutôt que freiner la mise en œuvre du plan « Manufacturing China 2025 ». Un plan qui est dans la ligne de mire du gouvernement américain et auquel les médias chinois ne font plus allusion depuis quelques semaines pour ne pas l'irriter. Au mois de mars, l'affaire ZTE avait révélé la dépendance technologique de la Chine pour les semi-conducteurs. Elle avait aussi renforcé la détermination chinoise de consolider cette industrie. Jack Ma, le PDG d'Alibaba, a annoncé la création d'une division R&D consacrée aux puces utilisées dans l'intelligence artificielle. Dans ce domaine crucial, la taille de la population connectée et la faible protection des données personnelles donne un avantage à la Chine.

En engageant une guerre économique au nom du « *Make America great again* », le président déconstruit l'architecture de l'ordre mondial que les États-Unis ont bâti à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il lui substitue un nouvel ordre dans lequel, l'Amérique, comme le Royaume-Uni du XIX^{ème} siècle, n'aura ni allié éternel ni adversaire perpétuel, mais seulement des intérêts. C'était envisageable au temps de la *Pax Britannica*. Mais pas dans un monde multipolaire.

Publiée avec l'aimable autorisation ASIE 21 l'atelier de prospective sur l'Asie

En Asie, le contexte mouvant et souvent opaque des situations n'autorise pas l'improvisation. Il est indispensable de savoir les anticiper. Précisément, le groupe Asie21 suit en permanence et avec attention l'évolution de cette région pour y déceler les faits susceptibles d'engendrer des changements significatifs. En bref : le contexte géopolitique de l'intelligence économique dans une vision prospective.

Asie21 publie une Lettre confidentielle mensuelle à laquelle sont abonnés des décideurs publics et privés conscients que dans les affaires, l'anticipation est payante. Conçus pour une lecture rapide, ses articles sont courts et structurés (faits/enjeux/commentaires prospectifs). Les sommaires sont consultables en ligne sur le site asie21.com qui offre, par ailleurs, un panorama étoffé du paysage politique et économique asiatique.

Le groupe Asie21 rassemble des « praticiens » de l'Asie, venant d'horizons professionnels divers et pratiquant depuis deux décennies le travail collectif, même si chaque article est signé par son auteur.

[Retour au sommaire](#)

CHINE – ETATS-UNIS

GUERRE DES TAXES, GUERRE TOTALE OU APAISEMENT ?

par **Jean-Paul Yacine**

Expert sur l'Asie

La guerre des taxes a été lancée par D. Trump le vendredi 6 juillet. Ses secousses s'étendent à l'Europe unanimement inquiète – à l'exception notable de Londres – d'une rupture du lien transatlantique dont chacun sait pourtant qu'il exprime depuis des lustres non pas une relation équilibrée mais à la fois une prévalence de l'Amérique et une catalepsie stratégique de l'UE que la Maison Blanche accuse de négliger ses budgets militaires.

Au même moment, soulignant encore la faiblesse européenne aux prises avec la crise des migrants, le très iconoclaste et très imprévisible président américain se préparait à rencontrer le 15 juillet prochain à Helsinki, Vladimir Poutine qui participe pourtant avec son allié chinois à la riposte contre les taxes américaines. Dans l'édition du 7 juillet de « La Lettre de Léosthène » Hélène Nouaille rappelait justement, au-delà du commerce, l'origine politique de la crise, Trump prenant à contrepied l'Europe et la Chine, fustigeant la partialité des accords multilatéraux et replaçant l'Amérique au centre.

« L'Union européenne nous fait probablement autant de mal que la Chine, sauf qu'elle est plus petite. Elle a fait l'an dernier un excédent de 151 milliards de dollars. Et par-dessus le marché, nous dépensons une fortune dans l'OTAN pour la protéger. Elle nous traite très injustement ».

AU-DELA DE LA GUERRE DES TAXES, UNE CRISE POLITIQUE.

Outre-Atlantique et en Europe les plus inquiets sont les adeptes d'une relation transatlantique et de l'OTAN directement issue de la guerre froide, extraordinaire et très coûteuse machine de guerre dont l'objet s'est évaporé avec l'effondrement de l'URSS, tandis qu'au sein même de ce qui reste en théorie le plus puissant « bloc militaire » de tous les temps, la Turquie, auto-proclamée nouveau « défenseur des croyants » manipule les angoisses migratoires européennes que le traité de l'Atlantique Nord est à mille lieues de pouvoir apaiser.

Logiquement, les nostalgiques d'une conception du monde disparue sont rejoints par les investisseurs, tenants de l'ordre financier tel qu'il est et, à l'image de Christine Lagarde, Directrice Générale du FMI redoutent que la guerre des taxes dégénère en un chaos commercial et financier généralisé. Certains, adeptes de l'hyperbole, prenant conscience de l'arrière-plan stratégique de la manœuvre de la Maison Blanche, vont même jusqu'à craindre un dérapage vers un conflit armé.

Craignant que la guerre commerciale ne tarisse la manne financière chinoise reposant comme au Japon sur une très forte épargne intérieure et une faible consommation, quelques-uns comme Raymond Dalio, célèbre gestionnaire de fonds spéculatifs (Hedge Fund) cherchant une rentabilité élevée et rapide par des « produits dérivés », ont relevé que le « tweet » de Donald du 6 juillet, premier jour d'entrée en vigueur des taxes contre les exportations chinoises, évoquait non pas une « querelle de taxes » mais une « guerre contre la Chine », tout court.

VULNERABILITES CHINOISES.

Les premières taxes sur des exportations chinoises aux Etats-Unis d'une valeur totale de 34 M^{ds} de \$ (1) , entraînant une réaction immédiate de la Chine, ont, dans la presse officielle chinoise, d'abord donné lieu aux analyses spéculant à l'image des Occidentaux sur les risques partagés aux Etats-Unis et en Chine d'une guerre commerciale, soulignant la possible riposte de Pékin contre les entreprises américaines installées en Chine et les effets pervers du renchérissement des produits chinois sur les consommateurs américains.

La Chine a elle aussi commencé à ressentir les effets des stratégies américaines. Elle doit d'abord éponger l'augmentation de sa facture pétrolière, le prix du baril ayant en 30 mois, bondi de moins de 30 \$ à près de 80 \$, tirant aussi vers le haut les prix du gaz, effets combinés des quotas de production imposés par l'OPEC, notamment la Russie et de la sortie de Washington de l'accord avec Téhéran.

Le 2 juillet, après l'avoir laissé filée, la Banque de Chine a dû intervenir pour freiner la chute de la monnaie sur les marchés internationaux où elle a perdu 4% en deux semaines. Le 5 juillet un article de CNBC signalait la volatilité des bourses chinoises de Shanghai et Shenzhen ayant respectivement perdu 23 et 22% depuis janvier 2018. Pour la plupart des analystes la persistance de la guerre commerciale avec Washington continuera à tirer les marchés boursiers chinois vers le bas et à ralentir la croissance, bête noire du Bureau Politique.

Le risque existe aussi qu'un nombre significatif d'investisseurs décident de transférer leurs capitaux hors de Chine, créant de sérieuses pressions sur le Yuan et sur les réserves de change. Enfin, la nouvelle menace de la Maison Blanche d'élargir l'éventail des droits de douane à une liste de produits équivalant à 500 M^{ds} de \$ – frappant du coup la totalité des exportations aux Etats-Unis -, à quoi s'ajoutent les restrictions imposées aux investissements chinois dans les entreprises de haute technologies au cœur du projet « Made in China 2025 », modifie le ton des commentaires officiels de Pékin qui, regrettant comme Yuan Xue tong, « l'imprévisibilité de D. Trump », commencent à s'interroger sur l'ampleur et la portée de la campagne antichinoise de Washington

Note.

1.- Les secteurs américains les plus touchés par une riposte chinoise sont, le soja, l'aéronautique, les véhicules automobiles, l'électronique grand public et les services (voyages, éducation, finances, administration des affaires).

D'un montant de 127 M^{ds} de \$ en 2017, en hausse rapide de 14 M^{ds} de \$ – 3^e marché d'export américain après le Canada et le Mexique -, ces ventes ont été à l'origine d' 1 million d'emplois aux Etats-Unis. Avant la guerre commerciale, la Chine imposait déjà des barrières douanières ou administratives aux exportations américaines, notamment dans l'agriculture et les services.

PREMISSSES D'UNE GUERRE TOTALE ?

Alors que même le consensus sino-américain sur la question coréenne semble se fissurer (2), que Pékin garde en mémoire l'exclusion de sa marine de l'exercice Rimpac et fustige les « intrusions » des navires de guerre américains dans les eaux adjacentes de ses îlots élargis et militarisés en mer de Chine du sud, le 8 juillet l'éditorial du Global Times, s'interrogeait sur le sens du passage de deux destroyers américains le 7 juillet dans le Déroit de Taïwan.

Tout en reconnaissant que les deux unités naviguaient dans des eaux internationales, l'auteur mettait en garde contre toute extension des querelles commerciales à la dimension stratégique de la relation où, dit l'éditorial, Washington doit garder en mémoire que la souveraineté de Pékin sur Taïwan fait partie « des intérêts vitaux chinois ».

Egalement destiné à Taïpei, le message évoquait de possibles ripostes militaires chinoises, comme le survol de l'île par des avions de combat de l'APL et leur franchissement de la « ligne médiane » du Détroit.

LE PARTI-PRIS CHINOIS DE L'APAISEMENT.

Au milieu de cette atmosphère dont nombre de commentateurs considèrent qu'elle peut conduire à une sérieuse aggravation des tensions, tandis qu'à Washington, après les réticences chinoises (ou les difficultés) à réduire leurs exports et le déficit, les responsables commerciaux américains les plus agressifs comme Navarro et Lightizer ont pris le pas sur Mnuchin le plus accommodant secrétaire au Trésor, une occurrence mérite attention.

Le 8 juillet, le Global Times publiait une analyse de Clifford A. Kiracofe, ancien attaché parlementaire à la Commission des affaires étrangères du sénat des Etats-Unis, proche de la Chine, où il a donné des conférences à l'Université des Affaires étrangères de Pékin.

L'analyse focalisée sur la prochaine rencontre entre Poutine et Trump, prenait le contrepied des critiques de l'establishment contre le président américain, critiques que l'auteur accusait de nourrir une vision du monde « néo-conservative, d'intervention et de confrontation », opposée à l'approche pragmatique de D. Trump qui rejetait explicitement la mentalité de guerre froide. Dans cette perspective bloquée, ajoute Kiracofe, où l'oligarchie anti-Trump utilise les atouts les plus confidentiels de l'Etat tels que le FBI pour attaquer le Président, la rencontre avec Putin est l'opportunité pour Moscou et Washington de refonder la relation et coopérer sur des questions majeures au Moyen Orient et en Asie du nord-est, où l'appui de Moscou sur la question coréenne serait utile et où la coopération, de Moscou, Washington et Pékin avec les deux Corée serait de nature à construire une paix durable sur la péninsule.

En Syrie, les deux ont le même intérêt à éradiquer le terrorisme islamique dans un contexte où Trump avait souvent répété que la coopération Moscou – Washington dans la région serait le principal moteur de la paix.

Note.

2.- Le 8 juillet, un article du Global Times, soulignait la différence de ton entre Washington et Pyongyang dans les comptes rendus de la mission de Mike Pompeo en Corée du nord, où, contrairement à son premier voyage, le secrétaire d'Etat n'a pas été reçu par Kim Jong-un.

Tandis que Washington faisait état de « gros progrès », l'agence officielle nord-coréenne expliquait que la rencontre avait conduit à une « situation dangereuse, pouvant remettre en cause la volonté de Pyongyang de dénucléariser ». En cause et prudemment critiquée par la Chine, l'absence de proposition concrète américaine pour définir un chemin vers un traité de paix, Washington restant accroché sans esprit de recul, au préalable d'une « dénucléarisation complète et vérifiable ».

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation :
<https://www.questionchine.net/> [Retour au sommaire](#)

KIM -TRUMP À SINGAPOUR.

ÉMOTION ET GRAND SPECTACLE AU SERVICE DE LA PAIX

par **François Danjou**

Dans la Cité État s'est joué le 12 juin dernier une séquence diplomatique d'un genre inédit qui fut aussi un pari.

L'épine dorsale de l'exercice n'était pas comme à l'habitude réglée par la rigueur minutieuse des Affaires étrangères mesurant au trébuchet les avantages et concessions réciproques, mais par un Président américain, ayant répondu aux demandes répétées de dialogue formulées par Kim Jong-un et selon qui la séduction, au besoin sur-jouée, pouvait, appuyée par son talent de négociateur d'affaires dont il dit posséder l'intuition innée, initier le processus d'apaisement et de désarmement nucléaire recherchés par la Maison Blanche avec Pyongyang depuis près de 30 ans.

Trois mois après la première demande de dialogue formulée par Kim Jong-un, on ne sait toujours pas si le président américain s'est engagé dans ce processus parce qu'informé par ses services secrets, il aurait perçu que l'ébranlement du site de tests de Punggye-ri [1] avait créé une vulnérabilité de Pyongyang, ou si la décision participait d'un changement de stratégie générale où, après des mois de menaces, la Maison Blanche serait arrivée à la conclusion que le vecteur de la persuasion sentimentale assortie de la promesse de mettre fins aux exercices conjoints et de lever les sanctions à terme serait plus efficace.

Quoi qu'il en soit, la manœuvre engagée par Washington, après une première phase où les menaces militaires installant la crainte du déclenchement inopiné d'un conflit aux portes même de la Chine avaient ému le bureau politique à Pékin, forcé d'augmenter ses pressions contre son allié – il est vrai de manière éphémère -, soulève une longue série de critiques de la part des experts et des diplomates.

S'il est vrai que la rencontre de Singapour fut un succès d'image et une première historique, tout reste à faire et les obstacles soulevés par les arrière-pensées et les intentions cachées des acteurs feront que la route vers la dénucléarisation de la Corée du nord sera longue et difficile. En première ligne des perturbateurs probables les néo-conservateurs américains pour qui toute concession est une trahison et la Chine qui, dans son obsession de rester dans la course, n'hésitera pas à jouer sa propre partition avec Pyongyang.



Donald Trump désavoué.

Christopher Hill ancien ambassadeur en Corée du sud, et ancien représentant de Washington au dialogue à 6 fut l'un des plus critiques du sommet, mal préparé et peu précis, naïf et inconsistant

Une semaine après la rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump, la Maison Blanche également en froid avec ses proches alliés occidentaux après les tensions du G.7, est toujours sous le feu des critiques l'accusant d'avoir privilégié les apparences du spectacle au fond des choses et mis les États-Unis en porte à faux dans la crise nord-coréenne. (Voir en annexe le texte de l'accord)

Les nombreux détracteurs lui reprochent, entre autres, d'avoir négligé – plusieurs interrogations insistantes des journalistes à ce sujet – la question des droits de l'homme et pris le risque de brader les intérêts de sécurité de la Corée du sud en évoquant dans la conférence de presse de l'après-sommet et sans consultations avec Séoul, la fin des manœuvres de l'alliance conjointe.

En même temps, D. Trump a laissé planer la possibilité d'un retrait définitif, à terme, des forces américaines, perspective dont il faut rappeler qu'elle contredit la très claire position du général Mattis ministre de la défense exprimée début juin à Singapour, pour qui le cantonnement des forces américaines en Corée ne pouvait être lié aux négociations avec Pyongyang sur la dénucléarisation.

Inquiétude connexe à ces problématiques d'alliance, l'expression « dénucléariser la péninsule » doit être clarifiée. Elle peut vouloir dire le retrait – envisageable – de la péninsule des vecteurs pouvant transporter une arme nucléaire américaine ou – ce qui serait plus problématique – être le langage codé de la Corée du Nord pour signifier qu'en échange de son abandon de l'arme nucléaire, Pyongyang exigera que Washington retire sa garantie nucléaire à la Corée du sud.

Enfin plus largement, on fait aussi grief au Président Trump d'avoir accordé sa confiance sans véritable contrepartie et de ne pas avoir fait préciser dans l'accord que la dénucléarisation devrait être vérifiée et irréversible.



Le jeu forcé de l'amitié et de la confiance.

Trump a axé sa stratégie de contact avec Kim autour de l'émotion et de la sympathie spontanée.

Alors que la levée progressive des sanctions serait coordonnée aux progrès de la dénucléarisation et que toute la stratégie du président américain s'articule, selon ses propres dires, à l'établissement d'un sentiment de confiance réciproque entre lui-même et Kim Jong-un auquel peu d'observateurs croient, les détails du processus conduisant à la paix devant être réglés dans la durée par le travail du département d'État et de ses homologues nord-coréens [2], il est difficile d'adhérer sans arrière-pensée à l'optimisme affiché par D. Trump.

Manifestement motivé par la conviction d'avoir déjà obtenu un succès là où tous ses prédécesseurs ont échoué, ce président hors-normes, iconoclaste et antisystème affirme sa foi en lui-même et la conviction d'être un acteur original et inclassable de l'histoire en marche, catégorie exceptionnelle dans laquelle il inclut également Kim Jong-un dont il veut croire à la volonté de tourner la page d'un passé de conflits pour considérer le « brillant futur » qui l'attend s'il accepte de jouer le jeu de la dénucléarisation.

*

Pour l'heure et compte tenu des déceptions passées, gardant aussi en tête la somme des inconnues et intentions cachées (obstacles posés par le complexes militaro-industriels américain et sud-coréen qui se nourrissent des tensions ; jusqu'au-boutistes forcenés de part et

d'autres ; stratégies anti-américaines sino-russes ; angoisses militaires et complexe de l'assiégé nord-coréens), constatons tout de même que, pour la première fois depuis 1953, un président américain et son homologue nord-coréen ont signé un communiqué conjoint promettant, entre autres, la dénucléarisation complète et une paix durable sur la péninsule.

L'événement qui prétend créer une percée diplomatique par la mise en scène et l'émotion – à laquelle les Coréens au nord et au sud sont sensibles – est une première. Il mérite d'autant plus attention qu'il a brisé le cycle d'escalade verbale et de provocations balistiques et nucléaires de l'année 2017. Vue sous cet angle, la rencontre fut à n'en pas douter historique. Si rien ne venait assombrir cette très inattendue lueur d'espoir, les négociations sérieuses pourraient commencer. Il n'en reste pas moins que la procédure précise des étapes de l'abandon de l'arme (des centaines de constructions, des douzaines d'installations dédiées et, probablement, 10 à 15 armes), en échanges des concessions américaines restant à préciser, mieux vaut se préparer à une longue route semée d'embûches qui durera plusieurs années.

Notes :

[1] *Au cours de sa conférence de presse à Singapour, Trump a évoqué l'effondrement partiel du site de test nucléaire provoqué par une explosion de trop forte puissance, ayant induit une forte secousse sismique, mais sans lier l'événement à la soudaine demande dialogue 6 mois plus tard.*

[2] *Dénucléarisation, vérification, retour des « kidnappés » japonais et sud-coréens et des dépouilles des tués durant la guerre.*

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation :

<https://www.questionchine.net/>

[Retour au sommaire](#)